



**Eléments  
Financiers  
2024**

# Sommaire

<b>B.1 Revue opérationnelle</b> .....	<b>3</b>
B.1.1 Worldline en 2024 .....	3
B.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	6
B.1.3 Performance par Ligne de Services .....	7
B.1.4 Ressources Humaines.....	9
<b>B.2 Perspectives 2025</b> .....	<b>9</b>
<b>B.3 Revue financière</b> .....	<b>10</b>
B.3.1 État du résultat global.....	10
B.3.2 Tableau de flux de trésorerie.....	13
B.3.3 Politique de financement.....	16
<b>B.4 Etats financiers consolidés</b> .....	<b>18</b>
B.4.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés .....	18
B.4.2 Compte de résultat consolidé .....	18
B.4.3 État du résultat global.....	18
B.4.4 États consolidés de la situation financière.....	19
<b>B.5 Indicateurs non-IFRS</b> .....	<b>80</b>
B.5.1 Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté) .....	80
B.5.2 Flux de trésorerie disponible .....	80
B.5.3 Dette nette .....	115
B.5.4 EBITDA.....	115
<b>B.6 ANNEXES</b> .....	<b>116</b>

## B.1 Revue opérationnelle

Le **chiffre d'affaires** 2024 de Worldline a atteint **4 632 millions d'euros**, représentant une **croissance organique de +0,5 %**. Cette progression a ralenti au second semestre en raison d'un contexte général de consommation atone, du processus de réinternalisation d'un grand client dans les Services Financiers et de certains défis spécifiques rencontrés dans les Services aux Commerçants durant l'été.

L'**EBE ajusté** du Groupe a atteint **1 070 millions d'euros** en 2024, représentant **23,1 % du chiffre d'affaires**, principalement en raison d'un environnement difficile dans les Services aux Commerçants et les Services Financiers.

**Flux de trésorerie disponible** : **201 millions d'euros**, soit un taux de conversion de l'EBE ajusté de 18,8 %, impacté par le plan Power24 qui a représenté 139 millions d'euros.

Tous les objectifs révisés fournis en septembre 2024 ont été atteints malgré un contexte difficile.

### B.1.1 Worldline en 2024

#### Janvier

Le 16 janvier, Worldline et Google ont annoncé un partenariat stratégique pour offrir des expériences de paiement innovantes grâce au cloud. Worldline a choisi la technologie Google Cloud pour accélérer sa transformation numérique et continuer à rationaliser ses opérations. Dans le cadre de ce partenariat renforcé, Worldline deviendra également l'un des principaux fournisseurs de services de paiement de Google en Europe et Worldline vise à offrir aux clients de Google des options de paiement plus avancées, la prise en charge d'un plus grand nombre de méthodes de paiement, une conversion transfrontalière améliorée et une expérience client simplifiée. **Février**

#### Février

Le 7 février, 2024, Worldline engage Power24, son ambition de transformation annoncée le 25 octobre 2023 et qui vise à accélérer la transformation du Groupe en réponse aux changements macroéconomiques et aux tendances dans le secteur des paiements. Power24 vise également à soutenir à moyen terme et de façon structurelle le profil de croissance du Groupe.

Cette transformation prévue devrait permettre de réaliser des économies de coûts de fonctionnement d'environ 200 millions d'euros dès 2025 en base annuelle, 80 millions d'euros étant déjà sécurisés pour 2024, en base annuelle. Les coûts de mise en œuvre devraient s'élever à environ 250 millions d'euros, dont environ deux-tiers en 2024 et le reste en 2025.

Cette transformation été soigneusement conçue et paramétrée pour améliorer l'efficacité opérationnelle et accélérer la stratégie *go-to market* de Worldline en s'appuyant sur son expertise produits. Ce projet se fonde sur quatre piliers principaux:

- La transformation du développement de nos produits et plateformes pour renforcer le positionnement de Worldline en tant qu'entreprise *product-driven*. Cela signifierait l'adoption généralisée de méthodes de travail plus agiles ainsi que l'achèvement de la standardisation et de la simplification de nos plateformes afin d'améliorer les délais de mise sur le marché, tout en réalisant des gains de productivité.
- Des initiatives visant à la modernisation et au développement technologique (par exemple via l'automatisation des processus-clés) afin de soutenir le processus d'innovation du Groupe.
- La simplification de l'organisation pour réduire la complexité de nos activités afin que les managers du Groupe puissent accroître leurs responsabilités et que les équipes soient plus autonomes et aient une maîtrise totale des solutions qu'elles fournissent.
- Des initiatives visant à la rationalisation des centres de développement et de services fondées sur l'optimisation des contrats d'achat et une meilleure exploitation de nos centres de compétences, lesquels sont basés en Inde, en Pologne et en Roumanie.

Le 28 février, Worldline a annoncé ses résultats annuels 2023. Le chiffre d'affaires de Worldline pour l'exercice 2023 a atteint 4 610 millions d'euros, soit une croissance organique de +6,0%, en ligne avec les prévisions révisées communiquées le 25 octobre 2023. Les Services aux Commerçants (3 325 millions d'euros de chiffre d'affaires, +8,9% de croissance organique) ont connu une performance contrastée entre un bon premier semestre et un second semestre impacté notamment par le ralentissement économique et la baisse de la consommation en Europe, qui a continué à se détériorer au cours du quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre, ainsi que par la résiliation des commerçants en ligne tel qu'annoncé et représentant un impact d'environ 30 millions d'euros au second semestre 2023. La performance des Services Financiers (chiffre d'affaires de 944 millions d'euros, baisse organique de 1,3%) reflète la faible conversion du pipeline d'opportunités, partiellement compensée par la bonne résistance des activités d'émission. Enfin, la division Mobilité & Services Web Transactionnels (342 millions d'euros de chiffre d'affaires, +0,1% de croissance organique) a réalisé une performance stable grâce à une bonne croissance sous-jacente de l'activité de billetterie électronique.

## Éléments financiers

Revue opérationnelle

L'EBE ajusté du Groupe a atteint 1 110 millions d'euros au cours de l'exercice 2023, stable en valeur absolue par rapport à l'exercice 2022 et représentant 24,1 % du chiffre d'affaires, en ligne avec l'objectif révisé de l'année.

Le flux de trésorerie disponible des opérations poursuivies a été de 355 millions d'euros, représentant un taux de conversion de l'EBE ajusté de 32,0% (flux de trésorerie disponible divisé par l'EBE ajusté). Il reflète principalement :

- Le début de la baisse de nos dépenses d'investissement (en pourcentage du chiffre d'affaires de 7,4 % à 7,2 %) en ligne avec notre planning d'investissement ;
- Une contribution négative au fonds de roulement de -18 millions d'euros, conformément à nos prévisions et à la trajectoire à moyen terme d'avoir un impact neutre sur la trésorerie ;

La réduction de nos coûts d'intégration et de rationalisation, excluant les projets stratégiques, qui continueront à diminuer dans les années à venir

### Mars

Le 20 mars 2024, le Crédit Agricole et Worldline ont reçu l'autorisation inconditionnelle de la Commission Européenne de créer leur entreprise commune pour les services de paiement numérique aux commerçants en France. Annoncée un an auparavant, l'entreprise commune a l'ambition de devenir un acteur majeur des services de paiement aux commerçants en France. Elle s'appuiera sur l'excellence technologique et la capacité d'innovation de Worldline et intégrera le schéma de paiement domestique « Cartes Bancaires » (CB).

Laurent Bennet, Directeur général du Crédit Agricole des Savoie, a été élu Président du Conseil d'administration et Meriem Echcherfi, nommée Directrice générale de la co-entreprise. La nouvelle marque, s'appelant CAWL, proposera des solutions de paiement tout en un, combinant acceptation et acquisition et intégrant des services à valeur ajoutée spécifiques à chaque secteur d'activité, des offres par verticales métiers pour simplifier la vie des commerçants et leur permettre de se concentrer sur l'essentiel, le développement de leur activité. Courant du 1<sup>er</sup> semestre 2025, CAWL sera pleinement opérationnelle, générant du chiffre d'affaires et du revenu brut d'exploitation.

Le Conseil d'administration de Worldline s'est réuni le 20 mars 2024 et, sur recommandation du Comité des Nominations, a décidé de coopter Wilfried Verstraete en qualité d'administrateur indépendant, en remplacement de Bernard Bourigeaud. La candidature de Wilfried Verstraete en tant que futur Président sera ensuite proposée au Conseil d'administration à la suite de l'Assemblée Générale du 13 juin 2024.

Worldline adapte en continu son organisation et sa gouvernance pour mieux répondre à l'évolution rapide du secteur des paiements, tout en accélérant la mise en œuvre de sa stratégie. Dans ce contexte, le Groupe a annoncé que la composition de son Conseil d'administration passerait de 15 à 12 membres (plus deux administrateurs salariés dont la désignation suit une procédure spécifique) et sera proposée à la prochaine Assemblée Générale du 13 juin 2024.

### Avril

Le 22 avril 2024, Worldline a annoncé des modifications de la composition de son Conseil d'administration sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Annuelle de Worldline en juin :

- Mme Agnès Park et Mme Sylvia Steinmann rejoindront le C onseil d'administration en tant qu'administratrices indépendantes, apportant une solide expertise acquise à des postes de direction dans de grandes entreprises et au sein d'environnements complexes ;
- M. Olivier Gavalda, Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A. rejoindra le Conseil sur proposition du Crédit Agricole S.A., apportant son expérience des métiers du secteur bancaire, financier et des paiements ;
- Le nouveau Conseil d'administration aura un profil largement international et un panel diversifié de compétences pour soutenir la transformation stratégique du Groupe ;
- Comme annoncé précédemment, M. Wilfried Verstraete présidera ce nouveau Conseil d'administration, en remplacement de M. Georges Pauget président du Conseil d'administration par intérim jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle 2024 afin de favoriser une transition réussie efficace et une prise de fonctions dans les règles de bonne gouvernance ;
- Conformément à ses engagements passés, le conseil d'administration de Worldline sera donc réduit de 15 à 12 membres (hors les deux représentants des salariés), avec trois nouveaux entrants et six sortants

### Mai

Le 2 mai, Worldline a publié son chiffre d'affaires du premier trimestre 2024, en bonne voie pour atteindre ses objectifs pour l'année 2024. Le chiffre d'affaires de Worldline pour le 1<sup>er</sup> trimestre a atteint 1 097 millions d'euros, soit une croissance organique de +2,5%. La division des Services aux Commerçants a bien résisté au contexte macroéconomique actuel et aux résiliations de contrats avec les commerçants. Cela a été légèrement compensé par la croissance sous-jacente de activités d'acceptance, et par la dynamique commerciale en Italie. La division Services Financiers a été impactée par de faibles volumes dans l'activité des Paiements Non-cartes, malgré de bons volumes sous-jacents dans le traitement de l'Acquisition et de l'Emission. La division Mobilité & Services Web Transactionnels a bénéficié d'une bonne dynamique dans les solutions de sécurité et de cryptographie, ainsi que de l'augmentation du volume de la Billetterie Electronique. Les objectifs 2024 sont confirmés.

### Juin

Le 13 juin, Worldline a tenu son Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, présidée par M. Georges Pauget en sa qualité de Président du Conseil d'administration par intérim. L'ensemble des résolutions soumises par le Conseil d'administration ont été adoptées, en particulier :

- les comptes annuels et consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
- le renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Nazan Somer Özelgin et M. Daniel Schmucki pour une durée de trois ans ;
- la ratification de la cooptation de M. Wilfried Verstraete en qualité d'administrateur et sa nomination pour une durée trois ans ; et
- la nomination de trois nouveaux administrateurs, Mme Agnès Park, Mme Sylvia Steinmann et M. Olivier Gavalda pour une durée de trois ans.

Comme annoncé le 21 mars 2024, le Conseil d'administration qui s'est tenu après l'Assemblée Générale a décidé, sur proposition du Comité des Nominations, de nommer M. Wilfried Verstraete en qualité de Président du Conseil d'administration.

### Août

Le 1<sup>er</sup> août, Worldline a publié ses résultats semestriels. Le chiffre d'affaires du Groupe a atteint 2 289 millions d'euros, soit une croissance organique de +2,1%. La performance des Services aux Commerçants (1 658 millions d'euros de chiffre d'affaires, +3,2% de croissance organique) a été impactée notamment par le ralentissement de la dynamique de la consommation en Europe, ainsi que par la résiliation de certains commerçants en ligne comme annoncé. La performance des Services Financiers (chiffre d'affaires de 457 millions d'euros, baisse organique de 1,5%) reflète la ré-internalisation plus tôt qu'initialement prévu de certains contrats, partiellement compensée par la bonne performance des activités d'émission et d'acquisition. Enfin, la division Mobilité & Services Web Transactionnels (174 millions d'euros de chiffre d'affaires, +1,0% de croissance organique) a réalisé une performance soutenue grâce à une bonne dynamique sous-jacente de l'activité de Services de Confiance.

L'EBE ajusté du Groupe a atteint 514 millions d'euros au cours du premier semestre 2024, globalement stable par rapport au S1 2023 et représentant 22,5 % du chiffre d'affaires. La profitabilité a été impactée par la division Services aux Commerçants, non compensée par l'amélioration du profil d'EBE ajusté des divisions Services Financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels et par la réduction des coûts dans les fonctions centrales.

Le flux de trésorerie disponible s'élève à 82 millions d'euros, représentant un taux de conversion de l'EBE ajusté de 16,0% (flux de trésorerie disponible divisé par l'EBE ajusté). Il reflète principalement :

- La réduction de nos coûts d'intégration et de rationalisation excluant Power24, en baisse de 40 millions d'euros et atteignant 55 millions d'euros;
- Des dépenses d'investissement de 160 millions d'euros en ligne avec la trajectoire prévue pour l'ensemble de l'année;
- La normalisation du fonds de roulement s'élevant à -42 millions d'euros;
- 42 millions d'euros liés aux coûts de Power24.

En excluant les coûts exceptionnels de Power24, le flux de trésorerie disponible s'élève à 124 millions d'euros, ce qui représente une conversion de 24,1 % de l'EBE ajusté.

### Octobre

Le 30 octobre, Worldline a publié un chiffre d'affaires consolidé de 1 163 millions d'euros au troisième trimestre, en baisse de 1,1% en organique. Le chiffre d'affaires des Services aux Commerçants au T3 2024 a atteint 867 millions d'euros, représentant une croissance organique de +0,2% (environ +5% hors résiliations de contrats de marchands et défis spécifiques) dans un contexte de consommation faible en Europe. Dans les Services Financiers, le chiffre d'affaires s'établit à 211 millions d'euros au T3 2024, en contraction organique de -8,3%. La croissance atteint environ +1% excluant l'impact du processus de ré-internalisation exceptionnel dans l'activité de paiements non-cartes, portée par la poursuite de la dynamique positive dans le traitement des acquisitions et des émissions. Le chiffre d'affaires de Mobilité & Services Web Transactionnels a atteint 85 millions d'euros, en hausse de 4,9% en organique, tiré principalement par une activité en hausse en France, à la fois dans les Services de Confiance et les Interactions Omnicanales.

Le Groupe a par ailleurs confirmé l'ensemble de ses objectifs 2024.

## Éléments financiers

Revue opérationnelle

### Novembre

Le 21 novembre, Worldline a placé avec succès une émission obligataire de 500 millions d'euros venant à échéance en novembre 2029 et assortie d'un coupon de 5,250%. L'émission a suscité un vif intérêt et a été sursouscrite par une base d'investisseurs hautement diversifiée, confirmant la confiance du marché dans le modèle opérationnel de Worldline et dans la qualité de son profil de crédit.

Le 25 novembre, le Groupe a annoncé le rachat d'une partie de ses obligations à option de conversion en actions nouvelles et/ou d'échange en actions existantes à échéance juillet 2025 et juillet 2026 pour un montant total d'environ 250 millions d'euros

## B.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Pour l'analyse de la performance du Groupe, le chiffre d'affaires et l'EBE ajusté 2024 sont comparés avec le chiffre d'affaires et l'EBE ajusté 2023 à périmètre et taux de change constants.

La réconciliation du chiffre d'affaires et de l'EBE ajusté 2023 statutaires avec le chiffre d'affaires et l'EBE ajusté 2023 à périmètre et taux de change constants est présentée ci-dessous par Ligne de Services :

(En millions d'euros)	Chiffre d'affaires			
	FY2023	Effet périmètre <sup>2</sup>	Effet de change	FY 2023 <sup>1</sup>
Services aux Commerçants	3 324,7	+2,7	-1,8	3 325,6
Services Financiers	944,1	-5,6	+1,0	939,5
Mobilité & Services Web Transactionnels	341,6	0,0	+2,0	343,7
<b>WORLDLINE</b>	<b>4 610,4</b>	<b>-2,9</b>	<b>+1,2</b>	<b>4 608,7</b>

<sup>1</sup> A périmètre constant et taux de change moyens de décembre 2024

<sup>2</sup> Au taux de change moyens de décembre 2023

(En millions d'euros)	EBE ajusté			
	FY2023	Effet périmètre <sup>2</sup>	Effet de change	FY 2023 <sup>1</sup>
Services aux Commerçants	847,0	+0,6	+2,0	849,7
Services Financiers	274,6	-1,8	+0,7	273,5
Mobilité & Services Web Transactionnels	48,2	-0,8	+0,5	48,0
Coûts centraux	(59,4)	0,0	-0,0	(59,5)
<b>WORLDLINE</b>	<b>1 110,5</b>	<b>-1,9</b>	<b>+3,2</b>	<b>1 111,7</b>
en % du chiffre d'affaires	24,1%			24,1%

<sup>1</sup> A périmètre constant et taux de change moyens de décembre 2024

<sup>2</sup> Au taux de change moyens de décembre 2023

En 2024, les effets de change sont essentiellement dus à la dépréciation de la livre Turque contre l'euro et à l'appréciation du franc suisse, tandis que les effets de périmètre sont principalement liés à l'intégration de Banco Desio dans le périmètre des Services aux Commerçants et la cession d'une entité de Consulting & Services en Allemagne.

## B.1.3 Performance par Ligne de Services

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			EBE ajusté			EBE ajusté %		
	FY2024	FY 2023*	Variation organique	FY2024	FY 2023*	Variation organique	FY2024	FY 2023*	Variation organique
Services aux Commerçants	3 389,6	3 325,6	+1,9%	815,2	849,7	-4,1%	24,0%	25,5%	-150 bps
Services Financiers	891,5	939,5	-5,1%	241,6	273,5	-11,7%	27,1%	29,1%	-200 bps
Mobilité & Services Web Transactionnels	350,8	343,7	+2,1%	67,9	48,0	+41,6%	19,4%	14,0%	+541 bps
Coûts centraux	0,0	0,0	+0,0%	(54,3)	(59,5)	+8,6%	-1,2%	-1,3%	+12 bps
<b>WORLDLINE</b>	<b>4 631,9</b>	<b>4 608,7</b>	<b>+0,5%</b>	<b>1 070,4</b>	<b>1 111,7</b>	<b>-3,7%</b>	<b>23,1%</b>	<b>24,1%</b>	<b>-101 BPS</b>

\* A périmètre et taux de change constants

### B.1.3.1 Services aux Commerçants

Le **chiffre d'affaires** des Services aux Commerçants en 2024 a atteint **3 389,6 millions d'euros**, soit une croissance organique de **+1,9 %**. Malgré une bonne dynamique dans nos principales zones géographiques telles que l'Europe centrale et l'Europe du Sud, la performance des Services aux Commerçants a été impactée par des conditions macroéconomiques plus faibles au cours de l'année, la résiliation de contrats de certains de nos marchands en ligne comme prévu et des problèmes de performance spécifiques dans notre activité Asie-Pacifique et dans certains secteurs du Online au cours de l'été.

Par division, la croissance a été principalement portée par :

- *Acquisition commerçants* : Faible performance malgré une croissance solide en Europe du Sud compensée par la résiliation de certains contrats en ligne et le contexte macroéconomique faible, notamment en Europe du Nord, ainsi que par quelques vents contraires temporaires en Asie-Pacifique ;
- *Acceptance de paiement* : Une performance contrastée entre un premier semestre prometteur porté par de nouveaux succès sur le périmètre Entreprise et un second semestre impacté par des problématiques spécifiques rencontrées durant l'été sur certains secteurs du Online ;
- *Services numériques* : Globalement stable avec une croissance solide tirée par le déploiement de "POS" en Allemagne au premier semestre 2024, compensée au second semestre par une activité des terminaux globale inférieure aux prévisions.

Au cours du premier semestre, l'activité commerciale des Services aux Commerçants a été saine, notamment dans le secteur de la recharge de véhicules électriques, dans lequel Worldline dispose déjà d'une solide franchise avec une part de marché estimée à environ 25%, notamment grâce à de nouveaux contrats avec Ampeco et EnerCharge.

Du côté de la distribution, Worldline a renforcé sa présence dans le secteur de la restauration rapide avec Tabesto, spécialiste de la prise de commande et du paiement. Ce partenariat avec un fournisseur de logiciels indépendant sera déployé dans 36 pays et permettra de promouvoir la technologie SoftPos Worldline Tap on Mobile pour améliorer l'expérience de commande et de paiement sur les bornes. Worldline a également signé un partenariat stratégique conjoint avec Wix.com Ltd, leader de la création de sites Web SaaS. Pour les petites et moyennes entreprises clientes de Worldline, cette collaboration offrira une plateforme de premier ordre pour créer, gérer et développer leur présence en ligne, et, à terme, augmenter leurs revenus. Pour les utilisateurs de Wix, elle permettra d'accéder aux solutions bancaires et de paiement locales de Worldline pour mieux répondre aux attentes des clients.

Tout au long de l'année 2024, la dynamique commerciale a également été soutenue par de nombreux gains et renouvellements de contrats tant sur les activités Instore Omnichannel que Online X-Border, avec entre autres Luxair, IWG, Nort consulting, Cdiscount, Appart'City, Emirates, Air Transat, Paypal et Qatar Airway

Malgré un contexte difficile, les indicateurs clés de performance progressent.

- La base de commerçants acquéreurs de Worldline a accueilli environ 50 000 nouveaux commerçants embarqués sur la plateforme du Groupe, atteignant 1,45 million de commerçants à fin décembre 2024 ;
- Le montant total des transactions acquises (MSV) a atteint 495 milliards d'euros au cours de l'exercice 2024, en hausse d'environ 3 %.

L'**EBE ajusté** des Services aux Commerçants en 2024 s'est élevé à **815 millions d'euros**, soit **24,0 % du chiffre d'affaires**, impacté par la résiliation de contrats en ligne au cours de l'année, un mix géographique moins favorable et quelques retards de livraison de terminaux au second semestre.

### B.1.3.2 Services Financiers

Le chiffre d'affaires des Services Financiers en 2024 a atteint **891 millions d'euros**, en baisse de -5,1% par rapport à 2023. La dynamique positive dans traitement des acquisitions et des émissions a été plus que compensée par l'impact du processus de ré-internalisation exceptionnel qui a débuté au deuxième trimestre 2024 dans l'activité de paiements non-cartes. La performance par division a été la suivante :

- *Activités de traitement des transactions par carte (Traitement Émetteurs et Traitement Acquéreurs)* : Bonne performance portée par des revenus additionnels générés par des volumes soutenus et des succès en Asie-Pacifique ;
- *Paiements non-cartes* : Une activité plus faible, principalement due à une baisse des volumes en France et aux Pays-Bas, masquant la demande accrue des clients pour les solutions de sanctions et de surveillance ;
- *Services Bancaires Numériques* : L'activité a été impactée par une baisse des volumes liée à la réinternalisation exceptionnelle d'un client, important, tandis que le reste de l'activité est en légère croissance grâce notamment à de nouveaux gains de contrats dans les paiements instantanés.

Les Services Financiers ont signé plusieurs contrats en 2024, notamment avec Consorbank et Anadolubank Nederland N.V. Au deuxième trimestre 2024, l'activité des Services Financiers a été marquée par un contrat important signé avec la Banque Raiffeisen à Luxembourg, premier client de Worldline sur sa solution de paiements instantanés hébergée dans le cloud. En utilisant l'infrastructure cloud moderne de Worldline rendue possible par un partenariat avec Google, Worldline fournira à la banque les moyens d'envoyer et de recevoir des paiements instantanés comme l'exige le règlement sur les paiements instantanés de l'UE.

Au quatrième trimestre, les Services Financiers ont maintenu une dynamique commerciale positive et enregistré de nouvelles signatures, notamment avec Argenta dans l'émission, Dimoco dans l'open banking et Garanti Bank dans les paiements instantanés.

L'**EBE ajusté** de l'exercice 2024 a atteint **242 millions d'euros**, soit **27,1 % du chiffre d'affaires**. Après avoir fait preuve d'une solide résilience grâce à un strict contrôle des coûts au premier semestre 2025, l'activité a été impactée au second semestre par l'effet complet de la réinternalisation d'un contrat.

### B.1.3.3 Mobilité & Services Web Transactionnels

Mobilité & Services Web Transactionnels a réalisé un **chiffre d'affaires de 350,8 millions d'euros**, en hausse de 2,1% en organique, tiré principalement portée par une activité accrue en France dans les Services de Confiance et de nouveaux projets remportés au second semestre 2024 dans la division Interactions Omnicanales.

La performance par division a été la suivante :

- *Services de confiance* : Forte croissance portée par une bonne dynamique en France, grâce à notre solution d'espace de travail digital pour l'éducation, et en Allemagne au travers de nouveaux projets dans l'e-santé ;
- *Transport et les Mobilités* : Globalement stable avec une activité plus faible dans l'industrie ferroviaire en partie compensée par une augmentation des volumes de billetterie en France ;
- *Interactions Omnicanales* : Bonne performance grâce à une forte croissance au second semestre 2024 soutenue par des volumes en hausse et des livraisons de projets.

Worldline a réalisé une bonne performance commerciale en Mobilité & Services Web Transactionnels en 2024, au premier semestre avec la signature d'un renouvellement de contrat avec le PMU grâce à notre solution de coffre-fort sécurisé Worldline. Cette solution offre des services sécurisés aux opérateurs de jeux en ligne opérant en France et une plateforme d'encaissement au sein d'un coffre-fort qualifié CSPN pour se conformer au cadre réglementaire français. Worldline a également continué à étendre sa présence en signant un renouvellement de contrat avec un leader majeur de la billetterie de spectacles et d'événements sportifs fournissant notre solution intégrée de billetterie et de paiement. Enfin, nous avons signé un accord avec un grand groupe énergétique pour renouveler le contrat de maintenance et d'évolution de ses applications de paiement et de fidélité.

Au second semestre, deux grandes entreprises ont prolongé leur partenariat avec la solution Contact de Worldline : le groupe BNP Paribas pour ses entités de banque de détail et d'assurance en Europe et Diot-Siaci, un groupe leader de courtage en assurance et en réassurance. Ces succès démontrent le savoir-faire de Worldline dans les solutions Contact et la capacité de MeTS à tirer parti de ses derniers efforts d'investissement, notamment dans les technologies d'intelligence artificielle.

Au quatrième trimestre, la division a signé un nouveau contrat de 5 ans avec Transport for Wales Rail Limited et a notamment remporté des contrats en France, avec la région Pays de la Loire pour l'amélioration des services de mobilité, ainsi qu'avec le Ministère des Transports dans le cadre de l'expérimentation d'un billet de transport unique à l'échelle nationale.

L'**EBE ajusté** de Mobilité & Services Web Transactionnels a atteint **68 millions d'euros** au cours de l'exercice 2024, soit **19,4% du chiffre d'affaires**. Principalement porté par une amélioration significative de la gestion des effectifs ainsi que par la rationalisation de nos coûts d'infrastructure.

### B.1.3.4 Coûts centraux

Les Coûts centraux s'élèvent à **54 millions d'euros** sur l'exercice 2024, soit **1,2% du chiffre d'affaires** total du Groupe, contre 59,5 millions d'euros sur l'exercice 2023, bénéficiant de la mise en place d'un contrôle rigoureux des coûts dans les fonctions support.

## B.1.4 Ressources Humaines

Le nombre total de salariés est de 18 112 fin 2024, soit une baisse de 290 salariés sur l'exercice (-1,6%), dont une baisse de 159 au second semestre. Cette diminution des effectifs est due à la mise en place du plan de réduction des effectifs POWER24, qui a été partiellement compensé par le renforcement des centres de support dans les pays à bas coûts, tant en Europe qu'en Asie. En effet, la réduction est répartie avec -909 effectifs (-6,8%) dans les pays à coûts élevés et +619 effectifs (+12,4%) dans les pays à faibles coûts.

Effectif	Début 2024	Embauches	Départs	Démissions et réorg.	Autres	Fin 2024
Europe du Sud	5 646	350	-264	-84	-81	5 567
Europe Centrale & de l'Est	5 057	584	-329	-223	-165	4 924
Europe du Nord	4 065	243	-234	-275	-108	3 691
Asie Pacifique & Amériques	3 634	688	-302	-122	32	3 930
<b>WORLDLINE</b>	<b>18 402</b>	<b>1 865</b>	<b>-1 129</b>	<b>-704</b>	<b>-322</b>	<b>18 112</b>

## B.2 Perspectives 2025

- **Taux de croissance du chiffre d'affaires similaire en 2025 vs. 2024\*** Avec une accélération progressive au S2 2025 après une performance du S1 2025 légèrement inférieure au taux de croissance du T4 2024.
- **Croissance du flux de trésorerie disponible avant coût de l'endettement financier net vs. 2024\*\***

De plus amples détails concernant la trajectoire 2025 seront fournis lors de la publication du T1 2025, le 23 avril 2025.

(\*) *En supposant un environnement macroéconomique inchangé dans nos zones géographiques clés.*

(\*\*) *Voir les indicateurs non-IFRS au point B.5.2 « Flux de trésorerie disponible ».*

## B.3 Revue financière

### B.3.1 État du résultat global

Le Groupe a enregistré une perte (attribuable aux propriétaires de la Société Mère Worldline SA) de 297,0 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2024 (contre une perte de 817,3 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2023). Le résultat net normalisé attribuable aux propriétaires de la Société Mère avant éléments exceptionnels et peu fréquents (net d'impôts) de l'exercice 2024 s'est élevé à 433,5 millions d'euros, soit 9,4% du chiffre d'affaires, contre 521,3 millions d'euros en 2023.

#### B.3.1.1 État de passage de la marge opérationnelle au résultat net

(En millions d'euros)	Exercice 2024	% du chiffre d'affaires	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>686,7</b>	<b>14,8%</b>	<b>789,8</b>	<b>17,1%</b>
Autres produits et charges opérationnels	(582,0)		(1 659,8)	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>104,7</b>	<b>2,3%</b>	<b>(870,0)</b>	<b>(18,9)%</b>
Résultat financier	(406,0)		(48,2)	
Charge d'impôt	(10,6)		(40,2)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(0,1)		(1,0)	
Part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	15,1		142,0	
<b>Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>(297,0)</b>	<b>(6,4)%</b>	<b>(817,3)</b>	<b>(17,7)%</b>
<b>Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>433,5</b>	<b>9,4%</b>	<b>521,3</b>	<b>11,3%</b>

#### B.3.1.2 Excédent Brut d'Exploitation ajusté

L'Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté) représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliqué dans la revue opérationnelle.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>686,7</b>	<b>789,8</b>	<b>(103,1)</b>
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	350,3	298,3	51,9
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	6,7	4,3	2,4
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	9,8	(0,8)	10,5
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	17,0	18,7	(1,8)
<b>EBE AJUSTÉ</b>	<b>1 070,4</b>	<b>1 110,4</b>	<b>(40,0)</b>

### B.3.1.3 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » représente une charge nette de 582,0 millions d'euros sur l'exercice 2024. Le détail par nature de ce poste est le suivant :

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Coûts d'intégration et d'acquisition	(87,6)	(142,7)
Rationalisation et frais associés	(232,9)	(62,5)
Rémunérations basées sur des actions & coûts associés	(10,7)	(24,8)
Amortissement de la relation clients et des brevets	(260,0)	(283,1)
Dépréciation du goodwill	0,0	(1 147,0)
Autres	9,2	0,4
<b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(582,0)</b>	<b>(1 659,8)</b>

Les coûts d'intégration et d'acquisition ont atteint 87,6 millions d'euros, en baisse de 55,1 millions d'euros, en lien avec la réduction des coûts d'intégration et de mise en œuvre des synergies liées aux acquisitions passées. Les principaux coûts de la période sont liés à :

- Des coûts de transformations pour 49,3 millions d'euros composés de deux principaux postes :
  - Projets de renforcement du programme AML/CFT (Lutte contre le blanchiment d'argent / Lutte contre le financement du terrorisme) et de la mise en conformité sur les périmètres précédemment acquis. Ces coûts concernent principalement les dépenses liées à la mise en place des processus et des systèmes, tels que les diligences d'intégration des commerçants, les processus de stockage des informations connexes, Etc.

- Projets de transformation informatique, principalement *Move to cloud*.

- Des coûts liés à l'intégration des JV pour 27,4 millions d'euros, correspondant principalement à la mise en place de l'entité détenue conjointement avec ANZ en Australie, et au démarrage de l'intégration de l'entité détenue conjointement avec le Crédit Agricole en France.

Les coûts de rationalisation et les frais associés s'élèvent à 232,9 millions d'euros et sont principalement liés aux coûts de mise en œuvre de Power24 (Voir la note 4 "Autres éléments significatifs de l'année, section "Power 24").

En 2023, une dépréciation de goodwill de 1 147,0 millions d'euros a été enregistrée en raison de la baisse de valeur de la ligne de Service aux Commerçants (voir la note 9.1 "Goodwill").

### B.3.1.4 Résultat financier

Les charges financières nettes s'élèvent à 406,0 millions d'euros sur la période (contre une charge de 48,2 millions d'euros en 2023) et se composent de :

- Un produit net de l'endettement financier de 8,5 millions d'euros (contre un coût net de 2,9 millions d'euros en 2023) ;
- Un coût financier net non opérationnel (incluant l'impact de change) de 414,6 millions d'euros (contre une charge de 45,3 millions d'euros en 2023).

Le produit net de l'endettement financier de 8,5 millions d'euros est principalement constitué des effets suivants :

- D'intérêts liés aux emprunts obligataires non convertibles (38,0 millions d'euros) et aux obligations convertibles (11,5 millions d'euros) ;
- Du produit d'intérêts nets sur la trésorerie et autres équivalents de trésorerie (49,1 millions d'euros) ;
- Du profit généré par le remboursement des obligations (8,6 millions d'euros) - Voir Note 4 Autres éléments significatifs de l'année;

La variation par rapport à l'année dernière s'explique par la hausse des charges d'intérêts liées aux obligations simples (augmentation de 14,8 millions d'euros), partiellement compensée par la hausse des intérêts sur revenus de trésorerie en 2024 (augmentation de 30,6 millions d'euros).

Le coût financier net non opérationnel de 414,6 millions d'euros en 2024 se compose principalement :

- D'une perte de change pour 40,9 millions d'euros (perte de 26,7 millions d'euros en 2023), principalement liée aux impacts de l'hyperinflation en Argentine et en Turquie pour 37,5 millions d'euros ;
- Des intérêts financiers sur dette de location (IFRS 16) pour une charge de 12,8 millions d'euros (7,9 millions d'euros en 2023) ;
- Des coûts financiers relatifs aux régimes de retraite pour 6,7 millions d'euros (5,1 millions d'euros en année 2023) représentent la différence entre les charges d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes capitalisés (voir note 14 « Régimes de retraites et autres avantages à long terme ») ;
- D'un produit de 10,2 millions d'euros est liée à la variation de la juste valeur (7 millions d'euros) et à la cession des actions de préférence Visa (3,1 millions d'euros) au 31 décembre 2024 (contre un produit de 6,3 millions d'euros en 2023) ;
- De la variation négative à la juste-valeur des autres instruments financiers pour 346,8 millions d'euros, principalement liée à la variation négative à la juste valeur des actions de préférence Poseidon Holdco pour 349 millions d'euros (réévaluation négative de 4 millions d'euros en 2023);
- Des autres charges financières pour 24,0 millions d'euros ;
- Des autres produits financiers pour 6,5 millions d'euros.

## Éléments financiers

Revue financière

### B.3.1.5 Impôt

La charge d'impôt sur l'exercice 2024 s'élève à 10,6 millions d'euros pour une perte avant impôt de 301,4 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé est de -3,5% en 2024 (-4,4% en 2023). En 2024 après la réintégration de la variation de la juste valeur des actions de préférence Poséidon Holdco de 349 millions d'euros, le taux d'imposition effectif annualisé (TIE) est de

22,4% (contre 17,6% en 2023 après la réintégration de la dépréciation de goodwill de 1 147,0 millions d'euros). L'augmentation du taux d'impôt effectif (TIE) en 2024 est principalement due à la baisse des rémunérations basées sur des actions, qui a généré une perte non déductible moins importante par rapport à 2023, et aux effets négatifs des régularisations d'impôts au titre de 2023.

### B.3.1.6 Participations ne donnant pas le contrôle

La quote-part du résultat revenant aux participations ne donnant pas le contrôle sur l'exercice 2024 est une perte de 15,1 millions d'euros et correspond principalement aux

participations dans PAYONE et Worldline Australia Pty Ltd, contre une perte de 142,0 millions d'euros en 2023.

### B.3.1.7 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé est défini comme le résultat net attribuable hors éléments inhabituels et peu fréquents (part du Groupe), net d'impôts. Sur l'exercice 2024, le montant était de 433,5 millions d'euros, contre 521,3 millions d'euros en 2023.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère</b>	<b>(297,0)</b>	<b>(817,3)</b>
Autres produits et charges opérationnels (Part du Groupe)	508,5	1443,9
Charge financière de la juste valeur des actions de préférence (Part du groupe)	349,0	0,0
Produit financier des actions Visa (Part du groupe)	(3,1)	0,0
Impôt sur les autres produits et charges opérationnels	(123,9)	(105,2)
<b>Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>433,5</b>	<b>521,3</b>

### B.3.1.8 Résultat net par action

Le nombre moyen pondéré d'actions s'est élevé à 282 567 142 actions sur la période. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, aucun des instruments du Groupe n'est potentiellement dilutif, car tous les instruments convertibles en actions sont potentiellement relatifs.

(En millions d'euros) - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Exercice 2024	% du chiffre d'affaires	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires
<b>Résultat net [a]</b>	<b>(297)</b>	<b>(6,4)%</b>	<b>(817,3)</b>	<b>(17,7)%</b>
<b>Résultat net dilué [b]</b>	<b>(297)</b>	<b>(6,4)%</b>	<b>(817,3)</b>	<b>(17,7)%</b>
Résultat net normalisé [c]	433,5	9,4%	521,3	11,3%
Résultat net normalisé dilué [d]	433,5	9,4%	521,3	11,3%
Nombre moyen d'actions [e]	282 567 142		282 110 764	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	282 567 142		282 110 764	
<i>En euros</i>				
<b>Résultat Net Par Action (RNPA) [a] / [e]</b>	<b>(1,05)</b>		<b>(2,90)</b>	
<b>Résultat Net Par Action (RNPA) dilué [b] / [f]</b>	<b>(1,05)</b>		<b>(2,90)</b>	
<b>Résultat Net Par Action (RNPA) normalisé [c] / [e]</b>	<b>1,53</b>		<b>1,85</b>	
<b>Résultat Net Par Action (RNPA) dilué normalisé [d] / [f]</b>	<b>1,53</b>		<b>1,85</b>	

## B.3.2 Tableau de flux de trésorerie

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023 (Retraité) (*)
<b>Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté)</b>	<b>1 070,4</b>	<b>1 110,4</b>
Investissements opérationnels	(281,5)	(332,9)
Paievements des loyers (loyers sous IFRS 16)	(116,6)	(105,7)
Variation du besoin en fonds de roulement	(72,4)	(18,6)
<b>Flux de trésorerie opérationnel</b>	<b>599,9</b>	<b>653,2</b>
Impôts payés	(141,2)	(102,2)
Produit (Coût) de l'endettement financier net	3,3	(2,9)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(87,6)	(143,0)
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(163,2)	(51,5)
Autres variations	(10,1)	1,5
<b>Flux de trésorerie disponible</b>	<b>201,0</b>	<b>355,1</b>
Acquisitions et cession (solde net)	(22,9)	60,3
Augmentation de capital	21,1	6,0
Impact net OCEANE	(13,3)	(11,5)
Investissements financiers nets à long terme	(7,3)	(2,8)
Variation des dettes de loyers	(57,4)	(18,5)
Dividendes (versés) / reçus	(12,1)	(18,4)
Autres variations	24,3	(12,8)
<b>Flux de trésorerie net</b>	<b>133,5</b>	<b>357,4</b>
<b>Trésorerie nette / (Endettement net) d'ouverture</b>	<b>(2 155,6)</b>	<b>(2 528,3)</b>
Variation de trésorerie	133,5	357,4
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie	10,1	15,3
<b>TRÉSORERIE NETTE / (ENDETTEMENT NET) DE CLÔTURE</b>	<b>(2 012,1)</b>	<b>(2 155,6)</b>

(\*) Inklus la dette de loyers IFRS 16 (Voir note 4 Autres éléments significatifs de l'année)

Le **flux de trésorerie disponible** représente la variation de la trésorerie nette ou de l'endettement net, hors variations de fonds propres, dividendes versés, impact des fluctuations des taux de change sur le solde de trésorerie net d'ouverture et hors acquisitions, investissements financiers et cessions nets.

Au 31 décembre 2024, le flux de trésorerie disponible s'élevé à 201,0 millions d'euros, contre 355,1 millions d'euros en 2023.

L'Excédent Brut d'exploitation ajusté de 1070,4 millions d'euros a atteint 23,1% du chiffre d'affaires.

Les **investissements opérationnels** se sont élevés à 281,5 millions d'euros, soit 6,1% du chiffre d'affaires. La capitalisation relative aux investissements dans les plateformes logicielles, dans le cadre de la modernisation des plateformes technologiques propriétaires, s'est élevée à 187,2 millions d'euros.

La variation négative du **besoin en fonds de roulement** s'est élevée à 72,4 millions d'euros. Cette diminution s'explique principalement par une baisse des dettes fournisseurs en 2024, comparé à 2023 (voir note 17.1 "Fournisseurs et comptes rattachés").

Le Groupe peut affacturer une partie de ses créances clients dans le cadre de sa gestion courante de trésorerie. Au 31 décembre 2024, le montant net reçu par le Groupe au titre de créances client affacturées s'est élevé à 44,1 millions d'euros (contre 39,8 millions d'euros en 2023).

De temps à autre, le Groupe peut également céder certaines autres créances dans le cadre de la gestion de sa trésorerie. Au 31 décembre 2024, le montant net reçu pour les créances cédées (crédit d'impôt recherche) s'élevé à 10,9 millions d'euros.

Les **impôts payés** ont atteint 141,2 millions d'euros.

Le **produit (coût) de l'endettement financier net** de 3,3 millions d'euros s'explique principalement par les intérêts sur les emprunts obligataires et les obligations convertibles, ainsi que le remboursement anticipé des obligations convertibles et les intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les sorties de trésorerie **liées aux coûts de rationalisation et frais associés** ont représenté 163,2 millions d'euros. Ils s'expliquent principalement par le plan Power24 (voir note 4 "Autres éléments significatifs de l'année", section "Power 24").

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** de 87,6 millions d'euros correspondent principalement aux coûts relatifs à :

- Des coûts de transformations pour 49,3 millions d'euros composés de deux principaux postes :
  - Projets de renforcement du programme AML/CFT (Lutte contre le blanchiment d'argent / Lutte contre le financement du terrorisme) et de la mise en conformité sur les périmètres précédemment acquis. Ces coûts concernent principalement les dépenses liées à la mise en place des processus et des systèmes, tels que les diligences d'intégration des commerçants, les processus de stockage des informations connexes, etc.
  - Projets de transformation informatique, principalement *Move to cloud*.
- Des coûts liés à l'intégration des JV pour 27,4 millions d'euros, correspondant principalement à la mise en place de l'entité détenue conjointement avec ANZ en Australie, et au démarrage de l'intégration de l'entité détenue conjointement avec le Crédit Agricole en France.

Les **autres variations** affectant la Trésorerie nette ont entraîné un impact négatif de 10,1 millions d'euros, contre un impact positif de 1,5 million d'euros à la fin du mois de

## Éléments financiers

Revue financière

décembre 2023. Cela s'explique par les effets négatifs des taux de change, de l'hyperinflation et des frais financiers.

L'impact net des acquisitions et cessions importantes pour 22,9 millions d'euros provient principalement de :

- Un paiement différé des fonds Apollo reçu lié à la cession de TSS ;
- Un paiement à TSS relatif à un ajustement fiscal ;
- Un ajustement de prix sur le portefeuille de commerçants acquis en 2023 auprès de Banco Desio ;
- La réévaluation des options de vente sur les participations minoritaires relatives à Eurobank et Acepta ;
- Le programme de rachat d'actions ;
- Un paiement pour l'exercice de l'option d'achat sur 45 % des participations minoritaires dans SoftPOS.

En 2024, l'augmentation de capital de 21,1 millions d'euros correspond à :

- L'augmentation de capital de Worldline Australia souscrite par ANZ, son actionnaire minoritaire ;

Suite au changement de la définition de la dette nette du Groupe (Voir note 4 "Autres éléments significatifs de l'année"), l'exercice 2023 a été ajusté de la manière suivante:

(En millions d'euros)	Exercice 2023 (Publié)	Dette de loyers (IFRS 16)	Exercice 2023 (Retraité)
Trésorerie nette / (Endettement net) d'ouverture	(2 201,9)	(326,4)	(2 528,3)
Variation de trésorerie	376,0	(18,5)	357,4
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie	15,3	0,0	15,3
<b>TRÉSORERIE NETTE / (ENDETTEMENT NET)</b>	<b>(1 810,7)</b>	<b>(344,9)</b>	<b>(2 155,6)</b>

### B.3.2.1 Investissements

#### Investissements en 2024

En 2024, le total des dépenses d'investissement (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles enregistrées au bilan) du Groupe s'est élevé à 281,5 millions d'euros. Ces dépenses d'investissement sont principalement composées de :

La **production immobilisée** qui correspond aux développements logiciels au cœur des produits du Groupe, s'est élevée à 187,2 millions d'euros en 2024. Ce montant a été essentiellement consacré au développement des plateformes logicielles du Groupe dans deux domaines principaux (i) la création de nouveaux produits ou

Le tableau suivant détaille le montant des dépenses d'investissement (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles) par type de dépense pour les périodes indiquées.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Production immobilisée	187,2	192,0
Autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	94,3	140,9
<b>TOTAL ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>281,5</b>	<b>332,9</b>

#### Investissements financiers

En 2024, les investissements financiers du Groupe concernent principalement des investissements dans des entités non consolidées.

- L'augmentation de capital de CAWL souscrite par le Crédit Agricole.

L'impact négatif des **obligations convertibles** sur la dette nette a atteint 13,3 millions d'euros, représentant l'augmentation sans impact trésorerie des obligations convertibles (désactualisation et intérêts capitalisés).

**Les investissements financiers nets** se sont élevés à 7,3 millions d'euros.

**La variation négative des dettes de loyers** s'est élevée à 57,4 millions d'euros, principalement due aux nouveaux contrats de location signés au cours de la période.

**Les autres variations** sont principalement constituées de la vente d'actions Visa.

**La variation de cours des monnaies étrangères**, qui est déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a eu un impact positif de 10,1 millions d'euros.

l'amélioration de produits existants avec de nouvelles fonctionnalités (ii) la mise en conformité de la plateforme de *processing* aux nouvelles réglementations.

**Les autres acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles** comprennent (i) les investissements dans des infrastructures partagées, infrastructures qui ne sont pas dédiées à un seul client et qui consistent principalement en des logiciels, serveurs, équipements de réseaux et de stockage, et (ii) les investissements dans des infrastructures dédiées à des clients spécifiques, principalement des serveurs dédiés et terminaux loués aux clients.

participation de 15,04 % restante dans TSS à Apollo pour 297,0 millions d'euros, nette des acquisitions des portefeuilles marchands de Banco Desio et Banca del Fucino

pour 125,2 millions d'euros, et de la réévaluation des options de vente sur intérêts minoritaires.

### B.3.2.2 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées

Au 31 décembre 2024, le Groupe détenait des immobilisations corporelles d'une valeur nette totale d'environ 213,3 millions d'euros, principalement constituées des équipements (en particulier informatiques) utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de données. Le Groupe loue la quasi-totalité de ses biens immobiliers, alors que ses équipements informatiques sont généralement achetés.

Les immobilisations corporelles détenues ou louées par le Groupe sont essentiellement constituées :

- De bâtiments administratifs et de bureaux, pour les besoins des fonctions administratives et commerciales du Groupe, dans l'ensemble des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités. Les principaux sites loués se situent en France (notamment le site de Seclin où est basée sa plus importante unité opérationnelle ainsi que le site de Paris la Défense où le Groupe a son siège social), en Belgique, en Suisse, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne, en Suède, en Espagne, au Luxembourg, en Pologne, en Autriche, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Malaisie, à Singapour, et en Australie et Nouvelle-Zélande ;
- Les principaux centres de données du Groupe sont localisés dans les sites situés en France (site de Seclin et site de Vendôme – seul bâtiment appartenant à Worldline), en Belgique (site de Bruxelles), au Luxembourg et en Allemagne (site de Francfort). Le Groupe loue des centres

de données en France, aux Pays-Bas, en Italie, au Luxembourg, en Allemagne, en Suède, en Espagne, en Turquie, aux États-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Inde. En Suisse, le Groupe achète des services d'infrastructures à SIX Group et au Royaume-Uni, en Espagne et en Allemagne, le Groupe achète des services d'infrastructures à Atos.

- Le Groupe loue également, auprès de tiers interconnectés avec ses propres centres de données, quatre centres de télécommunications européens (situés en France, en Belgique et en Allemagne).
- D'infrastructures techniques de centres de données, de biens mobiliers, d'équipements (en particulier informatiques) et de serveurs de centres de données, dont le Groupe est propriétaire au travers de ses entités locales ;
- D'un atelier d'assemblage au Royaume-Uni pour la fabrication des bornes libre-service.

Le Groupe considère que le taux d'utilisation de ses différentes immobilisations corporelles est cohérent avec son activité et son évolution projetée et avec ses investissements en cours et planifiés.

Enfin, le Groupe utilise les infrastructures à la demande des fournisseurs de Cloud public, entre autres Amazon Web Services, Google Cloud et Microsoft Azure. Ces contrats sont traités comme des coûts opérationnels.

### B.3.3 Politique de financement

#### Structure de financement

Les besoins de liquidités estimés de Worldline sont actuellement entièrement couverts par la trésorerie brute, les facilités de crédit renouvelable à long terme, et la génération de trésorerie.

À cet égard, le 20 décembre 2018, Worldline (en tant qu'emprunteur) a signé une facilité de crédit renouvelable de cinq ans (la « Facilité ») pour un montant de 600 millions d'euros, à échéance décembre 2024, avec une option pour Worldline de demander la prolongation de la date d'échéance de la Facilité jusqu'en décembre 2025. En octobre 2019, une première extension a été demandée et approuvée par les banques. La date d'échéance de la Facilité était décembre 2024.

En octobre 2020, une seconde prolongation a été demandée et approuvée par les banques pour un montant de 554 millions d'euros. La nouvelle date d'échéance finale était fixée à décembre 2025.

En janvier 2021, suite à l'accord des prêteurs, une facilité de crédit renouvelable existante de 750 millions d'euros d'Ingenico Groupe SA (en tant qu'emprunteur), à échéance juillet 2023, a été modifiée et prolongée comme suit : modification de l'emprunteur devenu Worldline SA, diminution du montant de 750 millions d'euros à 450 millions d'euros, mise à jour des conditions de marge et engagements financiers/*covenants*, et échéance prolongée jusqu'en janvier 2024. Le 27 décembre 2022, les prêteurs ont donné leur accord pour la prolongation de la facilité jusqu'en décembre 2025.

Le 4 juillet 2024, Worldline a signé une ligne de crédit renouvelable ("RCF") de 1,125 milliard d'euros, échéance juillet 2029. La RCF comprend deux options de prolongation d'un an à la discrétion des créanciers. La RCF est soutenue par un pool de 17 banques internationales.

La RCF remplace les lignes de crédit renouvelable précédemment existantes de 450 millions d'euros et 600 millions d'euros arrivant à échéance en décembre 2025. Les deux lignes ont donc été annulées le même jour.

Au 31 décembre 2024, la RCF n'avait pas été tirée.

Worldline a conclu le 12 avril 2019 un programme de *Negotiable European Commercial Papers* (NEU CP) pour optimiser ses charges financières et améliorer la trésorerie du Groupe pour un montant initial maximum de 600 millions d'euros, augmenté à 1 000 millions d'euros en décembre 2020. Au 31 décembre 2024, l'encours du programme était de 60 millions d'euros.

Par ailleurs, le 30 juillet 2019, Worldline a émis des obligations convertibles en actions nouvelles et/ou échangeables contre des actions existantes (OCEANes) de Worldline, ne portant pas intérêt, pour un montant de 600 millions d'euros à échéance 30 juillet 2026, sauf si les obligations ont fait l'objet d'un remboursement anticipé, d'une conversion ou d'un achat suivi d'une annulation.

Worldline a ensuite émis, le 18 septembre 2019, des obligations pour un montant de 500 millions d'euros. Ces obligations viennent à échéance le 18 septembre 2024 et produisent un intérêt annuel de 0,25 % par an sur le montant

du capital restant dû. Ces obligations sont notées BBB- par S&P Global Ratings conformément à la cote de crédit d'entreprise de la Société, et les termes et conditions reflètent la documentation standard *Investment Grade*. Worldline a procédé au remboursement de ces obligations à la date d'échéance en septembre 2024.

Ces deux émissions obligataires ont financé l'acquisition de la participation minoritaire de 36,4 % d'equensWorldline qui a été entièrement payée en numéraire au cours du mois de septembre 2019.

En juin 2020, dans le cadre du financement de la composante *cash* de l'acquisition d'Ingenico (actions et OCEANes), au titre d'un EMTN (*Euro Medium Term Note*) de 4 milliards d'euros coté au Luxembourg et daté du le 22 juin 2020, Worldline a finalisé deux émissions d'obligations pour un montant de 500 millions d'euros chacune. La première émission obligataire est arrivée à échéance le 30 juin 2023 et produisait un intérêt de 0,50% par an (entièrement remboursé). La deuxième émission obligataire vient à échéance le 30 juin 2027 et produit un intérêt annuel de 0,875 % sur le montant du capital restant dû. Les obligations sont notées BBB- par S&P Global Ratings, conformément à la cote de crédit d'entreprise de la Société, et les termes et conditions reflètent la documentation standard *Investment Grade*. Les obligations sont cotées à la Bourse de Luxembourg.

En juillet 2020, Worldline a émis des obligations convertibles en actions nouvelles et/ou échangeables contre des actions existantes de Worldline, ne portant pas intérêt, pour un montant d'environ 600 millions d'euros à échéance 30 juillet 2025, sauf si les obligations ont fait l'objet d'un remboursement anticipé, d'une conversion ou d'un achat suivi d'une annulation. Le produit de ces obligations a été également consacré au financement de l'acquisition d'Ingenico.

En décembre 2020, Worldline a réalisé une émission additionnelle d'obligations convertibles en actions nouvelles et/ou échangeables contre des actions existantes de Worldline, ne portant pas intérêt, pour un montant d'environ 200 millions d'euros à échéance 30 juillet 2026, entièrement assimilables aux OCEANes à échéance 2026 émises en juillet 2019.

Suite à l'acquisition d'Ingenico, les dettes suivantes supplémentaires ont été supportées par Worldline :

- En Septembre 2017, Ingénico a réalisé une émission obligataire d'un montant de 600 millions d'euros. L'émission obligataire est arrivée à échéance en septembre 2024 et produisait des intérêts de 1,625% par an. Worldline a remplacé Ingénico et était alors l'emprunteur. Une substitution d'émetteur a été approuvée lors d'une Assemblée Générale des détenteurs des obligations détenues en mai 2021.
- En mai 2018, Ingenico a souscrit à deux *Schuldschein* pour un montant de respectivement 25 millions d'euros et 30 millions d'euros. L'échéance de ces placements privés est fixée à mai 2025 et ils portent un intérêt de 1,677 % par an sur le montant du capital restant dû. Suite à la signature en juin 2021 d'accords de substitution et de modification d'emprunteurs avec les prêteurs, Worldline a remplacé Ingenico et est désormais l'emprunteur.

En mai 2023, Worldline a procédé à une offre publique d'achat sur ses deux obligations arrivant à échéance en septembre 2024 et a racheté :

- 245,3 millions d'euros sur les 600 millions d'euros d'obligations existantes de coupon 1,625 % et arrivant à échéance en septembre 2024 ;
- 140,3 millions d'euros sur les 500 millions d'euros d'obligations de coupon 0,25 % et arrivant à échéance en septembre 2024.

Les obligations remboursées ont été annulées.

En septembre 2023, Worldline a émis une nouvelle obligation de 600 millions d'euros dans le cadre du programme EMTN existant, arrivant à échéance le 12 septembre 2028 et payant un intérêt de 4,125 % par an sur le montant principal en circulation. Ces obligations sont notées BBB- par S&P Global Ratings, conformément à la cote de crédit d'entreprise de la Société, et les termes et conditions reflètent la documentation standard *Investment Grade*.

En septembre 2024, Worldline a remboursé à échéance les montants résiduels de ces deux obligations ayant été rachetées en mai 2023:

- 354,7 millions d'euros pour ses obligations à 1,625%;
- 359,7 millions d'euros pour ses obligations à 0,25%.

En novembre 2024, Worldline a émis une nouvelle obligation de 500 millions d'euros dans le cadre du programme EMTN existant, arrivant à échéance le 27 novembre 2029, et payant un intérêt de 5,25% par an sur le montant principal restant dû. Ces obligations sont notées BBB- par S&P Global Ratings, conformément à la dernière notation de crédit de l'entreprise, et les termes et conditions reflètent la documentation standard des obligations de qualité investissement.

En novembre 2024, Worldline a racheté des obligations OCEANE 2025 pour un montant de 200 millions d'euros et des obligations OCEANE 2026 pour un montant de 50 millions d'euros (Voir note 4 Autres éléments significatifs de l'année).

## Note de crédit

Le 24 septembre 2024, Standard & Poor's Global a mis à jour la notation de Worldline à une note « investment grade » BBB- avec une perspective révisée négative et une note de crédit à court terme A-3.

## Politique d'investissement

Worldline a pour politique de louer ses bureaux et autres actifs immobiliers, administratifs ou opérationnels. Certains autres actifs immobilisés tels que les équipements informatiques et les véhicules de société peuvent être financés par des contrats de location simple ou de location-financement sélectionnés en fonction du coût du financement et du type de financement les plus adaptés aux actifs concernés.

## B.4 Etats financiers consolidés

### B.4.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification est en cours d'émission.

### B.4.2 Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)		Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Chiffre d'affaires</b>	Note 5.2	<b>4 631,9</b>	<b>4 610,4</b>
Charges de personnel	Note 6.1	(1 475,2)	(1 427,3)
Charges opérationnelles	Note 6.2	(2 470,0)	(2 393,3)
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>686,7</b>	<b>789,8</b>
<b>En % du chiffre d'affaires</b>		<b>14,8%</b>	<b>17,1%</b>
Autres produits et charges opérationnels	Note 6.3	(582,0)	(1 659,8)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>104,7</b>	<b>(870,0)</b>
<b>En % du chiffre d'affaires</b>		<b>2,3%</b>	<b>(18,9)%</b>
Charges financières		(605,4)	(177,8)
Produits financiers		199,4	129,6
<b>Résultat financier</b>	Note 7	<b>(406,0)</b>	<b>(48,2)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(301,4)</b>	<b>(918,2)</b>
Charge d'impôt	Note 8.1	(10,6)	(40,2)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(0,1)	(1,0)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>(312,1)</b>	<b>(959,3)</b>
<b>Dont attribuable aux :</b>			
- propriétaires de la société mère		(297,0)	(817,3)
- participations ne donnant pas le contrôle	Note 13.2	(15,1)	(142,0)
Nombre moyen pondéré d'actions		282 567 142	282 110 764
<b>Résultat net par action – en euros</b>	Note 13.3	<b>(1,05)</b>	<b>(2,90)</b>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		282 567 142	282 110 764
<b>RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION - EN EUROS</b>	NOTE 13.3	<b>(1,05)</b>	<b>(2,90)</b>

### B.4.3 État du résultat global

(En millions d'euros)		Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Résultat net de la période</b>		<b>(312,1)</b>	<b>(959,3)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
- Éléments à reclasser ultérieurement en bénéfice/perte		(6,0)	52,1
Variation de la juste valeur des instruments financiers		0,8	0,8
Juste valeur - Part capitaux propres obligations convertibles rachetées		24,4	0,0
Variation de la réserve de conversion		(31,2)	51,4
<b>- Éléments non reclassés en bénéfice/perte :</b>		<b>13,4</b>	<b>(29,7)</b>
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite		18,1	(40,4)
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables		(4,8)	10,7
<b>Total autres éléments du résultat global</b>		<b>7,4</b>	<b>22,4</b>
<b>TOTAL RÉSULTAT GLOBAL</b>		<b>(304,7)</b>	<b>(936,9)</b>
<b>Dont attribuable aux :</b>			
- attribuable aux propriétaires de la société mère		(284,8)	(788,6)
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(19,9)	(148,3)

## B.4.4 États consolidés de la situation financière

### B.4.4.1 Actif

<i>(En millions d'euros)</i>		Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Goodwill	Note 9.1	9 003,8	9 058,8
Autres Immobilisations incorporelles	Note 9.2	2 194,9	2 424,1
Immobilisations corporelles	Note 9.3	213,3	243,9
Droits d'utilisation	Note 10.1	364,0	312,1
Actifs financiers non courants	Note 16.3.1	372,6	744,9
Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence		29,1	29,3
Impôts différés actifs	Note 8.3	57,8	30,7
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>12 235,5</b>	<b>12 843,8</b>
Stocks	Note 11.1	72,2	97,7
Clients et comptes rattachés	Note 11.2	681,9	690,9
Impôts courants		58,5	37,4
Autres actifs courants	Note 11.3	234,7	229,5
Créances liées à l'activité d'intermédiation	Note 12	4 339,7	5 878,5
Instruments financiers courants	Note 16.3.2	35,6	58,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 16.3.3	1 766,4	1 896,0
<b>Total des actifs courants</b>		<b>7 189,0</b>	<b>8 888,1</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>19 424,5</b>	<b>21 731,9</b>

### B.4.4.2 Passif et capitaux propres

<i>(En millions d'euros)</i>		Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Capital social		192,8	192,4
Primes		5 922,7	7 990,1
Réserves consolidées		2 266,7	1 023,7
Ecart de conversion		160,7	186,2
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la société mère		(297,0)	(817,3)
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>8 245,9</b>	<b>8 575,1</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 13.2	976,0	989,1
<b>Total capitaux propres</b>		<b>9 221,9</b>	<b>9 564,2</b>
Provisions retraites et assimilées	Note 14	186,5	190,6
Provisions non courantes	Note 15	63,1	77,8
Passifs financiers non-courants	Note 16.4	2 496,3	2 755,5
Impôts différés passifs	Note 8.3	341,9	424,7
Dettes de location non courantes	Note 10.3	292,1	258,2
Autres passifs non courants		2,5	5,9
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>3 382,3</b>	<b>3 712,7</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 17.1	661,8	756,0
Impôts courants		156,9	180,2
Provisions courantes	Note 15	30,4	13,9
Instruments financiers courants	Note 16.6	0,2	1,8
Passifs financiers courants	Note 16.4	879,9	951,2
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	Note 12	4 339,7	5 878,5
Dettes de location courantes	Note 10.3	110,3	86,7
Autres passifs courants	Note 17.2	641,3	586,8
<b>Total des passifs courants</b>		<b>6 820,3</b>	<b>8 455,0</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>19 424,5</b>	<b>21 731,9</b>

## B.4.5 Tableaux de flux de trésorerie consolidé

(En millions d'euros)		Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Résultat avant Impôt</b>		<b>(301,4)</b>	<b>(918,2)</b>
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 9.2 & 9.3	240,8	200,2
Amortissement du droit d'utilisation	Note 10.1	109,5	98,2
Dotations / (Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		26,7	18,1
Dotations / (Reprises) nettes aux provisions financières		6,7	5,6
Dotations / (Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		59,6	(2,7)
Dépréciation des actifs à long terme / Amortissement des relations clients (PPA)	Note 9.2 & 9.3	260,0	1430,1
(Plus) / Moins-values de cessions d'immobilisations		4,3	14,8
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		11,1	23,9
Pertes / (gains) sur instruments financiers et autres éléments financiers		390,8	25,8
Coût de l'endettement financier net	Note 7	8,5	16,8
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts</b>		<b>816,7</b>	<b>912,6</b>
Impôts payés		(141,2)	(102,2)
Variation du besoin en fonds de roulement		(72,4)	(18,6)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>603,1</b>	<b>791,8</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(281,5)	(332,9)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		5,7	1,3
<b>Investissements d'exploitation nets</b>		<b>(275,8)</b>	<b>(331,6)</b>
Montants payés/reçus pour les acquisitions	Note 3	(35,9)	(163,6)
Produit de cessions de placements financiers		45,6	286,4
Montants payés/reçus pour des investissements à long terme		17,0	(3,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés acquises au cours de la période		0,0	0,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés cédées au cours de la période		(1,2)	(0,3)
Dividendes reçus sur les placements à long terme		4,5	0,5
<b>Investissements financiers nets</b>		<b>30,0</b>	<b>119,3</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>(245,8)</b>	<b>(212,4)</b>
Augmentation de capital		0,0	6,0
Augmentation de capital souscrite par les minoritaires		21,1	0,0
Opérations sur actions propres		(7,4)	0,0
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales		(16,4)	(18,9)
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16.4	573,1	632,7
Païement des loyers	Note 10.2	(103,7)	(97,9)
Intérêts financiers sur loyers	Note 10.2	(12,8)	(7,8)
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16.4	(1 025,9)	(927,3)
Intérêts nets payés		4,0	5,9
Autres mouvements liés aux opérations de financement		(17,2)	(8,4)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>(585,2)</b>	<b>(415,8)</b>
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>(227,9)</b>	<b>163,7</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture</b>		<b>1 726,5</b>	<b>1 551,9</b>
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 16.3.3	(227,9)	163,7
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		9,7	10,9
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE NETS À LA CLÔTURE</b>	<b>NOTE 16.3.3</b>	<b>1 508,3</b>	<b>1 726,5</b>

## B.4.6 Variation des capitaux propres consolidé

(En millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat net	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la société Mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2023</b>	<b>281 769,8</b>	<b>191,6</b>	<b>7 981,0</b>	<b>776,4</b>	<b>135,5</b>	<b>299,2</b>	<b>9 383,3</b>	<b>1 154,7</b>	<b>10 538,1</b>
Augmentation de capital	1 205,2	0,8	8,8	-	-	-	9,7	25,0	34,7
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	299,2	-	(299,2)	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	(18,9)	(18,9)
Options de souscription d'actions et assimilées	-	-	-	23,9	-	-	23,9	-	23,9
Effets de réévaluation des options de vente	-	-	-	(65,1)	-	-	(65,1)	-	(65,1)
Variations de périmètre	-	-	-	23,8	-	-	23,8	(23,8)	-
Actions propres	-	-	-	(3,3)	-	-	(3,3)	-	(3,3)
Autres	-	-	0,2	(9,2)	-	-	(8,5)	0,4	(8,2)
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>1 205,2</b>	<b>0,8</b>	<b>9,0</b>	<b>269,2</b>	<b>-</b>	<b>(299,2)</b>	<b>(19,6)</b>	<b>(17,3)</b>	<b>(36,9)</b>
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	(817,3)	(817,3)	(142,0)	(959,3)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(21,9)	50,7	-	28,8	(6,3)	22,4
<b>Total du résultat global de la période</b>				<b>(21,9)</b>	<b>50,7</b>	<b>(817,3)</b>	<b>(788,6)</b>	<b>(148,3)</b>	<b>(936,9)</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>282 975,0</b>	<b>192,4</b>	<b>7 990,1</b>	<b>1 023,7</b>	<b>186,2</b>	<b>(817,3)</b>	<b>8 575,1</b>	<b>989,1</b>	<b>9 564,2</b>
Augmentation de capital	593,0	0,4	2,3	-	-	-	2,7	-	2,7
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	(817,3)	-	817,3	-	(0,0)	(0,0)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	(16,4)	(16,4)
Options de souscription d'actions et assimilées	-	-	-	11,1	-	-	11,1	-	11,1
Effets de réévaluation des options de vente	-	-	-	(20,6)	-	-	(20,6)	-	(20,6)
Variations de périmètre	-	-	-	(1,4)	-	-	(1,4)	1,4	-
Actions propres	-	-	-	(10,2)	-	-	(10,2)	-	(10,2)
Autres	-	-	(2 069,6)	2 043,7	-	-	(26,0)	21,8	(4,2)
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>593,0</b>	<b>0,4</b>	<b>(2 067,4)</b>	<b>1 205,2</b>	<b>-</b>	<b>817,3</b>	<b>(44,4)</b>	<b>6,8</b>	<b>(37,6)</b>
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	(297,0)	(297,0)	(15,1)	(312,1)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	37,8	(25,5)	-	12,2	(4,9)	7,4
<b>Total du résultat global de la période</b>				<b>37,8</b>	<b>(25,5)</b>	<b>(297,0)</b>	<b>(284,8)</b>	<b>(19,9)</b>	<b>(304,7)</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>283 568,0</b>	<b>192,8</b>	<b>5 922,7</b>	<b>2 266,7</b>	<b>160,7</b>	<b>(297,0)</b>	<b>8 245,9</b>	<b>975,9</b>	<b>9 221,9</b>

## B.4.7 Annexes aux comptes consolidés

NOTE 1	Préambule	25	NOTE 12	Activités d'intermédiation	55
NOTE 2	Base de préparation et principes comptables	25	NOTE 13	Capitaux propres	56
NOTE 3	Principales variations de périmètre	28	NOTE 14	Régimes de retraites et autres avantages à long terme	58
NOTE 4	Autres éléments significatifs de l'année	29	NOTE 15	Provisions	62
NOTE 5	Chiffre d'affaires et information sectorielle	31	NOTE 16	Actifs et passifs financiers	63
NOTE 6	Éléments opérationnels	35	NOTE 17	Dettes fournisseurs et autres passifs courants	73
NOTE 7	Résultat financier	41	NOTE 18	Engagements hors bilan	74
NOTE 8	Charges d'impôts	43	NOTE 19	Parties liées	75
NOTE 9	Goodwill et actifs immobilisés	45	NOTE 20	Principales entités présentes dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2024	78
NOTE 10	Droits d'usage et dettes de location	51	NOTE 21	Information sur les filiales avec des intérêts minoritaires significatifs	80
NOTE 11	Stocks, créances opérationnelles et autres actifs courants	53	NOTE 22	Honoraires des Commissaires aux comptes	81
			NOTE 23	Événements postérieurs à la clôture	81

## NOTE 1 Préambule

Worldline S.A., Société Mère du groupe Worldline, est une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé à la Tour Voltaire, 1 place des Degrés, 92800 Puteaux, France. La Société est immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 378 901 946 RCS Nanterre. Les actions de Worldline S.A. sont cotées sur le marché Euronext Paris, sous le code ISIN FR0011981968 et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Worldline S.A. est la seule société cotée du Groupe. La Société est dirigée par un Conseil d'administration.

Les activités de Worldline sont organisées autour de trois Lignes de Services : les Services aux Commerçants, les Services Financiers, et la Mobilité & Services Web Transactionnels.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 25 février 2025. Ces états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires prévue le 5 juin 2025.

## NOTE 2 Base de préparation et principes comptables

### 2.1. Base de préparation des comptes consolidés

Conformément à la réglementation européenne n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux normes comptables internationales, telles qu'approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2024. Les normes internationales comprennent les « *International Financial Reporting Standards* » (IFRS) publiées par l'« *International Accounting Standards Board* » (IASB), les « *International Accounting Standards* » (IAS), les interprétations du « *Standing Interpretations Committee* » (SIC) et de l'« *International Financial Reporting Interpretations Committee* » (IFRIC). Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes à ces normes et interprétations.

### Changements de principes comptables

Le Groupe a appliqué les normes, interprétations et amendements suivants, en vigueur à compter du 1er janvier 2024, qui n'ont eu aucun impact significatif sur les états financiers du Groupe. Le Groupe n'a pas conclu d'accord d'affacturage inversé de créances :

- Amendements à la norme IAS 1 – Passifs non courants assortis d'une clause de *covenants* ;
- Amendements à la norme IFRS 16 – Passif locatif dans le cadre d'une opération de vente et de location-bail ;
- Amendements à la norme IAS 7 et à la norme IFRS 7 – Accord de financement fournisseur. Le Groupe ne dispose d'aucun accord d'affacturage inversé au 31 décembre 2024.

### Focus sur l'amendement à IAS 12 – Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2

En octobre 2021, plus de 130 pays ont convenu de mettre en place un régime d'imposition minimal sur les bénéfices pour les grandes entreprises multinationales, le « Pilier 2 ». En décembre 2021, l'OCDE a publié un modèle de règles (« *Global Anti-Base Erosion Rules* » ou « GloBE »), repris pour l'essentiel dans une directive adoptée en décembre 2022 par l'Union européenne. Les entreprises concernées devront calculer un taux effectif d'impôt (TEI) selon les règles GloBE dans chacune des juridictions où elles opèrent et seront redevables d'un impôt complémentaire (« *top-up tax* ») si ce taux est inférieur au taux minimal de 15%.

L'amendement à IAS 12 d'application rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2023 stipule qu'une entité ne doit ni comptabiliser ni fournir

d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés rattachés aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2. Cet amendement a été approuvé par l'Union Européenne le 8 novembre 2023.

La législation du Pilier 2 est entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2024 et le Groupe a appliqué les mesures de sauvegarde du « *safe harbor* ». L'impact de l'impôt résultant de l'application des règles Pilier 2 n'est pas significatif, aussi bien sur le résultat consolidé que sur le taux d'imposition effectif.

À la date des présents états financiers consolidés, aucune norme, interprétation ni amendement publié par l'IASB pour une application à compter du 1er janvier 2024 n'a encore été approuvé par l'Union européenne.

Le Groupe n'a pas choisi d'adopter de manière anticipée les nouvelles normes, interprétations et amendements dont l'application n'est pas obligatoire au sein de l'Union européenne à compter du 1er janvier 2024, dans ses états financiers consolidés :

- Amendements à la norme IAS 21 - Effet des variations des taux de change ;
- Amendements à la norme IFRS 9 et IFRS 7 - Classification et évaluation des instruments financiers ;
- IFRS 18 - Présentation et informations à divulguer dans les états financiers ;
- IFRS 19 - Filiales sans responsabilité publique.

L'impact potentiel de ces normes est encore en cours d'évaluation au niveau du Groupe.

### Transaction entre entités sous contrôle commun

Dans le but de mieux refléter la substance économique des transactions entre entités sous contrôle commun, le Groupe a décidé de choisir la comptabilisation des actifs et passifs des entités acquises sous contrôle commun à la valeur historique dans les comptes consolidés en IFRS de Worldline. La différence entre le prix d'acquisition et l'actif net est reconnue directement en réserves.

### Estimations comptables et jugements

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la Direction émet des jugements et utilise des

## Éléments financiers

États financiers consolidés

estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs et charges comptabilisés dans les états financiers ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté.

En raison des incertitudes inhérentes à l'évaluation des estimations, le Groupe révisé régulièrement ses estimés sur la base des informations disponibles à date. Les impacts finaux pourraient différer de ces estimations.

Les estimations, hypothèses et jugements clés utilisés lors de la préparation des états financiers consolidés du Groupe sont liés aux éléments suivants :

Estimations et jugements comptables	Notes
Test de dépréciation du <i>goodwill</i>	Note 9.1
Test de dépréciation autres actifs immobilisés	Note 9.2
Reconnaissance des revenus et coûts associés pour les contrats à long terme	Note 5
Capitalisation des coûts de développement	Note 9.2
Évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge lors d'un regroupement d'entreprises	Note 3
Présentation des actifs et passifs liés aux activités d'intermédiation	Note 12

### Exposition de Worldline à la situation en Ukraine et en Russie

Le 18 mars 2022, Worldline a informé via son communiqué de presse de l'exposition de son Groupe à la situation en Ukraine et en Russie selon les recommandations de l'ESMA (*European Securities and Market Authority*) relayées par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers).

Compte tenu de l'évolution de la situation en Ukraine et du contexte géopolitique, et conformément à ses politiques d'entreprise, le Groupe, a appliqué immédiatement toutes les sanctions internationales applicables à la Russie et continuera à le faire aussi longtemps que nécessaire. Le Groupe a confirmé à l'époque que ses activités liées à la Russie étaient limitées et ne représentaient que 1,5 % environ de son chiffre d'affaires annuel pro forma estimé des activités poursuivies pour 2021. Cette exposition concernait principalement son activité d'acceptation en ligne, exploitée en dehors de la Russie et permettant aux consommateurs nationaux d'effectuer des transactions en ligne avec des commerçants internationaux non russes. De manière plus générale, bien que le Groupe n'ait aucune exposition commerciale en Ukraine, les autres pays d'Europe de l'Est voisins de la Russie et de l'Ukraine (Pologne, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Moldavie, Estonie, Lituanie et Lettonie) ont représenté environ 0,5% des revenus du Groupe en 2024. La majorité de ces revenus (87%) provenait des activités de traitement des transactions (Services Financiers) dans la région balte. Ces activités restent non affectées par le conflit en cours en Ukraine.

Worldline possède toujours une ancienne entité juridique historique liée à l'activité Terminaux, Solutions et Services (TSS) en Russie, qui avait été exclue du périmètre de cession de TSS. Cette activité a été progressivement arrêtée conformément aux sanctions internationales, et les opérations en Russie n'ont pas été poursuivies en conformité avec la réglementation applicable. En 2024, l'actif net de la Russie a été entièrement déprécié pour un montant de 0,6 millions d'euros.

### Prise en compte des risques liés au changement climatique

L'exposition mondiale actuelle du Groupe aux conséquences du changement climatique à court terme est considérée comme limitée. Les aléas environnementaux identifiés à court-terme n'ont pas justifié de prise en compte dans les états financiers.

Worldline revoit et améliore continuellement sa chaîne de valeur afin de réduire son impact environnemental. Par ailleurs, le Groupe s'engage à contribuer à la neutralité carbone par la réduction de son empreinte carbone liée aux scopes 1, 2 et 3, et le passage à l'énergie renouvelable, et à privilégier des pratiques d'achat responsables.

Le déploiement de ce programme se reflète dans les comptes de Worldline à travers les investissements opérationnels, les dépenses de recherche et développement.

Dans le cadre de l'exercice CSRD, Worldline a réalisé une analyse approfondie de son exposition aux risques climatiques. Les résultats n'ont pas révélé de nécessité de modifier le plan stratégique du Groupe qui intègre déjà ces éléments.

### Méthodes de consolidation

#### Filiales

Les filiales sont toutes des entités dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il exerce un pouvoir sur cette entité, qu'il perçoit des bénéfices variables de cette entité et que, du fait de son pouvoir sur cette entité, il a la capacité d'influencer les bénéfices qu'il peut en tirer. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, les dispositions en matière de gouvernance, y compris la représentation au sein de l'organe de gouvernance ayant un pouvoir de décision stratégique et opérationnel sur les activités pertinentes, les règles de nomination des principaux dirigeants ainsi que les relations contractuelles et les transactions significatives sont prises en compte pour déterminer si le Groupe contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à partir de la date où ce contrôle cesse d'exister.

#### Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sans pour autant les contrôler exclusivement ou conjointement. En général, le Groupe détient entre 20 % et 50 % de droits de vote, bien que cela ne soit pas systématique. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

#### Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges financiers », sauf si la comptabilité de couverture est appliquée.

Le Groupe applique la norme IAS 29 à ses filiales en Argentine et en Turquie. Ainsi, les actifs et passifs non monétaires de ces filiales, ainsi que leur compte de résultat sont retraités pour refléter l'évolution du pouvoir d'achat général de leur monnaie fonctionnelle, entraînant un profit ou une perte qui est enregistré en résultat financier. De plus, comme requis par la norme, les états financiers de ces pays sont convertis au taux de clôture de la période considérée.

**Arrondis**

Les états financiers consolidés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe, en euros. Tous les montants

sont présentés en millions d'euros avec une décimale. Cette présentation peut aboutir à des écarts d'arrondis entre les chiffres présentés dans les différents tableaux et leurs totaux ou sous-totaux.

Les règles énoncées ci-dessus ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés dans ce rapport.

## NOTE 3 Principales variations de périmètre

### Acquisitions

#### Conventions/principes comptables

##### Regroupements d'entreprises

Un regroupement d'entreprises peut impliquer l'achat des titres d'une autre entité, l'achat de l'actif net d'une autre société ou l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité qui, ensemble, constituent une ou plusieurs activités.

Pour déterminer si une opération est un regroupement d'entreprises, le Groupe évalue l'existence d'entrées, de sorties et de processus ou de main-d'œuvre acquis.

Les contrats de services majeurs avec transfert d'effectifs et d'actifs, qui permettent au Groupe de développer ou d'améliorer de manière significative sa position concurrentielle au sein d'un secteur d'activité ou d'une zone géographique, sont comptabilisés comme des regroupements d'entreprises selon la définition de la norme IFRS 3.

##### Évaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entité acquise est mesurée à la juste-valeur, qui se définit par la somme des justes-valeurs à la date d'acquisition des actifs transférés par le Groupe, des passifs repris par le Groupe à l'égard des anciens propriétaires de l'entité acquise et des parts de capitaux propres émises par le Groupe.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à la part d'intérêt du Groupe dans les actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Le Groupe détermine au cas par cas l'option d'évaluation à utiliser pour comptabiliser les participations ne donnant pas le contrôle.

Les coûts liés à l'acquisition sont exclus de la contrepartie transférée et sont inscrits en charge lorsqu'ils sont encourus (dans les autres produits et charges opérationnels).

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels de la Société acquise est estimé à sa juste valeur.

##### Achat de participations ne donnant pas le contrôle et vente de participations dans une filiale contrôlée

L'achat de participations ne donnant pas le contrôle et les transactions de vente de participations dans une filiale contrôlée ne changeant pas le statut du contrôle sont comptabilisés dans les capitaux propres (y compris les coûts d'acquisition directs).

En cas de perte du contrôle dans une filiale, tout gain ou toute perte est comptabilisé en résultat net. En outre, si un investissement dans l'entité est conservé par le Groupe, il est réévalué à sa juste valeur et tout gain ou perte est également comptabilisé en résultat net.

### Acquisitions 2024

#### Création de CAWL, coentreprise avec Crédit Agricole

En mars 2024, Worldline et Crédit Agricole ont annoncé la création de leur entité commune dédiée aux services de paiement numérique pour les commerçants en France, après avoir reçu l'autorisation inconditionnelle de la Commission européenne. Worldline détient une participation majoritaire dans l'entité de 50% + 1 action et la consolide en intégration globale. (voir note 19 - Parties liées).

#### Exercice de l'option d'achat sur 45% des intérêts non contrôlants dans SoftPOS

En octobre 2024, Worldline a exercé son option d'achat sur les 45 % relatifs aux participations ne donnant pas le contrôle dans SoftPOS.eu, pour un montant de 11 millions

d'euros. Pour rappel, en octobre 2022, Worldline avait acquis une participation de 55 % dans SoftPOS.eu, une fintech basée à Varsovie qui transforme les appareils Android en terminaux de paiement sécurisés.

### Acquisitions 2023

#### Acquisition d'une participation de 40 % dans Online Payment Platform

En janvier 2023, Worldline a acquis une participation de 40 % dans la société Online Payment Platform B.V. (OPP), un fournisseur néerlandais de services de paiement en ligne proposant une solution de paiement dédiée aux *marketplaces* et aux plateformes et se concentrant spécifiquement sur le segment C2C. OPP est consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

## NOTE 4 Autres éléments significatifs de l'année

### Mise à jour de la gouvernance de Worldline

Suite à la réunion du 12 septembre 2024, le Conseil d'Administration a annoncé le départ de Gilles Grapinet en tant que Directeur Général et membre du Conseil d'Administration de Worldline, effectif au 30 septembre 2024.

Le Président du Conseil, avec le Comité de Nomination et le soutien d'une agence de recrutement internationale, prendra en charge la recherche d'un nouveau Directeur Général et évaluera les candidats internes et externes, selon les meilleures pratiques de gouvernance.

Le Conseil a décidé de nommer Marc-Henri Desportes, anciennement Directeur Général Délégué et responsable des Services aux Commerçants, en tant que Directeur Général par intérim, selon le plan de succession. Dans ce rôle, Marc-Henri sera responsable de superviser les opérations quotidiennes de l'entreprise et de mettre en œuvre les décisions stratégiques du Conseil.

Le départ de Gilles Grapinet a conduit aux impacts financiers significatifs suivants sur le Groupe :

- Augmentation de la dette de retraite en autres éléments du résultat global pour un montant de 0,9 million d'euros et dans le compte de résultat de 0,5 million d'euros ;
- Perte de 186 775 actions gratuites en acquisition et 88 925 stock-options en cours d'acquisition, réduisant la charge IFRS 2 et les charges sociales liées, pour un total de 0,5 million d'euros ;
- Indemnité compensatrice de 3,9 millions d'euros.

### Power24

Compte tenu des tendances du marché et de la détérioration de l'environnement macroéconomique, Worldline a annoncé en octobre 2023 Power24, son ambition de transformation post-intégration, visant à renforcer la compétitivité de Worldline et à améliorer son efficacité opérationnelle ainsi que sa capacité d'investissement pour soutenir son avenir. Ce plan repose sur quatre principaux piliers :

- Transformation du développement des produits et des plateformes, incluant l'adoption généralisée des méthodes de travail agiles et un effort de standardisation et de simplification des plateformes, afin d'améliorer le *time-to-market* et de générer des gains de productivité ;
- Initiatives de modernisation et de développement technologique (par exemple, l'automatisation des processus clés) pour soutenir les innovations du Groupe ;
- Simplification de l'organisation, redimensionnement de certaines équipes, réduction des niveaux hiérarchiques et amélioration du périmètre managérial ;
- Renforcement des initiatives de réduction des coûts menées par les équipes d'approvisionnement et accélération des projets visant à relocaliser certaines activités dans des zones géographiques à coûts plus faibles.

Début février 2024, Worldline a présenté son plan Power24 au Comité Européen d'Entreprise, suivi de présentations aux Comités d'Entreprise des pays où le plan est déployé (principalement la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, la Suède).

Le Groupe met en œuvre le plan par le biais de ses Lignes de services (GBL) et de leur modèle opérationnel cible. Les coûts de mise en œuvre devraient atteindre environ 250 millions d'euros en tant que coûts de rationalisation dans les autres charges d'exploitation, principalement en 2024 et 2025.

Afin de sécuriser certains employés clés, un plan de fidélisation, composé de cash et d'actions, a été mis en place (voir Note 6.3 Autres produits et charges opérationnels).

En 2023, le Groupe a engagé des coûts de 6,0 millions d'euros pour définir et structurer le plan, dans les autres charges opérationnelles.

En 2024, Worldline a reconnu 202,6 millions d'euros de coûts dans le compte de résultat liés à :

- Des coûts sociaux de 165,4 millions d'euros (voir Note 6.3 Autres produits et charges opérationnels et Note 15 – Provisions), dont un montant encore non payé de 75,7 millions d'euros et 89,7 millions d'euros déjà engagés, incluant notamment les indemnités de départ et les congés de remplacement ;
- Des coûts additionnels de 44,6 millions d'euros, incluant le plan de fidélisation (voir Note 6.3 Autres produits et charges opérationnels),
- L'effet estimé de réduction sur les engagements postérieurs à l'emploi pour environ 7,4 millions d'euros (voir Note 6.3 Autres produits et charges opérationnels, Note 14. Régime de retraites et autres avantages à long terme et Note 15 – Provisions).

Des coûts supplémentaires pourraient être reconnus en 2025 et 2026, liés à des initiatives locales ou des coûts qui ne peuvent être provisionnés avant la réalisation du service.

### Augmentation de capital dans l'entité détenue conjointement en Australie

En mai 2024, Worldline et ANZ ont augmenté le capital de leur entité détenue conjointement en Australie pour un montant total de 39,7 millions d'euros, dont 19,3 millions d'euros par ANZ.

### Nouvelle ligne de crédit syndiquée

Le 4 juillet 2024, Worldline a signé une ligne de crédit syndiquée de 1,125 milliard d'euros, avec une échéance prolongée jusqu'en juillet 2029. Cette ligne inclut deux options de prolongation d'un an à la discrétion des prêteurs. Elle est disponible pour des besoins généraux de l'entreprise et ne comprend aucun covenant financier.

Cette ligne remplace les lignes de crédit syndiquées existantes de 450 millions d'euros et 600 millions d'euros arrivant à échéance en décembre 2025, et est soutenue par un pool de 17 banques internationales, dont de nouveaux prêteurs. Les deux lignes ont donc été annulées le même jour suite à la signature de la nouvelle ligne.

Au 31 décembre 2024, cette ligne de crédit n'avait pas été tirée.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

### Échéance des obligations à taux fixe dues en septembre 2024

En septembre 2024, Worldline a remboursé à échéance ses obligations à 1,625 % dues en septembre 2024 émises en 2017 (les « Obligations Série A ») et ses obligations à 0,25 % dues en septembre 2024 émises en 2019 (les « Obligations Série B »), sur lesquelles un rachat partiel avait déjà été effectué en mai 2023.

Le remboursement s'est élevé à 354,7 millions d'euros pour les Obligations Série A et à 359,7 millions d'euros pour les Obligations Série B.

### Programme de rachat d'actions

En septembre 2024, Worldline a lancé un programme de rachat d'actions, jusqu'au 1er octobre 2024, dans le but de racheter jusqu'à un maximum de 1 200 000 actions (0,42 % du capital social de WL SA). Les actions sont destinées à être remises aux bénéficiaires des plans d'actions de performance, de stock-options ou de plans d'achat d'actions.

Le rachat d'actions a été finalisé en septembre 2024 pour un total de 1 200 000 actions, pour une valeur totale de 7,4 millions d'euros.

### Émission d'obligations à taux fixe en novembre 2024

Le 27 novembre 2024, Worldline a émis avec succès des obligations d'un montant de 500 millions d'euros, arrivant à échéance en novembre 2029 et portant un coupon de 5,250 %. Le produit net de l'émission sera utilisé par Worldline à toutes fins utiles pour son activité, ce qui peut inclure, en tout ou en partie, le refinancement de la dette existante, y compris ses OCEANes en circulation. Les obligations sont cotées à la Bourse de Luxembourg.

La dette financière correspondante est comptabilisée au coût amorti (voir note 16.4 - « dettes financières »)

### Rachat d'obligations convertibles en novembre 2024

Le 29 novembre 2024, Worldline a racheté 1 716 738 obligations « OCEANE 2025 » et 519 481 obligations « OCEANE 2026 » pour un montant total de 259 millions d'euros, représentant environ 34,2 % du nombre total des obligations OCEANE 2025 et 8,9% du nombre total des obligations OCEANE 2026 émises initialement.

Le prix de rachat s'est élevé à un montant total d'environ 250 millions d'euros. Les obligations rachetées ont été annulées après le rachat conformément à leurs termes et conditions respectifs. Ce remboursement anticipé a engendré :

- Un profit de 8,6 millions d'euros, comptabilisé en résultat financier sur la part dette des obligations convertibles;
- Un profit de 1,8 millions d'euros comptabilisé en capitaux propres pour l'instrument de capitaux propres des obligations convertibles.

### Ajustement de la juste valeur des actions de préférence de Poseidon Holdco

Le 30 septembre 2022, Worldline a finalisé la cession de sa participation de 84,96% dans le capital de sa filiale TSS (Terminals, Solutions & Services), et les 15,04% restants ont été cédés le 1er janvier 2023. Le prix de cession reçu par Worldline comprend les actions de préférence de l'entité Poséidon Holdco, la holding d'acquisition de TSS, représentant 12,7% de son capital et 5% des droits de vote. A la date de finalisation de la transaction, la juste valeur des actions de préférence était estimée à 640 millions d'euros, et comptabilisées en actifs financiers à leur juste valeur par résultat, conformément à la norme IFRS 9 Instruments financiers. Il est rappelé que la date de sortie est à la seule décision d'Apollo. En 2024, l'activité de TSS a connu un fort ralentissement sur tous ses marchés clés, en particulier aux États-Unis. Cela a conduit à une forte baisse du chiffre d'affaires et de la marge, et la direction d'Ingenico a revu à la baisse les ambitions du plan d'affaires de la société. Les actions de préférence de Poseidon Holdco ont été réévaluées en fonction du plan d'affaires actualisé, ce qui a conduit à une juste valeur de 290 millions d'euros, pour une l'hypothèse de vente par Apollo estimée à fin de 2029 (au lieu de fin 2026 comme précédemment considéré car avec la baisse du Business Plan, il est probable que l'horizon de sortie soit décalé), soit une charge financière de 349 millions d'euros par rapport à la valeur au 31 décembre 2023.

### Changement de la définition de la dette nette du groupe

Avant l'exercice 2024, l'endettement net du groupe était constitué des éléments ci-après :

- du total des emprunts (obligations, contrats de location-financement, prêts bancaires à court et long terme, titrisation et autres passifs financiers),
- des actifs financiers à court terme et des passifs porteurs d'intérêt à échéance de moins d'un an,
- moins la trésorerie nette (disponibilités, dépôts bancaires à vue et SICAV monétaires).

En 2024, le groupe a décidé d'élargir la définition de l'endettement en y intégrant la dette de loyers IFRS 16 dans le but s'aligner avec les pratiques du marché. Cette mise à jour permet de mieux refléter l'ensemble des engagements financiers du groupe et d'améliorer la transparence et la comparabilité de ses états financiers.

Le paragraphe B.3.2 « Tableau de flux de trésorerie » et la note 16.5 « Variation de l'endettement net sur la période » ont été ajustés en conséquence pour l'exercice 2023.

## NOTE 5 Chiffre d'affaires et information sectorielle

### 5.1. Chiffre d'affaires

#### Conventions/principes comptables

Les principales sources de revenus de Worldline sont les frais de gestion et de traitement des transactions (financières ou non), la vente ou la location de terminaux de paiement, la vente de solutions informatiques spécifiques et la vente de licences de logiciels.

#### Contrats de services à éléments multiples

Le Groupe peut conclure des accords à plusieurs éléments, pouvant inclure une combinaison de différents biens ou services. Le chiffre d'affaires est comptabilisé pour chaque obligation de performance distincte, qui est identifiable séparément des autres éléments de l'accord et si le client peut en bénéficier.

Lorsqu'un seul contrat contient plusieurs obligations de performance distinctes, le prix de transaction total est réparti entre les différentes obligations de performance en fonction de leurs prix de vente autonomes y compris les remises habituelles accordées, sont déterminés sur la base des prix catalogue auxquels le Groupe vend les biens ou les services séparément. Dans le cas contraire, le Groupe estime les prix de vente individuels en utilisant une approche de coût attendu plus marge et/ou une approche résiduelle.

Worldline applique l'allègement pratique d'IFRS 15 et comptabilise le chiffre d'affaires lorsqu'il est facturé, la facturation étant synchronisée avec la livraison au client. Dans certains contrats spécifiques, la facturation de la phase de production intègre une obligation de performance qui n'est pas entièrement synchronisée avec le flux de facturation. Dans ce cas, le chiffre d'affaires affecté à cette obligation est reconnu dès que l'obligation de performance est réalisée.

Lorsque Worldline fournit des services ayant une valeur spécifique additionnelle à ses clients dans la phase de construction, cette phase de construction est alors considérée comme une obligation distincte sous IFRS 15 et le chiffre d'affaires est reconnu selon l'avancement des coûts de ce contrat.

#### Reconnaissance du chiffre d'affaires à une date donnée dans le temps ou progressivement

Le chiffre d'affaires est reconnu quand le Groupe transfère le contrôle des biens ou services vendus au client, soit à une date donnée dans le temps, soit progressivement.

Les produits des contrats conclus avec des clients pour la vente de biens, qu'ils soient incorporels (par exemple licences de logiciels) ou corporels (par exemple terminaux de paiement), représentent une obligation de performance. Les produits sont comptabilisés à une date donnée, lorsque le contrôle de l'actif est transféré au client, c'est-à-dire généralement lorsque le logiciel est mis à la disposition du client ou quand l'équipement est livré.

Lorsque d'autres engagements contractuels constituent des obligations de performance distinctes, une partie du prix de transaction leur est attribuée.

Pour les services récurrents, le chiffre d'affaires est reconnu en continu dans la mesure où le client bénéficie des services dès que ceux-ci sont réalisés par le Groupe. Quand le Groupe a un droit à facturer le client qui correspond directement à l'obligation de performance réalisée à date, le chiffre d'affaires est comptabilisé pour ce montant. Sinon, le chiffre d'affaires est reconnu sur la base des coûts encourus si ces coûts ne sont pas supportés de manière uniforme sur la période couvrant le service rendu.

Quand le Groupe construit un actif ou délivre des développements spécifiques, le chiffre d'affaires est reconnu progressivement sur la base des coûts encourus, quand (i) l'obligation de performance du Groupe consiste à construire un actif que le client contrôle au fur et à mesure de sa création ou (ii) l'obligation de performance crée un actif qui n'a pas d'usage alternatif et le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date, par le contrat et/ou les réglementations locales. Si ces conditions ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est reconnu à une date donnée.

Les coûts totaux projetés du contrat sont basés sur diverses hypothèses opérationnelles telles que le volume prévu ou l'écart dans les coûts de livraison qui ont une influence directe sur le niveau de chiffre d'affaires et les éventuelles pertes à terminaison qui sont comptabilisées. Une provision pour contrat onéreux est constituée si les coûts futurs inévitables pour exécuter un contrat sont supérieurs aux avantages qui en découlent.

Les coûts supplémentaires liés à l'acquisition d'un contrat de service pluriannuel sont capitalisés et amortis sur la durée du contrat.

Les coûts liés à l'exécution d'un contrat concernent principalement le développement de plates-formes, de logiciels ou d'autres solutions techniques acquis par le client ou utilisés pour remplir d'autres obligations de performance du contrat. S'ils ne créent pas d'actif pour le Groupe, ces coûts sont capitalisés en actifs sur contrat seulement si le Groupe s'attend à pouvoir les recouvrer. Ils sont ensuite comptabilisés en résultat proportionnellement à la comptabilisation du chiffre d'affaires des obligations de performance afférentes.

### Rémunérations variables

Pour les contrats de traitement de transactions, le prix de la transaction dépend des transactions ou volumes futurs. Dans ce cas, le Groupe évalue la valeur attendue des produits futurs avant de l'affecter, le cas échéant, aux obligations de performance du contrat.

Les remises sur volume attendues sont analysées par client. Déterminer si un client aura vraisemblablement droit à une remise dépendra de son historique de droits aux remises et de ses achats cumulés à la date de clôture.

### Principal contre agent

Les produits des activités d'acquisition sont constatés nets des frais d'interchange facturés par les banques émettrices. Le Groupe ne fournit pas de service d'intégration du service fourni par la banque émettrice et n'est pas responsable de l'exécution de ce service. Ces frais sont transférés au commerçant dans le cadre d'un accord de *pass-through* et ne font pas partie de la contrepartie à laquelle le Groupe a droit en échange du service qu'il fournit au commerçant. En revanche, les frais de système versés aux systèmes de paiement (Visa, MasterCard, Bancontact...) sont comptabilisés en charges en tant que coûts d'exécution et en chiffre d'affaires lorsque le service est rendu aux commerçants. Le Groupe fournit des services d'acquisition commerçant en intégrant les services achetés dans les systèmes de paiement.

Lorsque le Groupe revend des services informatiques et de télécommunications intégrés achetés auprès de fournisseurs tiers, il analyse la nature de ses relations avec ses clients afin de déterminer s'il agit en tant que principal ou agent dans la fourniture du bien ou du service.

## 5.2. Informations sectorielles par Lignes de Services

### Conventions/principes comptables

Selon IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur des informations de *reporting* de gestion interne qui sont régulièrement examinées par le principal décideur opérationnel et rapprochées du résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat des segments en utilisant une mesure du résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation des performances des segments opérationnels, est le Directeur Général de la Société qui prend les décisions stratégiques.

Le *reporting* interne est défini par Lignes de Services (Services aux Commerçants, Services Financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels). Ces Lignes de Services ont été désignées par le Groupe comme les axes principaux d'analyse par le Directeur Général. Par conséquent, et conformément aux exigences de la norme IFRS 8, le groupe divulgue ces Lignes de Services (GBL) comme segments opérationnels. Chaque GBL est dirigée par un membre dédié du Comité Exécutif.

Les indicateurs du compte de résultat ainsi que les actifs ont été alloués conformément à ces secteurs opérationnels par Ligne de Services. Pour l'EBE Ajusté, la partie des coûts relative aux coûts de structure centrale n'a pas été allouée par Ligne de Services. Les actifs partagés qui ne sont pas alloués par Ligne de Services se rapportent principalement à l'infrastructure partagée délivrant des prestations mutualisées aux trois Lignes de Services.

Les activités couvertes par chaque segment opérationnel, ainsi que leurs présences géographiques, sont les suivantes :

Segments opérationnels	Divisions commerciales	Zones géographiques
<b>Services aux Commerçants</b>	Acquisition commerçants, Cartes privatives et programmes de fidélisation, Services en ligne	Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Inde, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pays scandinaves, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suisse et Turquie.
<b>Services Financiers</b>	Traitements émetteurs, Traitements acquéreurs, Services de banque en Ligne, Paiement	Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hong-Kong, Indonésie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Singapour, Taïwan, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse.
<b>Mobilité &amp; Services Web Transactionnels</b>	Services numériques pour les gouvernements et les Services Publics, e-Consommateur & Mobilité, e-Ticketing	Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Luxembourg et Royaume-Uni.

La géographie n'est pas un axe managérial suivi par le Groupe.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués aux conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également pour les tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)	Services aux Commerçants	Services Financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Total Groupe
<b>Exercice 2024</b>				
Chiffre d'affaires par Ligne de Services	3 389,6	891,5	350,8	4 631,9
% du chiffre d'affaires	73,2%	19,2%	7,6%	100,0%
<b>Exercice 2023</b>				
Chiffre d'affaires par Ligne de Services	3 324,7	944,1	341,6	4 610,4
% du chiffre d'affaires	72,1%	20,5%	7,4%	100,0%

Le chiffre d'affaires de la division Services aux Commerçants est présenté net des commissions d'interchanges bancaires.

### Marge opérationnelle et Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté)

La performance opérationnelle sous-jacente des activités en cours du Groupe est présentée dans la marge opérationnelle. La performance opérationnelle de chaque Ligne de Services est mesurée par l'EBE ajusté (Excédent Brut d'Exploitation Ajusté), tel que défini dans le modèle ci-dessous :

(En millions d'euros)	Services aux Commerçants	Services Financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Structure centrale	Total Groupe
<b>Exercice 2024</b>					
EBE ajusté par Ligne de Services	815,2	241,6	67,9	(54,3)	1 070,4
% du chiffre d'affaires	24,1%	27,1%	19,4%	(1,2%)	23,1%
<b>Exercice 2023</b>					
EBE ajusté par Ligne de Services	847,0	274,6	48,2	(59,4)	1 110,4
% du chiffre d'affaires	25,5%	29,1%	14,1%	(1,3%)	24,1%

L'EBE ajusté représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est déterminé de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>686,7</b>	<b>789,8</b>	<b>(103,1)</b>
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	350,3	298,3	51,9
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	6,7	4,3	2,4
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	9,8	(0,8)	10,5
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	17,0	18,7	(1,8)
<b>EBE AJUSTÉ</b>	<b>1 070,4</b>	<b>1 110,4</b>	<b>(40,0)</b>

## Éléments financiers

États financiers consolidés

Les actifs non courants détaillés ci-dessous par Ligne de Services sont réconciliés avec le total actif comme suit :

(En millions d'euros)	Services aux Commerçants	Services Financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Partagés (*)	Total Groupe
<b>Au 31 décembre 2024</b>					
<b>Total des immobilisations par Ligne de Services</b>	<b>9 958,8</b>	<b>1 681,3</b>	<b>123,9</b>	<b>12,0</b>	<b>11 776,1</b>
<b>Goodwill net</b>	<b>7 679,5</b>	<b>1 294,3</b>	<b>30,0</b>	<b>0,0</b>	<b>9 003,8</b>
% du goodwill groupe	85,3%	14,4%	0,3%	0,0%	100,0%
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 888,4</b>	<b>258,8</b>	<b>35,7</b>	<b>12,0</b>	<b>2 195,0</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>158,9</b>	<b>38,1</b>	<b>16,3</b>	<b>0,0</b>	<b>213,3</b>
<b>Droits d'utilisation</b>	<b>232,0</b>	<b>90,0</b>	<b>42,0</b>	<b>0,0</b>	<b>364,0</b>

(\*) une partie des immobilisations incorporelles et corporelles n'est pas imputable directement à une Ligne de Services, car il s'agit d'éléments d'actifs mutualisés et partagés entre les trois Lignes de Services

(En millions d'euros)	Services aux Commerçants	Services Financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Partagés (*)	Total Groupe
<b>Au 31 décembre 2023</b>					
<b>Total des immobilisations par Ligne de Services</b>	<b>10 131,0</b>	<b>1 733,4</b>	<b>103,6</b>	<b>70,9</b>	<b>12 038,9</b>
<b>Goodwill net</b>	<b>7 735,8</b>	<b>1 293,4</b>	<b>29,6</b>	<b>0,0</b>	<b>9 058,8</b>
% du goodwill groupe	85,4%	14,3%	0,3%	0,0%	100,0%
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 055,6</b>	<b>325,6</b>	<b>27,0</b>	<b>15,9</b>	<b>2 424,1</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>168,1</b>	<b>41,4</b>	<b>12,3</b>	<b>22,0</b>	<b>243,9</b>
<b>Droits d'utilisation</b>	<b>171,5</b>	<b>72,9</b>	<b>34,6</b>	<b>33,0</b>	<b>312,1</b>

(\*) une partie des immobilisations incorporelles et corporelles n'est pas imputable directement à une Ligne de Services, car il s'agit d'éléments d'actifs mutualisés et partagés entre les trois Lignes de Services

L'information par région géographique pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)	Europe du Nord (*)	Europe Centrale et de l'Est (**)	Europe du Sud (***)	Autres	Total Groupe
<b>Exercice 2024</b>					
<b>Chiffre d'affaires par zone géographique</b>	<b>1 609,3</b>	<b>1 580,3</b>	<b>970,5</b>	<b>471,9</b>	<b>4 631,9</b>
% du chiffre d'affaires	34,7%	34,1%	21,0%	10,2%	100,0%
<b>Exercice 2023</b>					
<b>Chiffre d'affaires par zone géographique (****)</b>	<b>1 628,2</b>	<b>1 591,2</b>	<b>923,5</b>	<b>467,5</b>	<b>4 610,4</b>
% du chiffre d'affaires	35,3%	34,5%	20,0%	10,1%	100,0%

(\*) Incluant la Belgique pour 464,0 millions d'euros (€513,0 millions d'euros en 2023), les Pays-Bas pour 464,0 millions d'euros (474,4 millions en 2023)

(\*\*) Incluant l'Allemagne pour 813,6 millions d'euros (849,8 millions en 2023), la Suisse pour 554,7 millions d'euros (543,0 millions en 2023)

(\*\*\*) Incluant la France pour 554,2 millions d'euros (€558,4 millions d'euros en 2023).

(\*\*\*\*) L'Estonie, qui était présentée en Europe centrale et de l'Est, est maintenant présentée en Europe du Nord

Cette vision par zones géographiques s'appuie sur les pays des vendeurs et peut concerner d'autres zones géographiques pour les activités en ligne.

Les actifs non courants sont principalement constitués de goodwill et des frais de développement capitalisés, non

affectables par géographie, car ils bénéficient chacun à plusieurs zones géographiques à la fois. Le reste est constitué des immobilisations corporelles qui ne sont pas significatives. Par conséquent, il n'est pas pertinent d'indiquer l'information des actifs non courants par géographie.

## NOTE 6 Éléments opérationnels

### 6.1. Charges de personnel

#### Conventions/principes comptables

##### Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent principalement les salaires et les charges sociales afférentes, les taxes relatives aux salaires, les dépenses de formation et la participation aux bénéfices.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	% du chiffre d'affaires	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires
Salaires & Charges sociales	(1 456,7)	31,4%	(1 416,7)	30,7%
Taxes, formation, intéressement et participation	(8,7)	0,2%	(11,3)	0,2%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour engagements de retraite	(9,8)	0,2%	0,7	(0,0)%
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(1 475,2)</b>	<b>31,8%</b>	<b>(1 427,3)</b>	<b>31,0%</b>

### 6.2. Charges opérationnelles autres que les charges de personnel

#### Conventions/principes comptables

##### Frais de sous-traitance

Les coûts de sous-traitance comprennent le coût des services sous-traités, dont environ la moitié est généralement de la sous-traitance informatique, principalement sur la base du temps et du matériel. L'autre moitié provient de services externalisés, qui comprennent notamment l'externalisation des centres de données, les prestataires de services de paie, etc. Le niveau de ces dépenses au cours d'une période donnée dépend essentiellement du nombre de projets en phase de projet, pour lesquels le Groupe peut décider d'externaliser certains aspects plutôt que de les gérer en interne, ainsi que les volumes de clients, qui entraînent des coûts qui dépendent du volume, tels que l'impression, le mailing et les relevés.

##### Redevance de systèmes de paiement

Inclus les frais versés à Visa, MasterCard, Bancontact (système de cartes de débit belges) et autres systèmes de cartes locaux dans le cadre des activités d'acquisition commerçant du Groupe. Comme indiqué dans la note 5.1 « Chiffre d'affaires », le Groupe comptabilise ses revenus bruts des redevances aux systèmes de paiement, redevances qui sont également incluses dans les charges d'exploitation.

##### Charges d'exploitation

Les coûts d'exploitation comprennent principalement les frais d'exploitation et les honoraires de tiers, les frais de services logiciels et de location à court terme, les frais de télécommunication et diverses taxes. Ils comprennent notamment les dépenses liées à la consommation d'énergie dans le Groupe. Les centres de données et les bureaux de Worldline utilisent surtout des énergies renouvelables. Worldline ne fait partie d'aucun accord de PPA ou de VPPA.

##### Coûts de production capitalisés

Les dépenses d'exploitation sont présentées nettes de coûts de production capitalisés. Les coûts de développement relatifs à des applications spécifiques pour des clients ou relatifs à des solutions technologiques mises à la disposition d'un groupe de clients, et dont l'actif sous-jacent a une durée d'utilité supérieure à un an, sont capitalisés.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

(En millions d'euros)	Exercice 2024	% du chiffre d'affaires	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance	(496,4)	10,7%	(602,7)	13,1%
Charges opérationnelles	(635,8)	13,7%	(574,7)	12,5%
Achats de matériel et logiciels	(251,2)	5,4%	(258,4)	5,6%
Redevances des systèmes de paiements	(792,3)	17,1%	(724,1)	15,7%
Charges de maintenance	(86,6)	1,9%	(97,9)	2,1%
<b>Sous-total charges opérationnelles autres que personnel</b>	<b>(2 262,4)</b>	<b>48,8%</b>	<b>(2 257,8)</b>	<b>49,0%</b>
Amortissements des immobilisations	(240,7)	5,2%	(200,2)	4,3%
Amortissements des droits d'utilisation	(109,5)	2,4%	(98,2)	2,1%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	(26,1)	0,6%	(17,5)	0,4%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	(6,5)	0,1%	(4,3)	0,1%
Pertes sur créances irrécouvrables	(11,9)	0,3%	(7,4)	0,2%
Production immobilisée	187,2	(4,0%)	192,0	(4,2%)
<b>Sous-total autres charges</b>	<b>(207,5)</b>	<b>4,5%</b>	<b>(135,5)</b>	<b>2,9%</b>
<b>TOTAL CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(2 470,0)</b>	<b>53,3%</b>	<b>(2 393,3)</b>	<b>51,9%</b>

La dépréciation des actifs représente la charge d'amortissement des actifs incorporels et corporels, hors amortissement des relations clients, technologies acquises et amortissement des brevets reconnus à la juste-valeur des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, présentés

en autres charges et produits opérationnels (voir note 6.3 « Autres produits et charges opérationnels »).

La hausse des redevances aux systèmes de paiement est liée à la hausse des redevances Visa et Master Card et un effet volume.

### 6.3. Autres produits et charges opérationnels

#### Conventions/principes comptables

Les « autres produits et charges opérationnels » sont constitués des produits et charges correspondant à :

- Les coûts d'intégration et d'acquisition (par exemple, les coûts de mise en œuvre des synergies futures, les coûts d'acquisition relatifs aux opérations de périmètre, les coûts de conformité) ;
- Les coûts de rationalisation (par exemple les plans liés aux regroupements d'entreprises, les plans de licenciement, les plans de transformation, coûts immobiliers (par exemple consolidation des bureaux et des datacenters));
- Les charges relatives à des paiements fondés sur des actions ;
- L'amortissement des relations clients et brevets ; et
- Les autres coûts / revenus liés à des litiges majeurs, et les plus et moins-values sur la cession d'actifs corporels et incorporels, les pertes de valeur significatives sur les actifs autres que les actifs financiers, ou tout autre élément peu fréquent et inhabituel.

Si un plan de restructuration est comptabilisé en « autres charges opérationnelles », les dépenses de rationalisation et coûts associés sur les locaux et bâtiments, relatives au plan, sont également présentées en « autres charges opérationnelles ».

#### Paiements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions et des actions gratuites, réglés en instruments de capitaux propres, sont régulièrement attribuées aux dirigeants et à certains employés. Ces rémunérations basées sur des actions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle de Black et Scholes de valorisation des options. La juste valeur du plan est déterminée à la date d'attribution sur la base de la juste valeur de l'action à cette date. Les variations de juste valeur des instruments après la date d'attribution, ainsi que la variation d'hypothèses telles que le taux de rotation du personnel ou l'atteinte des conditions de performance, n'ont aucun impact sur la valorisation initiale mais impacte la dépense globale en fin de plan mais ont une incidence sur la charge globale à la fin du plan. La juste valeur des instruments est comptabilisée linéairement en « autres charges et produits opérationnels », pendant la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

Les plans d'actionnariat salariés permettent aux employés de souscrire à des actions du Groupe à un prix incluant une décote. Les actions sont soumises à une période d'incessibilité. La méthode d'évaluation de la charge de ces plans prend en compte :

- Le prix d'exercice correspondant à la moyenne des 20 derniers cours d'ouverture de bourse précédant la date d'attribution ;
- La décote octroyée aux salariés ; et
- Le nombre d'actions gratuites attribuées en fonction des souscriptions individuelles.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Coûts d'intégration et d'acquisition	(87,6)	(142,7)
Rationalisation et frais associés	(232,9)	(62,5)
Rémunérations basées sur des actions & coûts associés	(10,7)	(24,8)
Amortissement de la relation clients et des brevets	(260,0)	(283,1)
Dépréciation du goodwill	0,0	(1 147,0)
Autres	9,2	0,4
<b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(582,0)</b>	<b>(1 659,8)</b>

Les coûts d'intégration et d'acquisition ont atteint €87,6 millions d'euros, en baisse de 60,2 millions d'euros, en lien avec la réduction des coûts d'intégration et de mise en œuvre des synergies liées aux acquisitions passées. Les principaux coûts de la période sont liés à :

- Des coûts de transformations pour 49,3 millions d'euros composés de deux principaux postes :
  - Projets de renforcement du programme AML/CFT (Lutte contre le blanchiment d'argent / Lutte contre le financement du terrorisme) et de la mise en conformité sur les périmètres précédemment acquis. Ces coûts concernent principalement les dépenses liées à la mise en place des processus et des systèmes, tels que les diligences d'intégration des commerçants, les processus de stockage des informations connexes, etc.
  - Projets de transformation informatique, principalement *Move to cloud*.

### 6.3.1. Paiements fondés sur des actions

La charge de 10,7 millions d'euros en 2024 (24,8 millions d'euros en 2023) est principalement composée des plans d'attributions d'actions gratuites mis en place en 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024, des plans de stock-options mis en

- Des coûts liés à l'intégration des JV pour 27,4 millions d'euros, correspondant principalement à la mise en place de l'entité détenue conjointement avec ANZ en Australie, et au démarrage de l'intégration de l'entité détenue conjointement avec le Crédit Agricole en France.

Les coûts de rationalisation et les frais associés s'élèvent à 232,9 millions d'euros et sont principalement liés aux coûts de mise en œuvre de Power24 (Voir la note 4 "Autres éléments significatifs de l'année, section "Power 24").

En 2023, une dépréciation de goodwill de 1 147,0 millions d'euros a été enregistrée en raison de la baisse de valeur de la ligne de Services aux Commerçants (voir la note 9.1 "Goodwill").

place en 2020, 2021, 2022 et 2023, du plan de rétention 2024, à la rémunération variable de l'ancien Directeur Général et du Directeur Général par intérim, et à certaines charges sociales liées à ces plans.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Plans d'actions gratuites	4,6	21,6
Plans de stock-options	(0,3)	0,8
Plan de rétention	6,1	0,0
Rémunération variable du DG et DG par intérim	0,1	0,0
Plans d'actionnariat salarié	0,0	2,8
Autres	0,2	(0,4)
<b>TOTAL RÉMUNÉRATION EN ACTIONS</b>	<b>10,7</b>	<b>24,8</b>

### Redimensionnement des plans LTI de 2022 et 2023

Durant la période, le Groupe a décidé de redimensionner les plans de stock-options et d'actions gratuites accordés en 2022 et 2023.

Suite à l'avertissement sur les bénéfices annoncé le 25 octobre 2023, le Conseil d'administration a décidé d'abaisser les objectifs 2024 et 2025 des conditions de performance

pour les plans de rémunérations fondés sur des actions 2022 et 2023. Cependant, le redimensionnement de ce plan :

- limite l'acquisition globale des actions concernées à un maximum de 70 % des actions accordées ; et
- exclut les membres de la Direction Générale et de la direction exécutive de l'entreprise.

### 6.3.2. Plans d'attribution gratuite d'actions

Les plans significatifs d'attribution gratuite d'actions répondent aux règles suivantes :

- L'attribution gratuite d'actions est généralement réservée aux salariés ou mandataires sociaux ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au groupe Worldline ;
- L'attribution gratuite d'actions est subordonnée à une condition de présence au Groupe et à l'atteinte de critères de performance, financiers et non financiers ;
- Avant 2024, les conditions de performance à caractère financier étaient les suivantes :
  - Croissance organique du chiffre d'affaires du groupe Worldline ;
  - EBE Ajusté du groupe Worldline ; et
  - Flux de trésorerie nets avant acquisitions/cessions, variations des capitaux propres et dividendes (FCF).

Le plan d'actions gratuites 2024 intégrait un critère relatif à la performance du prix de l'action.

Pour tous les plans significatifs en cours avant 2024, les critères de performance financière représentaient 80 % des critères de performance conditionnant l'acquisition totale. Les 20 % restants sont relatifs à des critères de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

Pour 2024, les critères de performance financière, y compris l'évolution du cours de l'action, représentent 85 % des critères de performance conditionnant l'acquisition totale. Les 15 % restants sont liés aux critères de responsabilité sociale de l'entreprise.

La période d'acquisition des actions varie selon les plans, mais n'excède jamais 3,5 ans.

Le nombre d'actions à livrer est soumis à la réalisation de conditions de performance internes et externes, basées sur des courbes d'élasticité définies pour chaque objectif. Dans tous les cas, le taux moyen d'acquisition est limité à 100 %.

Pour ces plans, il n'y a pas de période de conservation attachée aux actions gratuites définitivement acquises.

Tous les plans d'attribution gratuite d'actions donnent droit à l'obtention d'actions Worldline.

La charge totale de 4,6 millions d'euros enregistrée durant l'exercice 2024 est détaillée comme suit :

Date d'attribution	28 octobre 2020	27 mai 2021	9 juin 2022	8 juin 2023	25 juillet 2023	16 Septembre 2024
Nombre d'instruments attribués initialement	560 401	685 935	1 159 545	1 296 560	14 950	2 355 830
Dont nombre d'instruments attribués initialement à des bénéficiaires TSS	166 015 (*)	107 050 (*)	-	-	-	-
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	62,14	77,81	38,95	36,56	34,50	6,12
Date(s) d'acquisition	11 juin 2023 + 07 septembre 2023 + 16 octobre 2023	27 mai 2024	9 juin 2025	8 juin 2026	8 juin 2023	13 juin 2027
Durée de vie	3 ans (**)	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans
Période de conservation	-	-	-	-	-	-
Taux sans risque	-	-	-	-	-	-
Dividendes prévus	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	60,38	75,28	37,69	35,37	34,50	10,48 & 4,80
<b>CHARGE RECONNUE EN 2024 (EN MILLIONS D'EUROS)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>(0,4)</b>	<b>0,1</b>	<b>3,9</b>

(\*) En 2022, l'acquisition des actions gratuites attribuées à des bénéficiaires TSS fut accéléré, générant une charge de 10,7 millions d'euros enregistrée en résultat des activités non poursuivies.

(\*\*) Tenant compte des dates d'attributions initiales des plans d'actions gratuites Ingenico de 2020, attribués par Ingenico les 11 juin, 7 septembre et 16 octobre 2020, qui furent remplacés par le plan d'actions gratuites Worldline 2020 attribué le 28 octobre 2020.

### 6.3.3. Plans de stock-options

Les plans de stock-options répondent aux règles suivantes :

- L'exercice des options est généralement réservée aux salariés ou mandataires sociaux ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au groupe Worldline ;
- L'exercice des options est subordonnée à une condition de présence au Groupe et à l'atteinte de critères de performance, financiers et non financiers ;
- Les conditions de performance à caractère financier sont les suivantes :
  - Croissance organique du chiffre d'affaires du groupe Worldline ;
  - EBE ajusté du groupe Worldline ; et
  - Flux de trésorerie net disponible avant acquisitions/cessions, variation des capitaux propres et dividendes (FCF).

Pour tous les plans de stock-option en cours, les critères de performance financière représentent 80 % des critères de performance conditionnant l'acquisition totale. Les 20 % restants sont relatifs à des critères de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

La période d'acquisition varie selon les règles des plans, mais n'excède jamais 3,5 ans.

Le nombre d'options à acquérir est conditionné à l'atteinte de conditions de performance internes et externes, en fonction des courbes d'élasticité définies pour chaque objectif. Dans tous les cas, le taux d'acquisition moyen est limité à 100 %.

La date d'expiration de l'option ne dépasse jamais 10 ans après la date d'attribution.

L'exercice de l'option est réglé en instruments de capitaux propres.

En raison de la forte diminution de la portée des conditions de performance pour les plans 2022 et 2023, la charge totale IFRS2 à comptabiliser sur la durée a diminué. Ainsi, en 2024, le Groupe a reconnu un revenu total de 0,3 million d'euros sur les stock-options, détaillé comme suit :

Date d'attribution	2024 (en millions d'euros)	Nombre d'options attribuées initialement	Date d'acquisition	Nombre d'options acquises
9 juin 2020	0,0	101 120	9 juin 2023	94 255
27 mai 2021	0,1	117 150	27 mai 2024	49 023
9 juin 2022	(0,3)	193 530	9 juin 2025	-
8 juin 2023	(0,0)	191 670	8 juin 2026	-
<b>TOTAL</b>	<b>(0,3)</b>	<b>603 470</b>		<b>143 278</b>

Les caractéristiques des plans de stock-options en vigueur sont les suivantes :

Date d'attribution	9 juin 2020	27 mai 2021	9 juin 2022	8 juin 2023
Nombre d'options attribuées	101 120	117 150	193 530	191 670
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	67,6	77,8	39,0	36,6
Prix d'exercice (en euros)	69,7	81,4	39,7	40,7
Date d'acquisition	9 juin 2023	27 mai 2024	9 juin 2025	8 juin 2026
Volatilité prévue	24%	28%	32%	33%
Date d'échéance attendue du plan	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Taux d'intérêt sans risque	(0,142%)	(0,450%)	1,451%	2,771%
Dividende prévu	1,10%	1,10%	1,10%	1,10%
<b>Juste valeur des options attribuées (en euros)</b>	<b>11,5</b>	<b>14,9</b>	<b>10,2</b>	<b>9,8</b>
<b>CHARGE RECONNUE EN 2024 (EN MILLIONS D'EUROS)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,0)</b>

## Éléments financiers

États financiers consolidés

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des options de souscription d'actions en circulation durant l'exercice :

	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euros)	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euros)
<b>En circulation en début d'année</b>	<b>1 905 731</b>	<b>38,7</b>	<b>1 825 561</b>	<b>37,8</b>
Attribuées durant l'année	-	-	191 670	40,7
Annulées durant l'année	(149 102)	52,4	(20 750)	65,8
Exercées durant l'année	-	-	(90 750)	18,8
<b>En circulation en fin de période</b>	<b>1 756 629</b>	<b>37,6</b>	<b>1 905 731</b>	<b>38,7</b>
Exercables à la fin de l'année, en dessous du cours de l'action à la fin de l'exercice*	0,0	0,0	0,0	0,0

(\*) Cours de l'action à la clôture annuelle : 8.478 euros au 31 décembre 2024 et 15.67 euros au 31 décembre 2023

### 6.3.4. Plan de rétention

Dans le cadre de Power24, un plan de rétention, réparti entre espèces et actions, a été accordé afin de sécuriser certains employés clés.

Les charges liées à la portion payée en espèces sont comptabilisées dans le cadre de la rationalisation et des coûts associés.

La portion payée en actions est comptabilisée dans le cadre de la rémunération en actions et des coûts associés, et est

soumise à des conditions de présence ainsi qu'à la réalisation des économies consolidées de coûts issues du plan de restructuration Power24.

La charge comptabilisée dans les états financiers consolidés est répartie sur la période d'acquisition, en fonction du rythme auquel les services rendus par les bénéficiaires sont obtenus par le Groupe.

Date d'attribution	24 mai 2024
Nombre d'options attribuées	994 875,0
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	11,3
Date d'acquisition	31 mars 2025 et 31 mars 2026
Date d'échéance attendue du plan	1 an et 2 ans
Période d'incessibilité	-
Taux d'intérêt sans risque	-
Dividende prévu	1,1%
<b>Juste valeur des options attribuées (en euros)</b>	<b>11,14</b>
<b>CHARGE RECONNUE EN 2024 (EN MILLIONS D'EUROS)</b>	<b>6,1</b>

### 6.3.5. Rémunération variable de l'ancien Directeur Général et du Directeur Général par intérim.

Suite à une décision du Conseil d'administration et tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 13 juin 2024, la rémunération variable annuelle pour 2023 du Directeur Général et du Directeur Général par intérim (établie à 49,5 % de la rémunération variable annuelle cible) sera

versée sous forme d'actions de performance, soumise à une période d'acquisition de deux ans et à une condition de performance liée à l'évolution du prix de l'action Worldline.

Date d'attribution	13 juin 2024
Nombre d'actions initiales attribuées	29 055
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	10,8
Date d'acquisition	13 juin 2024
Date de fin d'acquisition	13 juin 2026
Durée du plan d'acquisition	2 ans
Dividende prévu	1,1%
<b>Juste valeur des options attribuées (en euros)</b>	<b>1,62</b>
<b>CHARGE RECONNUE EN 2024 (EN MILLIONS D'EUROS)</b>	<b>0,0</b>

## NOTE 7 Résultat financier

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Charges d'intérêts sur emprunts obligataires	(38,0)	(23,2)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(0,9)	(0,9)
Charges d'intérêts sur obligations convertibles	(11,5)	(11,5)
Intérêts nets sur trésorerie et autres équivalents de trésorerie	49,1	18,5
Autres	9,8	14,3
<b>Produit (coût) de la dette financière nette</b>	<b>8,5</b>	<b>(2,9)</b>
Perte de change nette	(2,6)	(1,8)
Hyperinflation	(37,5)	(29,0)
Gains ou pertes sur instruments dérivés	(0,8)	4,1
<b>Gains ou pertes de change nets</b>	<b>(40,9)</b>	<b>(26,7)</b>
Composante financière des dépenses de retraite et coût des autres avantages postérieurs à l'emploi	(6,7)	(5,1)
Variation de la juste valeur et Cession des actions Visa	10,2	6,3
Variation de la juste valeur des autres actifs/passifs financiers	(346,8)	2,0
Intérêts financiers sur la dette locative (IFRS 16)	(12,8)	(7,9)
Dépréciation des autres actifs financiers	(0,0)	0,0
Autres charges financières	(24,0)	(17,3)
Autres produits financiers	6,5	3,3
<b>Autres charges et produits financiers nets</b>	<b>(373,6)</b>	<b>(18,6)</b>
<b>TOTAL RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(406,0)</b>	<b>(48,2)</b>

Les charges financières nettes s'élèvent à 406,0 millions d'euros sur la période (contre une charge de 48,2 millions d'euros en 2023) et se composent de :

- Un produit net de l'endettement financier de 8,5 millions d'euros (contre une charge nette de 2,9 millions d'euros en 2023) ;
- Un coût financier net non opérationnel (incluant l'impact de change) de 414,6 millions d'euros (contre une charge de 45,3 millions d'euros en 2023).

Le produit net de l'endettement financier de 8,5 millions d'euros est principalement constitué des effets suivants :

- D'intérêts liés aux emprunts obligataires non convertibles (38,0 millions d'euros) et aux obligations convertibles (11,5 millions d'euros) ;
- Du produit d'intérêts nets sur la trésorerie et autres équivalents de trésorerie (49,1 millions d'euros) ;
- Le profit généré par le remboursement des obligations (8,6 millions d'euros) - Voir Note 4 Autres éléments significatifs de l'année;

La variation par rapport à l'année dernière s'explique par la hausse des charges d'intérêts liées aux obligations simples (augmentation de 14,8 millions d'euros), partiellement compensée par la hausse des intérêts sur revenus de trésorerie en 2024 (augmentation de 30,6 millions d'euros).

Le coût financier net non opérationnel de 65,6 millions d'euros en 2024 se compose principalement :

- D'une perte de change pour 40,9 millions d'euros (perte de 26,7 millions d'euros en 2023), principalement liée aux

impacts de l'hyperinflation en Argentine et en Turquie pour 37,5 millions d'euros ;

- Des intérêts financiers sur dette de location (IFRS 16) pour une charge de 12,8 millions d'euros (7,9 millions d'euros en 2023) ;
- Des coûts financiers relatifs aux régimes de retraite pour 6,7 millions d'euros (5,1 millions d'euros en année 2023) représentant la différence entre les charges d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes capitalisés (voir note 14 « Régimes de retraites et autres avantages à long terme ») ;
- La comptabilisation dans le compte de résultat consolidé d'un produit de 10,2 millions d'euros est liée à la variation de la juste valeur (7 millions d'euros) et à la cession des actions de préférence Visa (3,1 millions d'euros) au 31 décembre 2024 (contre un produit de 6,3 millions d'euros en 2023);
- De la variation négative à la juste-valeur des autres instruments financiers pour 346,8 millions d'euros, principalement liée à la variation négative à la juste valeur des actions de préférence Poseidon Holdco pour 349 millions d'euros (réévaluation négative de 4 millions d'euros en 2023);
- Des autres charges financières pour 24,0 millions d'euros ;
- Des autres produits financiers pour 6,5 millions d'euros.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

Les tableaux ci-dessous illustrent le résultat financier, réparti entre les charges et les produits:

<i>(en millions d'euros)</i>	Charges	Produits	Total 2024
Produits (coût) de la dette financière nette	(134,7)	143,2	8,5
Gains (Pertes) de change	(44,0)	3,1	(40,9)
Autres produits financiers (charges)	(426,8)	53,1	(373,6)
<b>RÉSULTAT FINANCIER TOTAL</b>	<b>(605,4)</b>	<b>199,4</b>	<b>(406,0)</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	Charges	Produits	Total 2023
Produits (coût) de la dette financière nette	(92,0)	89,1	(2,9)
Gains (Pertes) de change	(42,3)	15,6	(26,7)
Autres produits financiers (charges)	(43,5)	24,9	(18,6)
<b>Résultat financier total</b>	<b>(177,8)</b>	<b>129,6</b>	<b>(48,2)</b>

B

## NOTE 8 Charges d'impôts

### Conventions/principes comptables

#### Évaluation des reports de pertes fiscales constatés

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans les reports de pertes fiscales lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable soit disponible et que les reports de pertes fiscales puissent être utilisés. Les estimations des bénéfices imposables et de l'utilisation des reports de pertes fiscales sont préparées sur la base des prévisions de profits et pertes telles qu'elles figurent dans les plans d'affaires sur cinq ans (d'autres durées peuvent s'appliquer en raison de spécificités locales).

#### IFRIC 23

Le Groupe applique l'interprétation IFRIC 23 relative aux positions fiscales incertaines. Un passif est comptabilisé lorsqu'un risque fiscal résultant de positions prises par le Groupe, ou l'une de ses filiales, est considéré comme probable, et en supposant que les autorités fiscales aient pleine connaissance de toutes les informations pertinentes lors de leur examen.

### 8.1. Impôts courants et différés au compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts courants	(128,6)	(114,6)
Impôts différés	118,0	74,4
<b>TOTAL IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS</b>	<b>(10,6)</b>	<b>(40,2)</b>

### 8.2. Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux courant d'imposition en France et le taux effectif d'impôt du Groupe se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Taux effectif d'impôt	Exercice 2023	Taux effectif d'impôt
Résultat net avant impôt	(301,4)		(918,2)	
Taux d'imposition français	25,8%		25,8%	
<b>Impôt théorique au taux courant français</b>	<b>77,8</b>	<b>25,8%</b>	<b>237,2</b>	<b>25,8%</b>
Différences permanentes liées à la dépréciation du goodwill	(0,0)	0,0%	(295,3)	(32,2%)
Impact des différences permanentes	(72,6)	(16,2%)	11,7	1,3%
Ecart de taux sur sociétés étrangères	12,2	(24,6%)	11,5	1,3%
Effet des actifs d'impôt non reconnus	(4,1)	1,1%	(4,1)	(0,4%)
Effet des charges relatives à des paiements fondés sur des actions	(2,8)	5,6%	(6,1)	(0,7%)
Effet des changements de taux sur les impôts différés	(5,5)	11,1%	(3,2)	(0,4%)
Retenues à la source	(3,2)	7,6%	(1,3)	(0,1%)
Autres	(12,4)	18,5%	9,5	1,0%
<b>CHARGE D'IMPÔT DU GROUPE</b>	<b>(10,6)</b>		<b>(40,2)</b>	
<b>TAUX EFFECTIF D'IMPÔT</b>		<b>(3,5%)</b>		<b>(4,4%)</b>

L'impôt sur les sociétés pour 2024 s'est élevé à (10,6) millions d'euros pour une perte avant impôt de 301,4 millions d'euros. Le taux effectif d'imposition annualisé (TEI) était de -3,5% (-4,4% en 2023). En 2024 après la réintégration de la variation de la juste valeur des actions de préférence de 349 millions d'euros, le taux d'imposition effectif annualisé (TIE) est de 22,4% (contre 17,6% en 2023 après la réintégration de la dépréciation de goodwill de 1 147,0 millions d'euros).

L'augmentation du taux d'imposition effectif (TEI) est principalement due à :

- La diminution de la rémunération en actions, qui a généré une charge non déductible plus faible par rapport à 2023;
- Les impacts négatifs des ajustements au titre de l'impôt 2023 ;
- L'impact négatif sur le taux effectif d'imposition des différences de taux fiscaux étrangers (-24,6% en 2024 contre 1,3% en 2023), principalement dû à la Suisse.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

### 8.3. Impôts différés

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Impôts différés actifs	57,8	30,7
Impôts différés passifs	(341,9)	(424,7)
<b>POSITION NETTE D'IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>	<b>(284,2)</b>	<b>(394,0)</b>

### 8.4. Décomposition des actifs et passifs d'impôts différés par nature

(En millions d'euros)	Déficits fiscaux reportables	Intangibles relatifs à l'allocation du prix d'acquisition	Immobilisations	Retraites	Autres	Total
<b>Au 1er janvier 2023</b>	<b>60,6</b>	<b>(462,9)</b>	<b>(50,1)</b>	<b>8,7</b>	<b>(19,5)</b>	<b>(463,1)</b>
Résultat de l'exercice	25,3	85,1	(12,8)	2,9	(26,1)	74,4
Variation du périmètre	(0,2)	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
Capitaux propres	0,0	0,0	(0,1)	10,2	0,3	10,4
Reclassements	(3,9)	0,0	0,0	0,0	3,9	0,0
Différences de change	(0,4)	(1,2)	(0,1)	(0,0)	(13,8)	(15,7)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>81,4</b>	<b>(379,0)</b>	<b>(63,2)</b>	<b>22,0</b>	<b>(55,1)</b>	<b>(394,0)</b>
Résultat de l'exercice	47,7	65,0	(10,1)	0,2	15,3	118,0
Variation du périmètre	0,0	0,0	0,0	(0,0)	0,1	0,1
Capitaux propres	0,0	0,0	0,0	(4,9)	(0,3)	(5,2)
Reclassements	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	0,0
Différences de change	(0,9)	1,2	0,0	0,1	(3,5)	(3,1)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>128,2</b>	<b>(312,8)</b>	<b>(73,2)</b>	<b>17,3</b>	<b>(43,5)</b>	<b>(284,2)</b>

En 2024, la variation de la position nette d'impôt différé par rapport au 31 décembre 2023 est principalement due à l'augmentation des déficits reportables sur la période et à l'amortissement lié au PPA.

En 2023, la variation de la position nette d'impôt différé par rapport au 31 décembre 2022 était principalement due à l'amortissement lié au PPA.

### 8.5. Échéancier des déficits fiscaux reportables (en base)

(En millions d'euros)	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Reconnus	Non reconnus	Total	Reconnus	Non reconnus	Total
2025	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	1,7
2026	1,1	0,0	1,1	3,5	0,0	3,5
2027	0,3	0,0	0,3	0,5	0,0	0,5
2028	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déficits fiscaux reportables à plus de 5 ans	50,0	22,8	72,8	39,4	21,7	61,1
<b>Déficits fiscaux reportables ayant une échéance</b>	<b>51,5</b>	<b>22,8</b>	<b>74,3</b>	<b>45,1</b>	<b>21,7</b>	<b>66,7</b>
<b>Déficits fiscaux reportables indéfiniment</b>	<b>439,1</b>	<b>110,4</b>	<b>549,5</b>	<b>270,5</b>	<b>111,0</b>	<b>381,5</b>
<b>TOTAL DES DÉFICITS FISCAUX REPORTABLES</b>	<b>490,6</b>	<b>133,2</b>	<b>623,8</b>	<b>314,6</b>	<b>133,8</b>	<b>448,5</b>

Les pays présentant les déficits fiscaux reportables les plus élevés sont la France (144,1 millions d'euros), le Luxembourg (124,6 millions d'euros), l'Australie (121,4 millions d'euros), la Grèce (51,7 millions d'euros), la Suède (28,4 millions d'euros) et l'Inde (23,4 millions d'euros).

### 8.6. Actifs d'impôts différés non reconnus par le Groupe

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Déficits fiscaux reportables	36,5	35,6
Différences temporaires	17,6	16,9
<b>TOTAL DES ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS PAR LE GROUPE</b>	<b>54,1</b>	<b>52,5</b>

## NOTE 9 *Goodwill* et actifs immobilisés

### 9.1. *Goodwill*

#### Conventions/principes comptables

Le *goodwill* est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent aux trois segments opérationnels présentés dans la note 5.2 « Informations sectorielles par lignes de services ». Le *goodwill* est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représente au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le *goodwill* est suivi pour des besoins de gestion interne.

#### Tests de dépréciation

Le *goodwill* n'est pas amortissable et fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de sa valeur comptable et de sa valeur recouvrable par UGT à la date de clôture.

En 2024, la valeur recouvrable d'une UGT est basée sur la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'usage. La valeur d'usage est calculée à partir de projections de flux de trésorerie établies sur la base du dernier plan quinquennal, tel qu'approuvé par le Comité exécutif et le Conseil d'administration. La juste valeur (diminuée des coûts de vente) correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou de l'UGT), lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de cession. Elle peut être déterminée en utilisant un prix de marché observable pour l'actif (ou l'UGT) ou en utilisant des projections de flux de trésorerie actualisés, qui incluent les entrées ou sorties de trésorerie futures estimées qui devraient résulter de restructurations futures ou de l'amélioration ou de l'accroissement de la performance de l'actif.

Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations, telles que le calcul d'un *Business Plan* duquel sont déduits des flux de trésorerie futurs ainsi que des taux d'actualisation.

Les flux de trésorerie actualisés sont établis par UGT, en tenant compte de la dynamique de chaque marché (croissance élevée pour les services aux commerçants, croissance à un chiffre moyen pour les services financiers et les services de mobilité et de transactions électroniques) ainsi que des synergies potentielles permettant une amélioration des marges.

Les taux d'actualisation sont appliqués par UGT sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe et ajustés pour tenir compte des taux d'imposition spécifiques. Le Groupe considère que le coût moyen pondéré du capital doit être déterminé sur la base d'une prime de risque historique sur actions, afin de refléter les hypothèses à long terme prises en compte dans les tests de dépréciation.

Le test de dépréciation du *goodwill* est préparé chaque année pour la fin d'exercice, ou plus souvent à chaque fois que des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

De tels événements ou circonstances incluent, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- La perte d'un client majeur ;
- La croissance significative des taux d'intérêts.

La perte de valeur est d'abord enregistrée comme un ajustement de la valeur comptable du *goodwill* alloué à l'UGT et le reste de la perte, le cas échéant, est alloué au prorata aux autres actifs à long terme de l'unité.

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	Cessions Dépréciations	Variations de change	31 décembre 2024
Valeur brute	10 213,8	(0,0)	(63,4)	10 150,4
Perte de valeur	(1 155,0)	(0,0)	8,4	(1 146,6)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>9 058,8</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(55,0)</b>	<b>9 003,8</b>

## Éléments financiers

États financiers consolidés

(En millions d'euros)	31 décembre 2022	Cessions Dépréciations	Variations de change	31 décembre 2023
Valeur brute	10 183,4	(0,1)	30,5	10 213,8
Perte de valeur	0,0	(1 147,0)	(8,0)	(1 155,0)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>10 183,4</b>	<b>(1 147,1)</b>	<b>22,5</b>	<b>9 058,8</b>

En 2024, la valeur brute du goodwill n'a pas évolué, à l'exception de la variation de change.

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Services aux Commerçants	7 679,5	7 735,8
Services Financiers	1 294,3	1 293,4
Mobilité & Services Web Transactionnels	30,0	29,6
<b>Total du goodwill par unité génératrice de trésorerie</b>	<b>9 003,8</b>	<b>9 058,8</b>

### Test de dépréciation

Au 31 décembre 2024, la valeur recouvrable des UGT du Groupe a été déterminée sur la base de la valeur d'utilité, conformément à la norme IAS 36. Les valeurs d'utilité ont été déterminées sur la base des flux de trésorerie actualisés (DCF) et proviennent du plan d'affaires sur 5 ans de la société.

Sur cette période de 5 ans, le taux de croissance annuel composé du chiffre d'affaires atteint 6,7% pour le Groupe et l'amélioration de la marge d'EBE ajusté est estimée à +320 points de base, passant de 24,3% du chiffre d'affaires en 2024 à 27,5% en 2029.

La valeur terminale est calculée après la période de cinq ans + 2 années extrapolées, en utilisant un taux de croissance perpétuel estimé à 2,25 %.

Pour toutes les UGT, le taux d'actualisation prend en compte le coût de la dette de loyer : le taux d'actualisation des

Services aux Commerçants a été fixé à 8,40%, celui des Services Financiers à 8,40% et celui de la Mobilité & Services Web Transactionnels à 8,30%. Par rapport à 2023, les taux d'actualisation ont diminué de 85 points de base pour les Services aux Commerçants et de 40 points de base pour les Services Financiers en raison d'une combinaison de facteurs : la baisse des taux d'intérêt, la mise en place du plan Power 24 pour lequel une prime de risque spécifique de 25 points de base avait été ajoutée l'année dernière au taux d'actualisation, et la révision à la baisse de l'ambition de croissance des Services aux Commerçants pour la période 2025-2029 par rapport au plan d'affaires de l'année dernière auquel une prime de risque spécifique de 40 points de base a été attachée. Aucune distinction géographique n'a été intégrée dans le CMPC (Coût Moyen Pondéré du Capital), le Groupe opérant principalement en Europe.

Sur la base des tests de dépréciation effectués en fin d'année, il n'y a eu aucune dépréciation au 31 décembre 2024.

(En %)	Taux de croissance perpétuelle			CMPC
	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Services aux Commerçants	2,25%	2,25%	8,40%	9,25%
Services Financiers	2,25%	2,25%	8,40%	8,80%
Mobilité & Services Web Transactionnels	2,25%	2,25%	8,30%	8,30%

Le tableau de sensibilité révèle la sur-valeur/(perte de valeur) suivante :

(En millions d'euros)	Augmentation du CMPC +50 pb	Diminution du taux de croissance perpétuelle de -50 pb	Augmentation du CMPC et diminution du taux de croissance perpétuelle de 50 pb	Diminution de l'EBE ajusté de -100 pb *
Services aux Commerçants	(281,0)	(143,8)	(836,2)	82,8
Services Financiers	882,7	918,2	732,9	998,7
Mobilité & Services Web Transactionnels	525,3	533,9	483,5	541,7
<b>TOTAL</b>	<b>1 127,0</b>	<b>1 308,3</b>	<b>380,2</b>	<b>1 623,2</b>

\* la réduction de 100 pb ne s'applique qu'aux flux normatifs

Une variation de plus ou moins 50 points de base sur les paramètres clés (taux d'actualisation et croissance à l'infini) n'a pas révélé l'existence de risque de dépréciation pour les Services Financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels. Pour les Services aux Commerçants, ces variations de paramètres impliqueraient une dépréciation de

836,2 millions d'euros. L'impact du taux d'actualisation seul entraînerait une dépréciation de 281,0 millions d'euros, et l'impact de la croissance à l'infini seul entraînerait une dépréciation de 143,8 millions d'euros.

## 9.2. Immobilisations incorporelles

### Conventions/principes comptables

Les immobilisations incorporelles autres que le *goodwill* sont principalement constituées de logiciels, des coûts internes de développement de solutions informatiques ainsi que de logiciels et de relations clients acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

#### Immobilisations incorporelles générées en interne

Les frais de développement immobilisés correspondent à des actifs développés pour l'utilisation propre du Groupe, à des projets d'application spécifique pour des clients ou à des solutions technologiques innovantes mises à la disposition d'un groupe de clients. Ces projets font l'objet d'une analyse au cas par cas pour s'assurer qu'ils répondent bien aux critères de capitalisation.

Les dépenses de développement portées sont amorties dans la marge opérationnelle selon la méthode linéaire sur une durée comprise entre 3 et 12 ans pouvant se décomposer en 2 catégories :

Pour les développements internes de logiciels relatifs à des activités à cycle court ou liés à des contrats à courte durée, la période d'amortissement se situe entre 3 et 7 ans ;

Pour les développements internes basés sur des technologies à lente obsolescence et utilisés sur des activités à cycle long et des contrats de longue durée, la durée d'amortissement est de 5 à 12 ans avec un scénario standard de 7 ans. C'est le cas notamment des plateformes de paiement mutualisées.

#### Immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprise

Une immobilisation incorporelle liée aux relations clients et au carnet de commandes générés lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisée en tant que relations clients.

La valeur de la technologie développée acquise est issue d'une approche par les revenus basée sur la méthode de l'allègement de la redevance. Cette méthode repose sur (i) des hypothèses sur la courbe d'obsolescence de la technologie et (ii) sur le taux de redevance théorique applicable à des technologies similaires, afin de déterminer les flux de trésorerie actualisés que cette technologie devrait générer sur leur durée de vie utile restante prévue. La méthode des coûts peut également être mise en œuvre en tant que méthode secondaire pour obtenir une valeur indicative à des fins de cohérence. Cette méthode repose sur des hypothèses de coûts qui devraient être engagés pour reproduire un nouvel élément similaire ayant une valeur d'usage équivalente à l'actif évalué. Au contraire, si la technologie est considérée comme élément le plus important pour l'entreprise, une méthode de rémunération excédentaire pourrait aussi être mise en œuvre.

Les relations clients, brevets, technologies et marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile prévue, généralement entre 8 et 15 ans ; toute dépréciation connexe est comptabilisée dans les autres charges opérationnelles.

#### Pertes de valeur des actifs autres que le *goodwill*

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur. Cette approche est également appliquée aux coûts de R&D capitalisés pour lesquels le Groupe considère comme indicateur de perte de valeur (i) l'utilisation de la technologie, (ii) les volumes traités et (iii) l'effet potentiel d'un décommissionnement suite à une migration vers d'autres technologies et aux relations clients pour lesquelles le Groupe considère comme indicateur de perte de valeur (i) la perte de clients historiques représentant au moins 5 % du chiffre d'affaires, (ii) la croissance du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente et (iii) la rentabilité de l'année en cours.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

(En millions d'euros)	Logiciels et licences d'utilisation	Relations clients	Technologies acquises et autres	Autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>1 243,9</b>	<b>2 041,2</b>	<b>724,7</b>	<b>56,4</b>	<b>4 066,3</b>
Acquisitions	20,3	3,0	0,0	4,0	27,4
Coûts de développement capitalisés	187,2	0,0	0,0	0,0	187,2
Cessions	(74,6)	0,0	0,0	(4,7)	(79,3)
Différences de change	(6,9)	(11,5)	(2,8)	0,4	(20,8)
Autres	13,2	(5,7)	0,0	(3,6)	4,0
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>1 382,9</b>	<b>2 027,0</b>	<b>721,9</b>	<b>52,7</b>	<b>4 184,6</b>
<b>Amortissements cumulés</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>(656,1)</b>	<b>(610,0)</b>	<b>(326,3)</b>	<b>(49,7)</b>	<b>(1 642,2)</b>
Amortissements de l'exercice	(160,2)	(153,2)	(87,7)	0,5	(400,5)
Dépréciation de l'exercice	(5,4)	(16,2)	(2,9)	0,0	(24,5)
Cessions	71,2	0,0	0,0	1,1	72,3
Différences de change	5,5	3,7	1,1	(0,6)	9,7
Autres	(8,1)	0,0	0,2	3,4	(4,5)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>(753,1)</b>	<b>(775,6)</b>	<b>(415,7)</b>	<b>(45,2)</b>	<b>(1 989,7)</b>
<b>Valeur nette</b>					
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024</b>	<b>587,8</b>	<b>1 431,2</b>	<b>398,4</b>	<b>6,7</b>	<b>2 424,1</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>629,8</b>	<b>1 251,4</b>	<b>306,2</b>	<b>7,5</b>	<b>2 194,9</b>

(En millions d'euros)	Logiciels et licences d'utilisation	Relations clients / brevets	Technologies acquises et autres	Autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>995,8</b>	<b>1 908,7</b>	<b>714,9</b>	<b>77,0</b>	<b>3 696,4</b>
Acquisitions	18,2	125,4	0	17,1	160,7
Coûts de développement capitalisés	192,0	0,0	0,0	0,0	192,0
Cessions	(11,7)	0,0	0,0	(1,1)	(12,8)
Différences de change	0,1	7,1	9,8	0,1	17,1
Autres	49,5	0,0	0,0	(36,6)	12,9
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>1 243,9</b>	<b>2 041,2</b>	<b>724,7</b>	<b>56,4</b>	<b>4 066,3</b>
<b>Amortissements cumulés</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>(540,0)</b>	<b>(405,3)</b>	<b>(240,1)</b>	<b>(43,6)</b>	<b>(1 229,0)</b>
Amortissements de l'exercice	(122,6)	(155,5)	(82,0)	(1,9)	(362,0)
Cessions	5,4	0,1	0,0	0,7	6,2
Différences de change	0,1	(3,5)	(4,2)	(0,4)	(7,9)
Autres	1,0	0,0	0,0	(4,7)	(3,7)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>(656,1)</b>	<b>(610,0)</b>	<b>(326,3)</b>	<b>(49,7)</b>	<b>(1 642,2)</b>
<b>Valeur nette</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>455,9</b>	<b>1 503,4</b>	<b>474,7</b>	<b>33,4</b>	<b>2 467,4</b>
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>587,8</b>	<b>1 431,2</b>	<b>398,4</b>	<b>6,7</b>	<b>2 424,1</b>

La capitalisation de coûts de développement est principalement liée à la modernisation des plateformes technologiques.

En 2024, les frais de R&D ont atteint 229,2 millions d'euros, dont 187,2 millions d'euros capitalisés et 42,0 millions d'euros comptabilisés en charges.

### 9.3. Immobilisations corporelles

#### Conventions/principes comptables

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement sur les durées d'utilité attendues suivantes :

- Constructions : 20 ans ;
- Agencements et installations : 3 à 20 ans ;
- Équipement informatique :
  - Matériel informatique : 3 à 5 ans ;
  - Terminaux : 4 à 5 ans ;
- Autres immobilisations :
  - Véhicules : 4 à 5 ans ;
  - Matériel et mobilier de bureau : 3 à 10 ans.

<i>(En millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>124,8</b>	<b>523,3</b>	<b>46,7</b>	<b>694,9</b>
Acquisitions	6,4	43,0	8,1	57,6
Cessions	(8,1)	(117,1)	(8,0)	(133,3)
Différences de change	(0,1)	2,1	(3,8)	(1,9)
Sortie de périmètre	(0,2)	(1,7)	0,1	(1,8)
Autres	0,5	9,9	(9,6)	0,8
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>123,3</b>	<b>459,4</b>	<b>33,5</b>	<b>616,2</b>
<b>Amortissements cumulés</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>(80,6)</b>	<b>(346,6)</b>	<b>(23,7)</b>	<b>(450,9)</b>
Amortissements de l'exercice	(9,2)	(64,4)	(2,3)	(76,0)
Cessions	8,0	109,6	6,4	123,9
Différences de change	0,0	(2,2)	(0,3)	(2,5)
Sortie de périmètre	0,1	2,3	0,1	2,6
Autres	(0,1)	(2,0)	2,0	(0,0)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>(81,7)</b>	<b>(303,3)</b>	<b>(17,8)</b>	<b>(402,9)</b>
<b>Valeur nette</b>				
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024</b>	<b>44,2</b>	<b>176,7</b>	<b>23,0</b>	<b>243,9</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>41,6</b>	<b>156,1</b>	<b>15,7</b>	<b>213,3</b>

## Éléments financiers

États financiers consolidés

<i>(En millions d'euros)</i>	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>126,0</b>	<b>516,2</b>	<b>35,1</b>	<b>677,4</b>
Acquisitions	9,1	80,5	9,0	98,6
Cessions	(1,4)	(66,6)	(2,2)	(70,2)
Différences de change	(0,4)	(0,5)	7,2	6,2
Autres	(8,5)	(6,3)	(2,3)	(17,2)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>124,8</b>	<b>523,3</b>	<b>46,7</b>	<b>694,9</b>
<b>Amortissements cumulés</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>(79,4)</b>	<b>(353,0)</b>	<b>(18,0)</b>	<b>(450,4)</b>
Amortissements de l'exercice	(8,9)	(64,9)	(2,5)	(76,4)
Cessions	1,2	63,0	1,2	65,4
Différences de change	0,2	1,6	(0,4)	1,5
Autres	6,3	6,7	(4,1)	9,0
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>(80,6)</b>	<b>(346,6)</b>	<b>(23,7)</b>	<b>(450,9)</b>
<b>Valeur nette</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>46,6</b>	<b>163,2</b>	<b>17,2</b>	<b>227,0</b>
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>44,2</b>	<b>176,7</b>	<b>23,0</b>	<b>243,9</b>

Les immobilisations corporelles du Groupe incluent principalement les équipements informatiques utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de données, ainsi que des terminaux de paiement

loués aux commerçants. Les terrains et constructions sont essentiellement composés des infrastructures techniques des centres de données.

## NOTE 10 Droits d'usage et dettes de location

### 10.1. Droits d'usage sous IFRS 16

#### Conventions/principes comptables

Les droits d'utilisation et les dettes de location sont répartis en trois sous-catégories, terrains et constructions (exemple : immeubles de bureaux), matériel informatique (exemple : serveurs et ordinateurs) et autres immobilisations (exemple : terminaux de paiement).

Le Groupe a arbitré pour déterminer la durée de certains contrats de location de biens immobiliers dans lesquels il est locataire et qui incluent des options de renouvellement ou de résiliation anticipée, analysant si ces sites, principalement des bureaux, étaient stratégiques ou non. Dans la plupart des cas, les contrats sont adossés à des locations immobilières considérées comme non stratégiques. Le Groupe retient alors la date de fin contractuelle.

La dette de location est évaluée initialement à la valeur actualisée du montant des loyers non encore versés en utilisant le taux d'emprunt marginal du Groupe. Ces taux ont été déterminés pour toutes les devises et zones géographiques du Groupe et par échéance. Les taux d'emprunt marginaux ont été calculés en prenant pour chaque monnaie une cotation de référence par échéance (taux in fine) et en ajoutant un *spread* correspondant au coût du financement de l'entité. Lorsque le Groupe identifie un changement dans les hypothèses de calcul résultant d'un changement de circonstances significatif (exercice probable des options d'extension ou de résiliation, montant de la garantie de valeur résiduelle, etc.), les droits d'usage et dettes de location sont réévalués.

À la suite de l'avis du comité d'interprétation des IFRS, le Groupe a comparé les durées de location de ses contrats et les durées d'utilité résiduelles des améliorations locatives non amovibles sous-jacentes, et n'a pas identifié d'écart majeur.

Le Groupe utilise l'option d'exemption de l'IFRS 16 dans les cas suivants, qui sont comptabilisés de manière linéaire en résultat sur la durée du contrat de location :

- Contrats de location de courte durée relatifs aux autres droits d'utilisation ;
- Contrats portant sur des biens de faible valeur.

Les droits d'usage sont ventilés comme suit :

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>384,8</b>	<b>138,4</b>	<b>62,7</b>	<b>586,0</b>
Acquisitions	72,0	53,5	63,7	189,2
Diminutions	(38,4)	(17,8)	(13,9)	(70,1)
Différences de change	0,5	0,6	(0,2)	0,9
Autres	(0,4)	0,0	0,0	(0,4)
Sorties de périmètre	0,1	(8,4)	0,0	(8,3)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>418,7</b>	<b>166,3</b>	<b>112,3</b>	<b>697,2</b>
<b>Amortissements cumulés</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>(193,4)</b>	<b>(54,7)</b>	<b>(25,9)</b>	<b>(273,9)</b>
Charge d'amortissement de l'exercice	(47,8)	(41,7)	(20,0)	(109,5)
Amortissements de l'exercice	25,0	10,6	10,3	45,9
Différences de change	(0,4)	(0,4)	0,0	(0,8)
Autres	0,2	(0,4)	0,0	(0,2)
Sorties de périmètre	(0,1)	5,4	0,0	5,3
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>(216,5)</b>	<b>(81,3)</b>	<b>(35,5)</b>	<b>(333,3)</b>
<b>Valeur nette</b>				
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024</b>	<b>191,5</b>	<b>83,7</b>	<b>36,9</b>	<b>312,1</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>202,2</b>	<b>85,0</b>	<b>76,7</b>	<b>364,0</b>

## Éléments financiers

États financiers consolidés

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immobilisations	Total
<b>Valeur brute</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>375,1</b>	<b>81,7</b>	<b>44,6</b>	<b>501,4</b>
Acquisitions	33,5	73,6	27,1	134,2
Cessions	(26,0)	(18,2)	(9,4)	(53,6)
Différences de change	1,8	1,7	(0,0)	3,5
Autres	0,4	(0,3)	0,5	0,5
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>384,8</b>	<b>138,4</b>	<b>62,7</b>	<b>586,0</b>
<b>Amortissements cumulés</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>(162,5)</b>	<b>(25,5)</b>	<b>(19,8)</b>	<b>(207,7)</b>
Amortissements de l'exercice	(46,6)	(37,8)	(13,8)	(98,2)
Cessions	16,6	8,9	8,3	33,9
Différences de change	(0,9)	(0,5)	0,0	(1,3)
Autres	(0,1)	0,1	(0,6)	(0,6)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>(193,4)</b>	<b>(54,7)</b>	<b>(25,9)</b>	<b>(273,9)</b>
<b>Valeur nette</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>212,7</b>	<b>56,2</b>	<b>24,8</b>	<b>293,7</b>
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>191,5</b>	<b>83,7</b>	<b>36,9</b>	<b>312,1</b>

En 2024, la variation de la valeur brute des droits d'usage comparée au 31 décembre 2023 est liée à de nouveaux contrats de location de biens immobiliers, de terminaux et de matériel informatique, principalement les contrats LTIA (Long Term Infrastructure Agreement).

### 10.2. Dettes de location

Les dettes de location sont ventilées comme suit :

(En millions d'euros)	Total dettes de location
<b>Valeur brute</b>	
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>326,4</b>
Acquisitions	133,8
Diminutions	(117,3)
Différences de change	2,1
Autres	(0,1)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>344,9</b>
Acquisitions	189,2
Diminutions	(130,3)
Différences de change	0,2
Autres	0,2
Sorties de périmètre	(1,9)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>402,3</b>

### 10.3. Échéancier des dettes de location

(En millions d'euros)	<1 an	De 1 à 5 ans	>5 ans	TOTAL
<b>TOTAL</b>	<b>108,5</b>	<b>247,5</b>	<b>46,4</b>	<b>402,3</b>

## NOTE 11 Stocks, créances opérationnelles et autres actifs courants

### 11.1. Stocks

#### Conventions/principes comptables

Les stocks, constitués principalement de terminaux de paiement, sont évalués à la valeur la plus faible entre leur coût et la valeur nette de vente. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les frais connexes.

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Terminaux & consommables	76,9	101,7
Dépréciation de stocks	(4,7)	(3,9)
<b>TOTAL DES STOCKS</b>	<b>72,2</b>	<b>97,7</b>

### 11.2. Clients et comptes rattachés

#### Conventions/principes comptables

##### Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés sont initialement enregistrés à leur juste valeur, puis ultérieurement à leur valeur amortie. La valeur nominale représente généralement la juste valeur initiale. En cas de paiement différé à plus d'un an, lorsque l'effet sur la juste valeur est significatif, les créances clients et comptes rattachés sont actualisés. Lorsque cela est nécessaire, une provision est constituée sur une base individuelle afin de prendre en compte les problèmes de recouvrement probables.

##### Provisions pour créances douteuses

Pour les soldes impayés de plus de 31 jours, le Groupe examine la nécessité d'une dépréciation au cas par cas au moyen d'une revue trimestrielle de ses soldes.

##### Affacturation de créances commerciales

Le Groupe effectue régulièrement des transactions d'affacturation dans diverses zones géographiques, dans le cadre desquelles il transfère la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux créances commerciales couvertes à un partenaire financier. Les transactions d'affacturation sont principalement effectuées en France, aux Pays-Bas, en Belgique, en Suisse, Espagne et au Royaume-Uni, et présentent les caractéristiques suivantes :

- Le risque de crédit est supporté par le partenaire financier sans recours contre le Groupe ;
- Il n'y a pas de taux variable lié aux retards de paiement ;
- Il n'y a pas de compte courant avec le partenaire financier, qui ne peut débiter aucun compte du Groupe en cas de défaillance des débiteurs finaux.

Dans le cadre de ces accords d'affacturation, le Groupe estime qu'il peut décomptabiliser les créances commerciales affacturées lorsque les droits et obligations y afférents sont transférés au partenaire financier.

##### Actifs de contrats

Les actifs de contrats comprennent les factures commerciales à émettre (tels que définis par la norme IFRS 15), ainsi que les coûts capitalisés en relation avec les contrats avec les clients.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actifs de contrat	311,7	298,0
Créances clients	427,4	445,8
Provisions pour créances douteuses	(57,1)	(52,9)
<b>Valeur nette de l'actif</b>	<b>681,9</b>	<b>690,9</b>
Passifs de contrat (*)	(153,9)	(155,3)
<b>Créances clients nettes</b>	<b>528,1</b>	<b>535,7</b>
<b>Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)</b>	<b>29</b>	<b>31</b>

\* les passifs de contrat sont présentés dans les autres dettes courantes, voir note 17.2 "autres actifs courants"

Les créances nettes représentent 11,4% du chiffre d'affaires en 2024 (contre 11,6% à fin 2023).

Au 31 décembre 2024, le Groupe a vendu des créances sans recours pour un montant total de 44,4 millions d'euros et a reçu de son partenaire financier des liquidités pour un montant de 44,1 millions d'euros.

### Balance âgée clients

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dépassement du délai de règlement entre 0 et 30 jours	25,0	25,2
Dépassement du délai de règlement entre 30 et 60 jours	12,7	17,2
Dépassement du délai de règlement entre 60 et 90 jours	11,3	6,4
Dépassement du délai de règlement supérieur à 90 jours	43,1	41,8
<b>TOTAL CRÉANCES ÂGÉES BRUTES</b>	<b>92,1</b>	<b>90,6</b>

### 11.3. Autres actifs courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Etat - Créances de TVA	41,2	39,7
Charges constatées d'avance	75,0	72,0
Autres créances et actifs courants	109,7	114,9
Acomptes reçus	8,8	2,9
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS COURANTS</b>	<b>234,7</b>	<b>229,5</b>

Les autres actifs courants sont principalement composés de crédit d'impôt recherche, de créances sociales et d'acomptes versés pour le compte de partenaires commerciaux. Au 31 décembre 2024, le Groupe a vendu sans recours d'autres créances (crédit d'impôt recherche) pour un montant total de 11,9 millions d'euros et a reçu de son partenaire financier 10,9 millions d'euros en liquidités.

Les charges payées d'avance concernent principalement des éléments comme les licences logicielles, les frais de location, les contrats de support et la maintenance à long terme.

## NOTE 12 Activités d'intermédiation

### Conventions/principes comptables

Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le groupe assure l'intermédiation entre les commerçants, les émetteurs de cartes de crédit et les consommateurs finaux. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final ainsi que les fonds reçus et non encore remis aux commerçants sont inscrits à l'actif du bilan dans des comptes spécifiques, c'est-à-dire exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux commerçants. Le Groupe isole sur des lignes dédiées les actifs et passifs courants liés à ses activités d'intermédiation.

Les actifs du bilan liés aux activités d'intermédiation comprennent :

- Des créances sur les émetteurs de cartes de crédit, liées à des transactions effectuées pour le compte de commerçants mais non encore réglées par les sociétés émettrices des cartes ;
- Des fonds reçus pour des transactions non encore réglées pour le compte de commerçants et les transactions remboursables aux consommateurs.

Les passifs du bilan liés aux activités d'intermédiation comprennent principalement :

- Des passifs liés aux fonds provenant des consommateurs qui n'ont pas encore été transférés aux commerçants ;
- Des dettes liées aux dépôts de garantie des commerçants ;
- Des financements bancaires relatifs aux fonds versés aux commerçants.

À travers ces activités d'intermédiation, Worldline et ses filiales font face à des fluctuations de trésorerie dues au délai qui peut exister entre le paiement fait aux commerçants et la réception des fonds de la part des systèmes de paiement (Visa, MasterCard ou les autres systèmes de paiement).

Il arrive par ailleurs que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe peut avoir recours à un financement bancaire spécifique et dédié.

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Créances liées à l'activité d'intermédiation	2 042,2	3 916,9
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	2 297,4	1 961,6
<b>TOTAL DES CRÉANCES LIÉES À L'ACTIVITÉ D'INTERMÉDIATION</b>	<b>4 339,7</b>	<b>5 878,5</b>
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	3 842,7	5 554,1
Découverts liés à l'activité d'intermédiation	496,9	324,4
<b>TOTAL DES DETTES LIÉES À L'ACTIVITÉ D'INTERMÉDIATION</b>	<b>4 339,7</b>	<b>5 878,5</b>

La diminution des actifs et passifs est principalement liée à un effet de calendrier (le 1er janvier 2024 était un lundi,

contre un mercredi pour le 1er janvier 2025), les règlements étant effectués uniquement les jours ouvrables.

## NOTE 13 Capitaux propres

### 13.1. Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère

Au cours de l'exercice 2024, 592 988 nouvelles actions ont été créées suite à l'exercice du plan d'actions de performance.

Au 31 décembre 2024, le nombre total d'actions atteignait 283 567 969, ayant chacune une valeur nominale de 0,68 euro. Le capital social de Worldline S.A. est passé de 192 422 987,08 euros au 1er janvier 2024 à 192 826 218,90 euros au 31 décembre 2024.

### 13.2. Participations ne donnant pas le contrôle

#### Conventions/principes comptables

La quote-part dans les résultats revenant aux actionnaires minoritaires est indiquée, dans les capitaux propres, dans la colonne « Participations ne donnant pas le contrôle ». De même, la quote-part dans les dividendes à verser aux actionnaires minoritaires est indiquée, dans les capitaux propres, dans la colonne « Participations ne donnant pas le contrôle ».

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	Résultat 2024	Augmentation de capital	Dividendes	Regroupement d'entreprises	Autres	31 décembre 2024
PAYONE	775,3	12,3	0,0	(16,4)	0,0	0,0	771,9
Worldline Australia Pty Ltd	227,2	(25,9)	19,4	0,0	0,0	0,0	215,3
Worldline Merchant Services Italia S.p.A	(4,7)	(0,9)	0,0	0,0	0,0	0,6	(4,9)
Worldline Merchant Acquiring Greece	(7,9)	(0,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	(8,1)
Autres	(0,9)	(0,5)	1,7	0,0	1,4	0,0	1,7
<b>TOTAL DES PARTICIPATIONS MINORITAIRES</b>	<b>989,1</b>	<b>(15,1)</b>	<b>21,2</b>	<b>(16,4)</b>	<b>1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>976,0</b>

En 2024, l'augmentation de capital totale est principalement due à un montant de 19,4 millions d'euros dans Worldline Australia Pty Ltd, souscrit par son actionnaire non contrôlant ANZ. Le pourcentage d'intérêt du Groupe dans l'entité est resté inchangé, le Groupe Worldline ayant souscrit une augmentation de capital proportionnelle.

Le regroupement d'entreprises correspond à l'exercice par Worldline de son option d'achat sur les 45 % restants des intérêts non contrôlants dans SoftPOS.eu, pour un montant de 11,0 millions d'euros. Pour rappel, en octobre 2022, Worldline a acquis une participation de 55 % dans SoftPOS.eu, une fintech basée à Varsovie qui transforme les appareils Android en terminaux de paiement sécurisés.

(En millions d'euros)	31 décembre 2022	Résultat 2023	Augmentation de capital	Dividendes	Regroupement d'entreprises	Autres	31 décembre 2023
PAYONE	881,2	(88,4)	0,0	(18,4)	0,0	1,0	775,3
Worldline Australia Pty Ltd	273,2	(39,5)	0,0	0,0	0,0	(6,5)	227,2
Worldline Merchant Services Italia S.p.A	(0,1)	(5,4)	25,0	(0,5)	0,0	(23,7)	(4,7)
Worldline Merchant Acquiring Greece	(0,0)	(7,9)	0,0	0,0	0,0	0,0	(7,9)
Autres	0,4	(0,8)	0,0	0,0	0,4	(0,8)	(0,8)
<b>Total des participations minoritaires</b>	<b>1 154,7</b>	<b>(142,0)</b>	<b>25,0</b>	<b>(18,9)</b>	<b>0,4</b>	<b>(30,0)</b>	<b>989,1</b>

Les intérêts minoritaires et participations au 31 décembre 2023 s'élevaient à 989,1 millions d'euros, liés à la participation dans Worldline Australia Pty Ltd. et PAYONE.

### 13.3. Résultat net par action

Le nombre moyen pondéré d'actions s'élève à 282 567 287 actions pour la période. Au 31 décembre 2024, (et comme au 31 décembre 2023), aucun des instruments du Groupe

n'était potentiellement dilutif, car tous les instruments convertibles en actions étaient potentiellement relatifs.

<i>(En millions d'euros)</i>	Exercice 2024	% du chiffre d'affaires	Exercice 2023	% du chiffre d'affaires
<b>RÉSULTAT NET [A]</b>	<b>(297,0)</b>	<b>(6,4%)</b>	<b>(817,3)</b>	<b>(17,7%)</b>
<b>RÉSULTAT NET DILUÉ [B]</b>	<b>(297,0)</b>	<b>(6,4%)</b>	<b>(817,3)</b>	<b>(17,7%)</b>
Nombre moyen d'actions [c]	282 567 142		282 110 764	
Impact des instruments dilutifs	0		0	
<b>Nombre moyen d'actions diluées [d]</b>	<b>282 567 142</b>		<b>282 110 764</b>	
<i>(En euros)</i>				
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION (RNPA) [A] / [C]</b>	<b>(1,05)</b>		<b>(2,90)</b>	
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION (RNPA) DILUÉ [B] / [D]</b>	<b>(1,05)</b>		<b>(2,90)</b>	

## NOTE 14 Régimes de retraites et autres avantages à long terme

### Conventions/principes comptables

Les régimes d'avantages sociaux octroyés par le Groupe comportent des plans à cotisations définies et des plans à prestations définies.

Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont constatées au compte de résultat du Groupe, en « Marge opérationnelle », sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services afférents ont été rendus par les bénéficiaires.

L'évaluation des engagements du Groupe au titre des régimes à prestations définies s'effectue sur la base d'une méthode actuarielle unique dite des unités de crédit projetées. Cette méthode repose sur des hypothèses spécifiques qui sont périodiquement mises à jour, en liaison étroite avec les actuaires externes du Groupe.

Les actifs du régime sont évalués à leur juste valeur, sur la base des évaluations et des calculs de plafonnement des actifs fournis par les dépositaires externes des fonds de pension et à la suite d'enquêtes complémentaires effectuées le cas échéant.

Le coût des régimes de retraite et des autres avantages à long terme est reconnu en « Marge opérationnelle », à l'exception de la charge d'intérêt sur les engagements nets qui est comptabilisée en « Autres produits et charges financiers ».

La provision nette du Groupe au titre des engagements de retraite et autres avantages à long terme s'élève à 175,4 millions d'euros au 31 décembre 2024 (184,4 millions d'euros au 31 décembre 2023). Ce passif total net est la différence entre une obligation totale au titre des prestations définies de 757,6 millions d'euros et une juste valeur totale des actifs du régime de 582,8 millions d'euros, avec un plafonnement des actifs de 0,6 million d'euros.

Au 31 décembre 2024 les engagements du Groupe se situent principalement en Suisse (48 % de l'engagement total), en Allemagne (19 %), en Belgique (13 %), au Royaume-Uni (9 %), et en France (7 %).

Le montant comptabilisé en charges au titre des régimes à contributions définies s'élève à 46,2 millions d'euros pour l'exercice 2024 (2023 : 20,8 millions d'euros).

### 14.1. Caractéristiques des principaux plans et risques associés

**En Suisse**, les obligations découlent d'un régime à prestations définies, dépassant la prestation de retraite obligatoire minimale requise par la loi suisse (BVG). Les cotisations de retraite sont payées à la fois par les employés et par l'employeur, et sont calculées en pourcentage du salaire couvert. Le taux de cotisation dépend de l'âge du salarié. À leur départ à la retraite, l'épargne individuelle des salariés est multipliée par le taux de conversion, tel que défini par le règlement de la caisse de retraite, et peut être versée soit sous forme de rente viagère, soit sous forme de capital. En cas d'invalidité, le régime de retraite verse une rente d'invalidité jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite. En cas de décès avant la retraite, le régime de retraite verse une rente de conjoint à vie.

**En Allemagne**, la majorité des obligations proviennent d'un régime à prestations définies fermé aux nouveaux entrants. Ce régime est soumis aux obligations locales, qui n'imposent pas de niveau de financement, mais exigent la souscription d'une assurance pour garantir les droits en cas de défaut (PSV). Le régime est partiellement financé soit par un contrat d'assurance, soit par un contrat de fiducie contractuel (CTA). Le CTA est régi par un tiers professionnel indépendant. La stratégie d'investissement du contrat d'assurance est définie par le comité d'investissement du CTA, composé de représentants des employeurs.

**En Belgique**, la majorité des engagements provient d'une part d'un régime à prestations définies, fermé aux nouveaux entrants, et d'autre part de régimes à cotisations définies avec une obligation de l'entreprise de garantir un rendement minimum sur l'ensemble des cotisations salariales et patronales, ouvert aux nouveaux entrants.

Le régime à prestations définies est soumis aux règles de solvabilité locales qui reposent sur un taux d'actualisation de 6,0 % et une table de mortalité officielle. En cas de déficit, une mise à niveau doit être effectuée immédiatement. Le régime est assuré auprès d'une compagnie d'assurance spécialisée, qui détermine la stratégie d'investissement.

Les régimes à cotisations définies avec rendement garanti sont soumis aux règles de solvabilités locales. En cas de sous-financement au moment du départ en retraite du salarié, le déficit doit être comblé. Le régime est assuré auprès d'une compagnie d'assurance spécialisée, qui garantit un rendement technique (fixé par l'assureur à un niveau inférieur au rendement minimum légal) ainsi qu'une éventuelle participation aux bénéfices. La compagnie d'assurance détermine la stratégie d'investissement.

Les engagements du Groupe proviennent également de plans à prestations définies **au Royaume-Uni** (fermés aux nouveaux entrants), et **en France** (ouverts aux nouveaux entrants), et dans une moindre mesure, de régimes légaux ou contractuels d'indemnités de fin de carrière ou d'avantages à long terme de type médailles du travail.

Ces régimes n'exposent pas le groupe Worldline à des risques particuliers au-delà des risques traditionnels liés aux régimes à prestations définies, qui incluent notamment les risques d'augmentation de l'inflation, de la longévité, ou encore la baisse des taux d'actualisation ou des rendements financiers.

Worldline reconnaît l'ensemble des gains et pertes actuarielles ainsi que les effets des limitations d'actifs générés au cours de la période en « autres éléments du résultat global » pour les plans de retraite, et en charge pour

les autres avantages long terme.

## 14.2. Événements en 2024

Suite au lancement de Power24 au cours de la première moitié de l'année, le Groupe a mis en place un plan de restructuration, entraînant une réduction de la dette nette du Groupe de 7,4 millions d'euros, reconnue comme un produit provenant de la réduction du plan dans les autres produits d'exploitation.

Le marché des taux d'intérêt des obligations d'entreprises a été volatile durant l'exercice fiscal 2024 dans toutes les principales zones/pays. Depuis le 31 décembre 2023, les taux d'actualisation ont augmenté de manière significative au Royaume-Uni d'environ 100 bps, tandis qu'ils ont diminué dans la zone euro d'environ 5 ~ 20 points de base (bps) et de 55 bps en Suisse.

En raison des conditions de marché au 31 décembre 2024, le principal plan en Suisse est en situation de surplus conformément à la norme IAS 19. Sur la base du calcul IFRIC 14, le surplus d'environ 11,1 millions d'euros a été pleinement reconnu dans le bilan.

Au Royaume-Uni, la position nette cumulée du régime à prestations définies est une dette nette de 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2024 (contre une dette nette de 5,1 millions d'euros au 31 décembre 2023). Cette amélioration est principalement due aux conditions de marché actuelles, avec un effet combiné de l'augmentation du taux d'actualisation et d'une sous-performance des actifs du plan, entraînant un gain d'environ 3,1 millions d'euros.

## 14.3. Montants reconnus dans les états financiers

Les montants reconnus au bilan, déterminés régime par régime, se décomposent comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi	11,1	6,2
Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi	(177,6)	(182,5)
Charges à payer - autres régimes à long terme	(8,8)	(8,1)
<b>MONTANT TOTAL RECONNU AU BILAN</b>	<b>(175,4)</b>	<b>(184,4)</b>
<b>Rapprochement avec les montants reconnus dans les états financiers (tous régimes)</b>		
Situation financière nette - régimes postérieurs à l'emploi	(166,0)	(144,5)
Situation financière nette - autres régimes à long terme	(8,8)	(8,1)
Plafonnement de l'actif au 31 Décembre	(0,6)	(31,8)
<b>CHARGES (À PAYER) / PAYÉES D'AVANCE (TOUS RÉGIMES)</b>	<b>(175,4)</b>	<b>(184,4)</b>

Les impacts nets consolidés qui expliquent la variation du passif net du Groupe comptabilisé sont les suivants :

(En millions d'euros)	2024	2023
<b>Actif/(passif) net au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(184,4)</b>	<b>(137,5)</b>
Charge nette périodique	(30,7)	(28,9)
Prestations payées par l'employeur	6,7	2,7
Cotisations versées par l'employeur	15,2	19,5
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	18,1	(40,6)
Effets de change	(0,3)	0,4
<b>Actif/(passif) net au 31 décembre</b>	<b>(175,4)</b>	<b>(184,4)</b>

## Éléments financiers

États financiers consolidés

Dont une charge périodique nette impactant le compte de résultat du Groupe (hors taux de change) de 30,7 millions d'euros :

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	31,4	21,5
Coût des services passés, liquidation	(7,4)	(0,2)
(Gains) / pertes liés sur autres régimes à long terme	(0,0)	2,5
<b>Charge opérationnelle</b>	<b>24,0</b>	<b>23,8</b>
Coût de l'actualisation	19,2	19,9
Revenus d'intérêt	(13,0)	(15,7)
Charge d'intérêt sur l'effet du plafonnement de l'actif	0,6	0,9
<b>Charge financière nette</b>	<b>6,7</b>	<b>5,1</b>
<b>CHARGE/(PRODUIT) NETTE PÉRIODIQUE TOTALE</b>	<b>30,7</b>	<b>28,9</b>
<i>Dont lié aux régimes postérieurs à l'emploi</i>	<i>30,1</i>	<i>25,6</i>
<i>Dont lié aux autres régimes à long terme</i>	<i>0,5</i>	<i>3,2</i>

La dette du Groupe relative aux obligations définies (avant prise en compte des actifs de régime) a connu les variations suivantes :

(En millions d'euros)	2024	2023
Engagements au titre des régimes postérieurs à l'emploi au 1 <sup>er</sup> janvier	728,2	635,7
Engagements au titre des autres régimes à long terme au 1 <sup>er</sup> janvier	8,1	4,7
<b>Engagements au titre des régimes à prestations définies au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>736,3</b>	<b>640,4</b>
Effets de change	7,2	16,7
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	31,4	21,5
Coût de l'actualisation	19,2	19,9
Cotisations des salariés	8,6	9,0
Effet des modifications de régimes, liquidation	(16,4)	(0,2)
Regroupement d'entreprises / (cessions)	(0,0)	(0,0)
Prestations payées	(50,5)	(25,1)
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses financières	8,4	37,9
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses démographiques	3,2	(1,9)
(Gains) / pertes actuariels - effets d'expérience	10,1	18,2
<b>Engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre</b>	<b>757,6</b>	<b>736,3</b>
Engagements au titre des régimes postérieurs à l'emploi au 31 décembre	748,8	728,2
Engagements au titre des autres régimes à long terme au 31 décembre	8,8	8,1

La maturité moyenne des engagements est de 13,8 années.

Les actifs de régime du Groupe ont quant à eux variés de la manière suivante :

(En millions d'euros)	2024	2023
<b>Juste valeur des actifs de régime au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>583,7</b>	<b>543,1</b>
Effets de change	6,8	17,1
Rendement financier réel des actifs de régime	21,3	17,3
Cotisations employeur	15,2	19,5
Cotisations des salariés	8,6	9,0
Prestations payées par les fonds externes	(43,8)	(22,4)
Extinction des engagements	(9,0)	0,0
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIME AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>582,8</b>	<b>583,7</b>

#### 14.4. Hypothèses actuarielles

Les engagements du groupe Worldline sont évalués par des actuaires indépendants sur la base d'hypothèses mises à jour périodiquement. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	Royaume-Uni		Zone euro		Suisse	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Taux d'actualisation au 31 décembre	5,50%	4,50%	3.15% ~ 3.50%	3.20% ~ 3.70%	0,95%	1,50%
Hypothèse d'inflation au 31 décembre	3,45%	3,45%	2,10%	2,10%	0,75%	1,50%

L'hypothèse d'inflation est utilisée pour déterminer l'impact de l'indexation des retraites en cours de paiement ou des augmentations de salaires selon les règles propres à chaque plan.

La sensibilité des engagements des principaux plans aux hypothèses de taux d'actualisation et d'inflation est la suivante :

	Taux d'actualisation +50 pts	Taux d'inflation +25 pts
Principaux régimes au Royaume-Uni	(6,5%)	3,0%
Principaux régimes en Suisse	(6,3%)	0,1%
Principaux régimes en Allemagne	(7,8%)	3,1%
Principaux régimes en Belgique	(4,3%)	1,0%
Principaux régimes en France	(7,2%)	3,9%

Ces sensibilités sont fondées sur des calculs effectués par des actuaires indépendants et n'incluent pas les effets croisés des diverses hypothèses. Elles comprennent cependant les impacts de l'inflation estimée sur les hypothèses d'augmentation salariale, d'augmentation des retraites et sur d'autres hypothèses.

#### 14.5. Actifs de régime

Les actifs de régimes sont répartis comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actions	29,7%	28,8%
Obligations	16,0%	15,3%
Immobilier	20,6%	23,5%
Liquidités et assimilés	15,8%	15,2%
Autres	17,9%	17,2%

#### 14.6. Synthèse des impacts nets sur le compte de résultat et les flux de trésorerie

L'impact net des régimes à prestations définies sur les états financiers du Groupe est le suivant :

##### Compte de résultat

(En millions d'euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Postérieur à l'emploi	Autres régimes à long terme	Total	Postérieur à l'emploi	Autres régimes à long terme	Total
Marge opérationnelle	(30,9)	(0,5)	(31,4)	(20,8)	(3,0)	(23,8)
Résultat financier	(6,4)	(0,2)	(6,7)	(4,9)	(0,2)	(5,1)
Autres produits opérationnels	7,3	0,2	7,4	0,0	0,0	0,0
<b>IMPACT TOTAL SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>(30,1)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(30,7)</b>	<b>(25,6)</b>	<b>(3,2)</b>	<b>(28,9)</b>

##### Impact sur les flux de trésorerie

En 2024, l'impact en trésorerie des retraites est principalement composé de contributions en trésorerie à des fonds de retraite ou d'assurance pour 15,2 millions d'euros, la partie restante de 6,7 millions d'euros étant constituée de paiements de prestations directement effectués par le Groupe aux bénéficiaires.

En 2025, les cotisations aux fonds de pension ou d'assurance devraient s'élever à 18,9 millions d'euros.

## NOTE 15 Provisions

## Conventions/principes comptables

Le Groupe utilise des hypothèses et des méthodes actuarielles pour mesurer les provisions. Des provisions sont reconnues lorsque :

- Le Groupe a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources comportant des avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet valeur temps est significatif. Les variations des effets d'actualisation à chaque période comptable sont comptabilisées dans les charges financières.

## Litiges et réclamations

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de réclamations et de procédures judiciaires et arbitrales qui sont survenues dans le cours normal de ses activités. Ces réclamations et procédures sont régulièrement examinées par la Direction juridique et font l'objet de provisions si le Groupe estime qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour couvrir le risque encouru et que cette sortie peut être estimée de manière fiable, étant entendu que les événements qui surviennent au cours de la procédure peuvent nécessiter une réévaluation du risque.

(En millions d'euros)	31 décembre 2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (*)	31 décembre 2024	Courantes	Non courantes
Litiges sociaux	11,6	174,8	(134,8)	(28,1)	0,7	24,2	20,3	3,9
Risques et litiges	67,1	11,9	(3,7)	(13,8)	5,2	66,6	10,1	56,5
Autres	13,0	0,1	(2,6)	(2,1)	(5,8)	2,6	0,0	2,6
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>91,7</b>	<b>186,8</b>	<b>(141,2)</b>	<b>(43,9)</b>	<b>0,1</b>	<b>93,5</b>	<b>30,4</b>	<b>63,1</b>

(\*) Les mouvements Autres correspondent principalement aux reclassements au sein des catégories et aux ajustements de conversion des devises.

(En millions d'euros)	31 décembre 2022 retraité	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (*)	31 décembre 2023	Courantes	Non courantes
Risques et litiges	100,2	15,5	(29,1)	(10,0)	2,1	78,7	7,4	71,3
Autres	7,1	8,9	(2,5)	(3,3)	2,7	13,0	6,5	6,5
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>107,4</b>	<b>24,4</b>	<b>(31,6)</b>	<b>(13,3)</b>	<b>4,9</b>	<b>91,7</b>	<b>13,9</b>	<b>77,8</b>

(\*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

En 2024, la variation des provisions pour litiges sociaux est principalement liée au plan Power24. Le plan Power24 est en grande partie finalisé à fin 2024. Par conséquent, le montant initial des coûts estimés comptabilisés en provisions a été divisé en deux parties au bilan au 31 décembre 2024 :

- Le montant restant à payer en 2025 et au-delà a été comptabilisé en Autres passifs courants pour 55,6 millions d'euros et;
- La part du montant incertain est maintenue en Provisions pour 20,1 millions d'euros (Voir note 4 "Autres événements significatifs de l'année).

La position de clôture des provisions pour litiges et risques, qui s'élève à 66,6 millions d'euros, comprend des litiges, des garanties données sur des cessions et d'autres différends avec des clients et fournisseurs.

La direction juridique et les avocats du Groupe, ainsi que les fonctions connexes (telles que les Directions des Ressources Humaines et Fiscale), gèrent attentivement ces cas avec pour objectifs de réduire au maximum le passif final.

## NOTE 16 Actifs et passifs financiers

### 16.1. Risques financiers et politique de gestion Groupe

#### Risque de change

La majeure partie du chiffre d'affaires, des dépenses et des obligations du Groupe est libellée en euros. En 2024, 68,2 % du chiffre d'affaires du Groupe a été réalisé dans des pays de la zone euro, contre 31,8 % dans des pays hors zone euro, dont 12 % en francs suisses, 3,8 % en dollars australiens et 2,9 % en livres sterling.

Les états financiers du Groupe étant libellés en euros, son chiffre d'affaires est impacté par la valeur relative de l'euro par rapport à la devise des pays hors zone euro dans lesquels il réalise son chiffre d'affaires (risque de conversion).

En termes d'exposition aux transactions en devises (c'est-à-dire une asymétrie entre les devises dans lesquelles les revenus sont générés et les coûts sont encourus), le Groupe considère que son exposition est limitée puisque ses coûts et ses revenus dans la zone euro sont généralement encourus et générés en euros. Dans les pays hors zone euro, le Groupe réalise majoritairement ses ventes et supporte la majorité de ses charges d'exploitation en monnaie locale.

L'objectif du Groupe est de couvrir les risques significatifs futurs (engagements d'achat ou de vente) et les risques déjà inscrits au bilan (devises et créances en devises). Les risques de change couverts sont générés par : l'achat et la vente en devises de biens et services ; les actifs ou passifs financiers en devises (notamment liés au financement des filiales) ; les investissements dans des filiales étrangères et opérations de fusions et acquisitions. Les instruments financiers utilisés en couverture sont des contrats d'achat et de vente à terme, des options de change et des *swaps* (Voir notes 16.6 et 16.2).

#### Risque de taux d'intérêt

Le 20 décembre 2018, Worldline (en tant qu'emprunteur) a conclu un crédit renouvelable de cinq ans (le « Crédit ») d'un montant de 600 millions d'euros, arrivant à échéance en décembre 2023. Worldline disposait d'une option pour demander l'extension de la date de maturité du Crédit jusqu'en décembre 2025. En octobre 2019, une première prolongation a été demandée et approuvée par les banques. La date d'échéance devint décembre 2024. En octobre 2020, une seconde extension a été sollicitée et approuvée par les banques pour un montant de 554 millions d'euros. La nouvelle date d'échéance finale était fixée à décembre 2025.

En janvier 2021, suite aux approbations des prêteurs, un crédit renouvelable existant au niveau d'Ingenico S.A. (en tant qu'emprunteur) d'un montant de 750 millions d'euros, à échéance juillet 2023, a été amendé comme suit : modification de l'emprunteur qui est désormais Worldline S.A., réduction du montant de 750 millions d'euros à 450 millions d'euros, conditions de marge et engagements financiers actualisés (« *covenants* »), report de l'échéance à janvier 2024. Le 27 décembre 2022, les prêteurs ont donné leur accord pour la prolongation de la facilité jusqu'en décembre 2025.

Le 4 juillet 2024, Worldline a signé une ligne de crédit revolving (RCF) de 1,125 milliard d'euros avec une échéance prolongée jusqu'en juillet 2029. Ce RCF comprend deux options de prolongation d'un an à la discrétion des prêteurs. Elle est soutenue par un pool de 17 banques internationales, y compris de nouveaux prêteurs.

Ce RCF remplace les lignes de crédit revolving existantes de 450 millions d'euros et 600 millions d'euros, dont l'échéance était en décembre 2025. Les deux lignes ont donc été annulées le même jour. Au 31 décembre 2024, aucune de ces lignes n'avait été utilisée.

Si les crédits devaient être tirés, le Groupe serait soumis au risque de taux d'intérêt, étant donné que le taux d'intérêt applicable est basé sur l'Euribor. En outre, le Groupe pourrait également faire face à une hausse des taux d'intérêt dans le cas où la notation de Worldline attribuée par Standard & Poor's se dégraderait.

Worldline a conclu un programme de « *Negotiable European Commercial Papers* » (NEU CP) le 12 avril 2019 afin d'optimiser ses charges financières et d'améliorer la trésorerie du Groupe pour un montant initial maximum de 600 millions d'euros porté à 1 000 millions d'euros en décembre 2020. Au 31 décembre 2024, l'encours du programme était de 60 millions d'euros.

Le Groupe est soumis aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions de titres négociables à court terme. Les autres éléments de l'endettement financier brut sont principalement des obligations à taux fixe.

#### Risque de liquidité

Bien que le Groupe ait démontré sa capacité à générer des niveaux importants de trésorerie disponible, sa capacité à rembourser ses emprunts telle que présentée dans ce document (voir note 16.4 dettes financières) dépendra de ses performances opérationnelles futures et pourrait être affectée par d'autres facteurs (environnement économique, conditions du marché de la dette, respect de la législation, changements réglementaires, etc.). En outre, le Groupe pourrait être amené à consacrer une partie importante de sa trésorerie au paiement du principal et des intérêts de sa dette, et en l'absence de nouvelle émission de dette, cela pourrait réduire les fonds disponibles pour financer ses opérations courantes, ses investissements, ses acquisitions ou le paiement de ses dividendes.

Le Groupe bénéficie d'une notation de crédit de qualité de Standard & Poor's Global Ratings (BBB - avec perspective négative), suite à la dernière mise à jour publiée par Standard & Poor's le 24 Septembre 2024. Cette notation témoigne de la robustesse du modèle d'entreprise du Groupe et de son bilan.

Le Groupe considère que la gestion du risque de liquidité dont les besoins de liquidité liée à l'activité d'intermédiation dépend principalement de l'accès à des sources de financement diversifiées en termes d'origine et de maturité. Cette approche constitue la base de la politique de financement du Groupe.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

### Risque de crédit et/ou de contrepartie

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie ayant un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe. Le Groupe considère que son exposition au risque de crédit est limitée en raison du caractère étendu et diversifié de sa clientèle. La plus grande exposition du Groupe au risque de crédit est liée à sa clientèle d'institutions financières.

Le Groupe est également exposé à certains risques de crédit liés à ses activités d'acquisition commerçant. Pour chaque transaction acceptée par la banque du client, le Groupe accorde au commerçant une garantie d'exécution relative au paiement effectué par le porteur de la carte. La garantie d'exécution se matérialise sous la forme de l'enregistrement comptable en dette d'intermédiation due aux commerçants de la transaction dès acceptation par la banque du porteur de carte. La dette d'intermédiation est payée généralement lors du transfert journalier aux commerçants des fonds relatifs à l'opération de paiement autorisée. Le Groupe peut toutefois être exposé à un risque de crédit en cas d'absence de paiement du titulaire de la carte ou du système de

paiement. De surcroît, le Groupe offre une garantie de « service rendu » au porteur de la carte. Ainsi, en cas de faillite (ou de cessation d'activité) du commerçant avant la livraison du produit ou la réalisation du service acheté par le porteur de carte, ce dernier peut exiger le remboursement du montant de la transaction. L'exposition au risque de crédit est particulièrement significative lorsque les services sont acquis par e-Commerce bien avant leur livraison effective (tels que les services d'achat de billets auprès d'agences de voyages). Des dépôts sont également opérés par les marchands lors de l'initiation ou au cours d'une relation de clientèle avec le Groupe.

Pour les autres activités, le Groupe peut également être exposé au risque de crédit en cas de défaut de paiement de ses clients. Le Groupe gère ce risque par une évaluation individuelle ou de masse du marché basée sur la probabilité de défaut des clients, les conditions de paiement, les flux de revenus et la récurrence des factures. Plus un client est risqué, plus les délais de paiement sont courts, renforcés par des paiements sécurisés (prépaiements, garanties bancaires, assurances).

## 16.2. Éléments financiers et juste-valeur

Les actifs et passifs financiers du Groupe sont détaillés dans le tableau suivant.

Pour rappel, les niveaux de juste valeur à des fins d'évaluation de la juste valeur sont :

- Niveau 1 : données entièrement observables sur des marchés actifs ;

- Niveau 2 : données observables non qualifiées pour le niveau 1 (données sur des marchés inactifs, données sur des marchés actifs pour des éléments similaires, *spreads* de crédit, etc.) ;
- Niveau 3 : données non observables.

(En millions d'euros)	Note	31 décembre 2024	31 décembre 2023	Méthode d'évaluation
Participations non consolidées nettes des dépréciations	Note 16.3.1	355,3	711,4	Juste valeur par résultat, niveau 3
Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence		29,1	29,3	Mise en équivalence
Autres actifs financiers non courants	Note 16.3.1	6,2	27,3	Juste valeur par résultat, niveau 3
Instruments dérivés - Actif	Note 16.3.2	2,6	0,3	Juste valeur par résultat ou capitaux propres (si documentée par une relation de couverture), niveau 2
Autres actifs financiers courants	Note 16.3.2	33,0	57,8	Juste valeur par résultat, niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 16.3.3	1 766,4	1 726,5	
<b>ACTIFS FINANCIERS - TOTAL</b>		<b>2 192,7</b>	<b>2 552,5</b>	
Obligations	Note 16.4.1	1 602,4	1 820,4	Coût amorti
Obligations convertibles	Note 16.4.1	1 128,9	1 374,1	Split Accounting: Coût amorti + instrument de capitaux propres
Autres emprunts	Note 16.4.1	55,5	55,5	Coût amorti
Options de vente sur intérêts minoritaires	Note 16.4	245,1	236,8	Valeur actuelle du montant du rachat, niveau 3
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 16.4	86,1	50,4	Coût amorti, niveau 3
Instruments dérivés - Passif	Note 16.6	0,2	1,8	Juste valeur par résultat ou capitaux propres (si documentée par une relation de couverture), niveau 2
Découverts	Note 16.4	258,1	169,5	
<b>Passifs financiers hors dettes de location</b>		<b>3 376,4</b>	<b>3 708,5</b>	
Dette de loyer	Note 10.2	402,3	344,9	Coût amorti
<b>PASSIFS FINANCIERS - TOTAL</b>		<b>3 778,7</b>	<b>4 053,4</b>	

La comparaison entre la valeur comptable des éléments financiers courant et non-courant comptabilisés au coût amorti et leur juste-valeur au 31 décembre 2024 est indiquée ci-dessous (hors dettes locatives soumises à exemption selon IFRS 7.29) :

(En millions d'euros)	Part à plus d'un an	Part à moins d'un an	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur et méthode d'évaluation
Obligations	1 590,3	12,1	1 602,4	1 569,1	Niveau 1, cotation de marché
Obligations convertibles	735,6	393,3	1 128,9	1 077,9	Niveau 1, cotation de marché
Autres emprunts	0,0	55,5	55,5	54,7	Niveau 2, référence à un marché coté
<b>TOTAL</b>	<b>2 325,9</b>	<b>461,0</b>	<b>2 786,8</b>	<b>2 701,7</b>	

La valeur comptable correspond à la valeur totale de la dette financière dans les états financiers consolidés. Toutes les obligations convertibles OCEANE ont été comptabilisées à l'émission selon la méthode du « *split accounting* », avec une composante dette financière comptabilisée au coût amorti, et une composante capitaux propres dont la valeur comptable a été fixée à la date d'émission.

La valeur nominale des obligations non convertibles s'élève à 1 602,4 millions d'euros. La valeur totale de ces obligations figurant au bilan et comprend également des intérêts courus pour 12.1 millions d'euros.

La répartition des obligations simples et convertibles est présentée dans la note 16.4.1 avec leurs principales caractéristiques.

### 16.3. Actifs financiers

#### Conventions/principes comptables

##### Investissements dans des sociétés non consolidées

Le Groupe détient des actions dans des sociétés sans influence notable ni contrôle. Les placements dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur juste valeur via le compte de résultat. Pour les actions cotées, la juste valeur correspond au cours de l'action à la date de clôture.

##### Action de préférence Visa

L'analyse appliquée suivant IFRS 9 est celle d'un instrument de dette. Le traitement comptable des instruments de dette est déterminé par le modèle économique de l'instrument financier et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie entrants des instruments financiers. Il est entendu que les actions de préférence convertibles Visa ne satisfont pas au critère SPPI (paiement unique de principal et d'intérêts) parce que les flux de trésorerie générés par ces actions comprennent une indexation de la valeur des actions Visa, et que cette indexation entraîne une variabilité qui ne représente pas uniquement un paiement du principal et des intérêts. Dans cette situation, le traitement comptable est la juste valeur par le biais du compte de résultat.

##### Actions de préférence Ingenico

Les actions de préférence sont évaluées dans le bilan à leur juste valeur. L'évaluation de la juste valeur est basée sur le DCF (y compris le taux sans risque et l'évaluation de la volatilité) du plan d'affaires de la société en utilisant le modèle Black & Scholes avec différentes probabilités, la date estimée de sortie et de vente de la société par Apollo, et la part de la valeur de vente entre Apollo et Worldline conformément au pacte d'actionnaires.

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en banque et les instruments financiers tels que les titres de marché monétaire. Ces instruments financiers sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme et ont une échéance courte, généralement inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition. Certains instruments, tels que les dépôts à terme, ayant une échéance initiale plus longue, mais prévoyant un retrait anticipé et une garantie du capital, peuvent également être classés dans la catégorie des équivalents de trésorerie dans certaines circonstances. Les titres du marché monétaire sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges financiers ».

Les titres de marché monétaires sont évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. Les dépôts à terme sont évalués au coût amorti.

Pour les entités ayant souscrit à l'accord de convention de trésorerie du Groupe, les positions bilancielle de disponibilités et de découverts bancaires relative à cet accord sont globalisées et seule la position nette créditrice ou débitrice est présentée dans le bilan consolidé du Groupe.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus auprès de contreparties de banques et d'institutions financières, dont la majorité est notée de A- à AA-. La dépréciation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (autres que les valeurs mobilières de placement évaluées à la juste valeur par résultat) est calculée sur la base de la probabilité de défaut de S&P.

B

## Éléments financiers

États financiers consolidés

### 16.3.1. Actifs financiers non courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actifs de régime de retraite	11,1	6,2
Juste valeur des participations non consolidées nette des dépréciations	355,3	711,4
Autres	6,2	27,3
<b>TOTAL ACTIF FINANCIER NON COURANT</b>	<b>372,6</b>	<b>744,9</b>

Les participations non consolidées sont principalement :

- Des actions préférentielles de Poseidon Holdco dont la juste valeur est estimée à 290.0 millions d'euros au 31 décembre 2024 (639 millions en 2023). Ces actions ont été apportées à Worldline par Apollo le 30 septembre 2022, dans le cadre de la cession de TSS et représentent 12,7 % du capital de Poseidon Holdco et 5 % de ses droits de vote.
- Des actions Visa pour 6,2 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 27,3 millions d'euros au 31 décembre 2023. En 2024, Worldline a vendu une partie de ses actions Visa.

Le poste « autres » comprend les dépôts et les titres détenus par Worldline. Le montant de 27,3 millions d'euros en 2023 comprend principalement la part non-courante du paiement différé à recevoir du fonds Apollo sur les deux prochaines années, en contrepartie de la cession de TSS pour un montant de 21,7 millions d'euros ; qui a été reclassé en actifs financiers courants en 2024.

### 16.3.2. Actifs financiers courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dérivés - Actif	2,6	0,3
Autres actifs financiers courants	33,0	57,8
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS COURANTS</b>	<b>35,6</b>	<b>58,1</b>

Les autres actifs financiers courants comprennent, au 31 décembre 2024, 22,4 millions d'euros liés au paiement différé à recevoir des fonds Apollo en janvier 2025, en contrepartie de la cession de TSS au 30 septembre 2022.

En 2023, les autres actifs financiers courants correspondent principalement au paiement différé par les fonds Apollo, qui a été reçu en mars 2024 (49,6 millions d'euros)

### 16.3.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Disponibilités et autres équivalents de trésorerie	1 521,4	1 756,0
Valeurs mobilières de placement monétaires	245,0	140,0
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>1 766,4</b>	<b>1 896,0</b>
Découverts	(258,1)	(169,5)
<b>TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE NETS</b>	<b>1 508,3</b>	<b>1 726,5</b>

Dans un certain nombre de pays (Inde, Chine, Brésil, Argentine pour les principaux) où le Groupe opère, il peut y avoir des restrictions à la convertibilité et/ou la transférabilité immédiate des devises ; la trésorerie restante utilisable dans le pays. Si ces dernières sont jugées comme excessives au regard des besoins dans le pays, des risques locaux de liquidité ou du niveau de rémunération obtenu localement, la situation est gérée via des prêts intragroupes ou via des distributions de dividendes.

En outre, le Groupe a mis en gage un dépôt en espèces afin de garantir le paiement des loyers à des tiers. Il peut être substitué à tout moment par une garantie bancaire (voir note 18 « Engagements hors bilan »).

## 16.4. Dettes financières

### Conventions/principes comptables

#### Obligations et autres dettes long terme

Les obligations et autres dettes long terme sont comptabilisées initialement à la juste valeur, nette des frais d'émission directement rattachables. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti. Le calcul du taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements d'intérêts, l'amortissement des coûts d'émission, ainsi que toute prime/décote à l'émission.

Les obligations convertibles sont comptabilisées selon la méthode du *split accounting*, comprenant une dette financière au coût amorti et un instrument de capitaux propres évalué à l'émission de l'obligation. La valeur de l'instrument de capitaux propres n'est pas mise à jour jusqu'à la décomptabilisation de l'obligation convertible.

#### Classement des passifs financiers courants et non courants

Conformément à IAS 1, un passif financier est classé comme courant s'il est exigible dans les douze mois suivant la clôture ou si l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer son règlement au-delà de cette période. Les autres passifs financiers sont classés en non courants. Les amendements IAS 1 (Classement des passifs en courant ou non courant) précisent notamment que le classement en passif non courant doit être fondé sur les droits existants à la clôture de différer le règlement du passif pour au moins douze mois après la date de clôture.

Les obligations convertibles sont classées en non courant si leur échéance contractuelle dépasse douze mois et que l'entité peut en différer le remboursement sans condition. Elles sont classées en courant en cas de possibilité de remboursement anticipé ou d'absence de droit inconditionnel de report.

#### Options de vente sur les participations ne donnant pas le contrôle

Les options de vente sont comptabilisées comme des dettes financières évaluées à la valeur actuelle du montant du rachat. Le Groupe a estimé que pour les options de vente existantes, avant l'exercice de l'option de vente, il n'y avait pas de transfert des risques et des avantages de la part de capitaux propres correspondante dans la filiale. Ainsi, les montants des participations ne donnant pas le contrôle correspondant sont comptabilisés dans les capitaux propres du Groupe. La juste valeur des options de vente est la valeur actuelle du paiement futur attendu, et les gains et pertes sur les variations de juste valeur, incluant les effets de désactualisation, sont comptabilisés dans les capitaux propres, en participations ne donnant pas le contrôle. En cas de perte sur variation de juste valeur, toute partie excédant le montant des intérêts minoritaires relatifs au put est comptabilisée dans les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Mère.

(En millions d'euros)	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations	12,1	1 590,3	1 602,4	725,7	1 094,7	1 820,4
Obligations convertibles	393,3	735,6	1 128,9	0,0	1 374,1	1 374,1
Autres emprunts	55,5	0,0	55,5	0,5	55,0	55,5
Options de vente sur intérêts minoritaires	74,7	170,5	245,1	5,1	231,7	236,8
Autres passifs financiers	86,1	0,0	86,1	50,4	0,0	50,4
Découverts	258,1	0,0	258,1	169,5	0,0	169,5
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS HORS DETTES DE LOCATION</b>	<b>879,9</b>	<b>2 496,3</b>	<b>3 376,2</b>	<b>951,2</b>	<b>2 755,5</b>	<b>3 706,7</b>

Les comptes courants ayant une maturité à court terme – moins d'un mois – ne font pas l'objet de rémunération.

Les autres emprunts à court terme sont composés des emprunts *Schuldschein* (voir la section B.3.3 « Politique de Financement »).

En 2024, les options de vente sur intérêts minoritaires pour 245,1 millions d'euros sont relatives aux acquisitions de *Worldline Merchant Acquiring Greece* (Eurobank) et *Worldline Merchant Service Italia S.p.A* (Axepta). Au 31 décembre 2023, ces options étaient valorisées à 236,8 millions d'euros et étaient liées aux acquisitions d'Eurobank, d'Axepta et de SoftPOS.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

### 16.4.1. Suivi des emprunts obligataires et obligations convertibles

Principales caractéristiques	Maturité	Jun 2027	Septembre 2028	Novembre 2029
	Nature	Emprunt obligataire 7 ans	Emprunt obligataire 5 ans	Emprunt obligataire 5 ans
Nature		Obligation à taux fixe non garantie	Obligation à taux fixe non garantie	Obligation à taux fixe non garantie
Date d'émission		Jun 2020	Septembre 2023	Novembre 2024
Date d'échéance		Jun 2027	Septembre 2028	Novembre 2029
<b>Montant de l'émission (en millions d'euros)</b>		<b>500,0</b>	<b>600,0</b>	<b>500,0</b>
<b>Trésorerie reçue (en millions d'euros)</b>		<b>496,5</b>	<b>597,8</b>	<b>495,7</b>
Coupon		0,9%	4,1%	5,3%
Taux de rémunération à l'échéance		1,0%	4,2%	5,4%
Ratio de conversion		N/A	N/A	N/A
Option de remboursement anticipée		N/A	N/A	N/A
Méthode de comptabilisation		Coût amorti (IFRS 9)	Coût amorti (IFRS 9)	Coût amorti (IFRS 9)
<b>Frais (en millions d'euros)</b>		<b>1,8</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>
Option d'achat (en millions d'euros)		0,0	0,0	0,0
Composante dette à la souscription (en millions d'euros)		494,6	597,3	494,2
Composante capitaux propres à la souscription (en millions d'euros)		0,0	N/A	N/A
Taux d'intérêt effectif (TIE)		1,0%	4,2%	5,5%

Principales caractéristiques	Maturité	Mai 2025	Mai 2025	Juillet 2025	Juillet 2026	Juillet 2026
	Nature	Schuldschein 7 ans	Schuldschein 7 ans	Obligations convertibles 5 ans (**)	Obligations convertibles 5,7 ans	Obligations convertibles 7 ans (**)
Nature		Contrat de prêt	Contrat de prêt	OCEANE	OCEANE	OCEANE
Date d'émission				Juillet 2020	Décembre 2020 (*)	Juillet 2019
Date d'échéance		Mai 2025	Mai 2025	Juillet 2025	Juillet 2026	Juillet 2026
<b>Montant de l'émission (en millions d'euros)</b>		<b>25,0</b>	<b>30,0</b>	<b>395,0</b>	<b>200,0</b>	<b>546,4</b>
<b>Trésorerie reçue (en millions d'euros)</b>		<b>25,0</b>	<b>30,0</b>	<b>419,9</b>	<b>225,8</b>	<b>584,6</b>
Coupon		1,7%	1,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux de rémunération à l'échéance		1,7%	1,7%	(1,2%)	(2,1%)	(1,1%)
Ratio de conversion		N/A	N/A	1 action par obligation	1 action par obligation	1 action par obligation
Option de remboursement anticipée		N/A	N/A	De juillet 2023 à la date d'échéance	De juillet 2024 à la date d'échéance	De juillet 2024 à la date d'échéance
Méthode de comptabilisation		Coût amorti (IFRS 9)	Coût amorti (IFRS 9)	Split accounting (IAS 32)	Split accounting (IAS 32)	Split accounting (IAS 32)
<b>Frais (en millions d'euros)</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,7</b>	<b>0,7</b>	<b>5,2</b>
Option d'achat (en millions d'euros)		0,0	0,0	4,8	2,1	4,2
Composante dette à la souscription (en millions d'euros)		25,0	30,0	380,9	195,5	505,2
Composante capitaux propres à la souscription (en millions d'euros)		N/A	N/A	36,6	29,6	74,7
Taux d'intérêt effectif (TIE)		1,7%	1,7%	0,7%	0,4%	1,1%

(\*) Lié aux obligations convertibles émises en juillet 2020

(\*\*) En novembre 2024, 9% et 34% respectivement des obligations convertibles 7 ans OCEANE 2019 et 5 ans OCEANE 2020 ont été rachetées par anticipation par le groupe. Les informations présentées ici correspondent uniquement à la part restante dans les obligations convertibles du Groupe (Voir note 4)

#### 16.4.2. Passifs financiers libellés en devises étrangères

(En millions d'euros)	EUR	SEK	AUD	Autres monnaies	Total
31 décembre 2024	3 024,1	188,0	107,6	56,4	3 376,1
31 décembre 2023 (Retraité) (*)	3 463,6	90,1	74,2	78,7	3 706,7

#### 16.4.3. Échéancier des passifs financiers non courants

(En millions d'euros)	2026	2027	2028	2029	>2029	Total
Obligations convertibles	735,6	0,0	0,0	0,0	0,0	735,6
Obligations	0,0	498,1	597,9	494,3	0,0	1 590,3
Autres emprunts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Options de vente sur intérêts minoritaires	166,5	4,0	0,0	0,0	0,0	170,5
<b>Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2024</b>	<b>902,1</b>	<b>502,1</b>	<b>597,9</b>	<b>494,3</b>	<b>0,0</b>	<b>2 496,3</b>

(En millions d'euros)	2025	2026	2027	2028	>2028	Total
Obligations convertibles	593,3	780,9	0,0	0,0	0,0	1 374,2
Obligations	0,0	0,0	497,3	597,4	0,0	1 094,7
Autres emprunts	55,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,0
Options de vente sur intérêts minoritaires	81,4	150,3	0,0	0,0	0,0	231,8
<b>Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2023</b>	<b>729,6</b>	<b>931,2</b>	<b>497,3</b>	<b>597,4</b>	<b>0,0</b>	<b>2 755,6</b>

Au 31 décembre 2024, l'échéancier des remboursements d'emprunts (basés sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés) est le suivant :

(En millions d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024	Flux de trésorerie non actualisés attendus, y compris les paiements d'intérêts					Total
		Échéance à 1 an	Échéance à 2 ans	Échéance à 3 ans	Échéance à 4 ans	Échéance à 5 ans	
Obligations convertibles	1 128,9	396,0	747,4	0,0	0,0	0,0	1 143,4
Obligations	1 604,1	55,4	55,4	553,2	643,8	524,1	1 831,8
Autres emprunts	53,8	55,4	0,0	0,0	0,0	0,0	55,4
Options de vente sur intérêts minoritaires	245,1	75,4	186,5	4,0	0,0	0,0	265,9
Passifs financiers courants	86,1	86,1	0,0	0,0	0,0	0,0	86,1
Instruments dérivés - Passif	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Découverts	258,1	258,1	0,0	0,0	0,0	0,0	258,1
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS HORS DETTES DE LOCATION</b>	<b>3 376,4</b>	<b>926,5</b>	<b>989,3</b>	<b>557,2</b>	<b>643,8</b>	<b>524,1</b>	<b>3 640,9</b>

## 16.5. Variation de l'endettement net sur la période

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité) (*)
Passifs financiers non courants	(2 496,3)	(2 755,5)
Part à moins d'un an des passifs financiers	(879,9)	(951,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 766,4	1 896,0
Dette de loyers	(402,3)	(344,9)
<b>TOTAL ENDETTEMENT NET</b>	<b>(2 012,1)</b>	<b>(2 155,6)</b>

(\*) Inklus la dette de loyers IFRS 16 (Voir note 4 Autres éléments significatifs de l'année)

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité) (*)
<b>Endettement net en début de période</b>	<b>(2 155,6)</b>	<b>(2 528,3)</b>
Nouvelles obligations	(499,9)	(604,9)
Remboursement d'obligations	971,7	887,6
Augmentation des options de vente sur intérêts minoritaires	(13,4)	(63,7)
Diminution des options de vente sur intérêts minoritaires	5,1	12,9
Augmentation des autres passifs financiers	(41,6)	(19,5)
Diminution des autres passifs financiers	5,7	21,2
Variation des dettes de loyers	(57,4)	(18,5)
Variation de trésorerie à court terme	(227,9)	163,7
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères	9,7	10,9
Impact net des intérêts sur la période	(8,6)	(17,1)
<b>ENDETTEMENT NET EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>(2 012,1)</b>	<b>(2 155,6)</b>

(\*) Inklus la dette de loyers IFRS 16 (Voir note 4 Autres éléments significatifs de l'année)

Les variations de la trésorerie/(dette) au cours de la période sont principalement dues à :

- Une augmentation des billets de trésorerie de 35,0 millions d'euros ;
- Une augmentation des options de vente sur les intérêts minoritaires de (13,4) millions d'euros, due à la réévaluation des options de vente sur les intérêts minoritaires liés à *Worldline Merchant Acquiring Greece* (Eurobank) et *Worldline Merchant Service Italia S.p.A* (Axepta). La diminution concerne l'exercice de l'option d'achat SoftPOS.
- Les obligations ont augmenté de 499,9 millions d'euros en raison de la souscription d'une nouvelle obligation de 500 millions d'euros le 27 novembre 2024, arrivant à échéance le 27 novembre 2029 (voir note 4 "autres éléments significatifs de l'année").

Les obligations et les obligations convertibles ont diminué de 971,7 millions d'euros, en lien avec :

- Le remboursement (pour les portions résiduelles de 359.7 millions et 354.7 millions) des obligations de 500 millions d'euros et de 600 millions d'euros à la date d'échéance (septembre 2024 - voir note 4 "autres éléments significatifs de l'année") ;
- Le rachat des OCEANE 2025 et 2026 respectivement pour un montant de 204,1 millions d'euros et 52,6 millions d'euros (voir note 4 "autres éléments significatifs de l'année").

Suite au changement de la définition de la dette nette du Groupe (Voir note 4 "Autres éléments significatifs de l'année"), l'exercice 2023 a été ajusté de la manière suivante:

(En millions d'euros)	31 décembre 2023 (Publié)	Dette de loyers (IFRS 16)	31 décembre 2023 (Retraité)
Passifs financiers non courants	(2 755,5)	0,0	(2 755,5)
Part à moins d'un an des passifs financiers	(951,2)	0,0	(951,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 896,0	0,0	1 896,0
Dette de loyers	0,0	(344,9)	(344,9)
<b>TOTAL ENDETTEMENT NET</b>	<b>(1 810,7)</b>	<b>(344,9)</b>	<b>(2 155,6)</b>

(En millions d'euros)	31 décembre 2023 (Publié)	Dette de loyers (IFRS 16)	31 décembre 2023 (Retraité)
<b>Endettement net en début de période</b>	<b>(2 201,9)</b>	<b>(326,4)</b>	<b>(2 528,3)</b>
Nouvelles obligations	(604,9)	0,0	(604,9)
Remboursement d'obligations	887,6	0,0	887,6
Augmentation des options de vente sur intérêts minoritaires	(63,7)	0,0	(63,7)
Diminution des options de vente sur intérêts minoritaires	12,9	0,0	12,9
Augmentation des autres passifs financiers	(19,5)	0,0	(19,5)
Diminution des autres passifs financiers	21,2	0,0	21,2
Variation des dettes de loyers	0,0	(18,5)	(18,5)
Variation de trésorerie à court terme	163,7	0,0	163,7
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères	10,9	0,0	10,9
Impact net des intérêts sur la période	(17,1)	0,0	(17,1)
Autres mouvements liés aux opérations de financement	0,0	0,0	0,0
<b>ENDETTEMENT NET EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>(1 810,7)</b>	<b>(344,9)</b>	<b>(2 155,6)</b>

## 16.6. Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

### Conventions/principes comptables

#### Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son risque de change découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Ces instruments sont initialement évalués à leur juste valeur, c'est-à-dire au prix qui serait reçu lors de la vente d'un actif ou payé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les acteurs du marché à la date d'évaluation.

La comptabilisation des variations de juste valeur des instruments dérivés est différente selon que le Groupe applique ou non la comptabilité de couverture.

Concernant les instruments dérivés désignés comme **instruments de couverture**, le Groupe applique trois types de comptabilité de couverture:

- **Couverture de flux de trésorerie futurs (« CFH »)** : la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée directement en autres éléments du résultat global, puis recyclée en résultat lorsque le risque couvert impacte le résultat. La part inefficace est comptabilisée directement en résultat financier.
- **Couverture d'investissement net dans une filiale ou participation en devise** : la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en autres éléments du résultat global, puis recyclée en résultat en totalité, en cas de cession entraînant une déconsolidation de l'investissement net, ou à hauteur de la part Groupe, dans le cas contraire. La part inefficace est comptabilisée directement en résultat financier.
- **Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs** : l'élément couvert est comptabilisé à la juste valeur dans l'état de la situation financière. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat, et compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments dérivés pour la partie efficace

La comptabilité de couverture est applicable si la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place, et si l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine et pendant toute la durée de la couverture.

Concernant les **autres instruments dérivés**, les variations de juste valeur sont constatées en résultat financier.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

La juste valeur des contrats de change à terme est évaluée sur la base de modèles généralement observables sur des marchés actifs pour un instrument similaire à la date de clôture (niveau 2).

La comptabilisation initiale des instruments de couverture de change et la comptabilisation ultérieure des variations de leur valeur sont effectuées conformément à la norme IFRS 9.

Conformément à la norme IFRS 13, le Groupe prend en compte le risque de défaillance lors de l'évaluation de ses instruments dérivés de couverture. Cela implique ce qui suit :

- Le risque de défaut du Groupe sur un dérivé qui est un passif (risque de crédit propre) ;
- Le risque de défaut de la contrepartie sur un dérivé qui est un actif (risque de crédit de la contrepartie)

La méthode du Groupe pour évaluer le risque de crédit propre et le risque de crédit de contrepartie est basée sur un calcul du risque de crédit implicite sur les obligations de premier rang à taux fixe négociées sur le marché secondaire.

Si un instrument de couverture est utilisé pour couvrir le risque découlant des activités opérationnelles ou des activités de financement du Groupe, son impact sur le résultat est comptabilisé dans les « charges financières nettes ». Les surcotes/décotes des instruments financiers sont comptabilisées dans le résultat financier.

### Juste-valeur des instruments dérivés à la date de clôture

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Instruments dérivés de taux d'intérêt</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Instruments dérivés de change</b>	<b>2,4</b>	<b>(1,5)</b>
Actif courant	2,6	0,3
Passif courant	(0,2)	(1,8)
<b>TOTAL INSTRUMENTS DE COUVERTURES</b>	<b>2,4</b>	<b>(1,5)</b>

### Ventilation des Instruments par politique de couverture

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
<b>Instruments de couverture de flux de trésorerie</b>	<b>0,2</b>	<b>(0,3)</b>
Contrat de change à terme	0,3	(0,1)
Swap de change	(0,1)	(0,3)
<b>Instruments non assimilés à une couverture de flux de trésorerie</b>	<b>2,2</b>	<b>(1,3)</b>
Swap de change	2,2	(1,3)
<b>TOTAL INSTRUMENTS DE COUVERTURES</b>	<b>2,4</b>	<b>(1,5)</b>

## NOTE 17 Dettes fournisseurs et autres passifs courants

### 17.1. Fournisseurs et comptes rattachés

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dettes fournisseurs	661,8	756,0
Paievements d'avance*	(8,8)	(2,9)
Charges constatées d'avance*	(75,0)	(72,0)
<b>Dettes fournisseurs nettes</b>	<b>578,0</b>	<b>681,1</b>
<b>Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)</b>	<b>60</b>	<b>82</b>

(\*) Note 11.3 "autres actifs courants "

Les dettes fournisseurs et les effets à payer devraient être réglés dans un délai d'un an.

Les charges constatées d'avance sont principalement les licences de logiciels, les charges de location, les contrats de support et la maintenance à long terme.

Le Groupe ne participe à aucun accord de financement inversé au 31 décembre 2024.

Le délai de règlement fournisseurs s'élève à 60 jours en 2024 (82 jours en 2023). Cette diminution est principalement liée à la baisse des dettes fournisseurs, reflétant une gestion plus optimisée des règlements fournisseurs en 2024, et ce malgré une augmentation des achats sur les derniers mois de 2024.

### 17.2. Autres passifs courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Passifs de contrats	153,9	155,3
Personnel et comptes rattachés	201,5	143,3
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	81,1	62,5
Taxe sur la valeur ajoutée	80,2	80,1
Autres dettes d'exploitation	124,6	145,6
<b>TOTAL DES AUTRES PASSIFS À COURT TERME</b>	<b>641,3</b>	<b>586,7</b>

Les passifs de contrats regroupent principalement les avances relatives aux phases initiales des contrats de traitement de transactions, des produits constatés d'avance et des notes de crédit.

Les autres dettes d'exploitation incluent principalement les dettes sur immobilisations et les frais de services liés aux cartes de compte d'entreprise que Worldline fournit aux commerçants du secteur de l'hôtellerie et de la vente de détail, en particulier au Royaume-Uni.

Les passifs liés aux employés, ainsi que ceux relatifs à la sécurité sociale et à d'autres prestations sociales, augmentent en 2024, principalement en raison du plan Power24. En 2024, l'identification des employés qui quitteront le Groupe étant en grande partie achevée, les montants à verser en 2025 et au-delà sont désormais comptabilisés comme des dettes, et non plus comme étant des provisions (comme c'était le cas lors de l'annonce du plan).

## NOTE 18 Engagements hors bilan

### 18.1. Engagements contractuels

Le tableau ci-dessous présente les paiements minima futurs pour les exercices à venir au titre d'obligations et d'engagements fermes.

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	Échéances			31 décembre 2023
		< à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans	
Contrats de location	38,4	9,9	28,5	0,0	8,7
Obligations d'achat irrévocables	241,7	45,3	175,2	21,2	235,7
<b>ENGAGEMENTS TOTAUX</b>	<b>280,1</b>	<b>55,1</b>	<b>203,8</b>	<b>21,2</b>	<b>244,4</b>

Les obligations d'achat irrévocables concernent principalement les engagements envers SIX Group AG (voir note 19 « Parties liées ») et le partenariat Google Cloud.

En complément des informations présentées ci-dessus, dans le contexte de la cession de TSS, Worldline s'est engagé à acheter auprès de TSS un certain pourcentage de ses achats annuels de terminaux.

### 18.2. Garanties

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
<b>Garanties bancaires</b>	<b>77,8</b>	<b>84,4</b>
Opérationnelles - Performance	18,1	22,6
Opérationnelles - Appels d'offres	0,3	0,3
Opérationnelles - Avances sur paiement	0,6	0,0
Financières ou autres	58,8	61,5
<b>Garanties parentales</b>	<b>682,9</b>	<b>654,9</b>
Opérationnelles - Performance	118,8	134,9
Opérationnelles - Orientées autres <i>business</i>	475,5	438,6
Financières ou autres	88,5	81,4
<b>Nantissements</b>	<b>1,1</b>	<b>2,3</b>
<b>TOTAL DES GARANTIES</b>	<b>761,9</b>	<b>741,6</b>

Pour divers contrats à long terme, le Groupe a émis des garanties parentales à destination de tiers au groupe. Le Groupe a mis en nantissement des comptes bancaires afin de garantir des paiements à destination de tiers au groupe. Ces nantissements peuvent être substitués à tout moment par des garanties bancaires.

### 18.3. Autres garanties

#### Garanties reçues

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Garanties reçues lors de l'acquisition d'entreprises	1 908,7	1 971,1
Autres engagements reçus	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>1 908,7</b>	<b>1 971,1</b>

#### Garanties données

(En millions d'euros)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Garanties données lors de la cession d'entreprises	2 288,4	2 803,2
Autres engagements donnés	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 288,4</b>	<b>2 803,2</b>

Les autres engagements reçus et donnés par le Groupe ont diminué respectivement de 62,5 millions d'euros et de 514,8 millions d'euros suite à l'expiration des périodes d'engagement correspondantes.

## NOTE 19 Parties liées

### Conventions/principes comptables

Les parties liées incluent :

- SIX Group AG (et ses filiales qui ne sont pas dans le périmètre de consolidation du Groupe) en tant qu'actionnaire de référence sur la période ;
- Les mandataires sociaux du Groupe, définis comme ceux ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler l'activité du Groupe, à savoir les membres du Conseil d'Administration (y compris le Président par intérim), ainsi que le Directeur Général par intérim et le Directeur Général Délégué ;
- Les mandataires sociaux du Groupe, définis comme des entités qui sont des mandataires sociaux, notamment les membres du Conseil d'Administration (notamment Crédit Agricole et, par extension, toutes les entités contrôlées par Crédit Agricole) ;
- Les entités contrôlées conjointement par le Groupe ou sur lesquelles le Groupe exerce une influence significative, les entités qui offrent un régime d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des salariés du Groupe, ou les entités contrôlées ou détenues conjointement par un membre de la direction clé du Groupe.

### Avec SIX Group AG

Les principales transactions avec les parties liées regroupent :

- Les refacturations de loyer ;
- La facturation de services de sous-traitance comme des coûts de personnel ou d'utilisation d'infrastructure ;

- Les facturations de services administratifs ;
- Les intérêts associés aux éléments financiers ;

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Les transactions avec les parties liées sont détaillées comme suit :

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	41,1	40,0
Produits et charges opérationnels	(51,9)	(59,0)

Les créances et dettes inscrites au bilan, relatives aux parties liées sont détaillées comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Créances clients nettes	117,6	190,9
Autres actifs courants	0,2	4,3
Fournisseurs et comptes rattachés	8,3	2,6
Autres passifs courants	0,0	19,8

Les engagements hors bilan relatifs aux parties liées se détaillent comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	Échéances			31 décembre 2023
		< à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans	
Engagements contractuels	188,2	49,9	138,4	0,0	232,4
<b>ENGAGEMENTS TOTAUX</b>	<b>188,2</b>	<b>49,9</b>	<b>138,4</b>	<b>0,0</b>	<b>232,4</b>

Les engagements contractuels sont principalement liés au contrat de Prestations de Services d'Infrastructure Informatique (Long Term Infrastructure Agreement) « LTIA ».

## Avec le Groupe Crédit Agricole

Les principales transactions avec cette partie liée peuvent être divisées en deux catégories.

### Transactions avec / en relation avec CAWL

Crédit Agricole est l'actionnaire détenant des intérêts ne donnant pas le contrôle dans CAWL, une entité détenue conjointement et contrôlée par Worldline, qui est entièrement consolidée.

À cet égard, le Groupe Worldline, y compris CAWL, a conclu des accords spécifiques, qui comprennent notamment :

- Accord de Partenariat Cadre : Cet accord formalise les conditions de mise en œuvre et les principes opérationnels du partenariat. L'accord de partenariat cadre définit également les engagements d'exclusivité réciproques entre les parties, le champ d'application du partenariat et les caractéristiques de CAWL ainsi que sa relation avec les parties. Il expose les engagements respectifs des parties dans les phases successives du partenariat comme décrites ci-dessous :

- Une première phase prenant la forme d'un partenariat commercial par l'intermédiaire des réponses commerciales communes ; et

- Une deuxième phase prenant la forme d'un partenariat industriel pour des services de paiement électronique marchand combinant des services d'acceptation et des services d'acquisition, par le biais de CAWL.

- Accord d'Actionnaires de CAWL : Cet accord organise les relations des parties au sein de CAWL et définit leurs droits et obligations respectifs en tant qu'actionnaires. L'accord des actionnaires prévoit les conditions selon lesquelles les parties coopèrent au sein de CAWL ; les droits et obligations des parties concernant la gouvernance de CAWL ; ainsi que les droits et obligations des parties impliquées dans la détention et le transfert des actions constituant le capital de CAWL.
- Accord de Référence Commerciale : Cet accord énonce les conditions selon lesquelles certaines banques du Groupe Crédit Agricole distribueront des services Worldline en France à leurs clients.
- Accord de Services de Support : Cet accord définit les termes et conditions selon lesquels Crédit Agricole Payment Services fournira des services de support à CAWL.

Ces transactions avec des parties liées ont les impacts suivants sur la situation financière du Groupe :

(En millions d'euros)	31 décembre 2024
Chiffre d'affaires	0,0
Produits et charges opérationnels	4,8

(En millions d'euros)	31 décembre 2024
Créances clients nettes	0,4
Autres actifs courants	0,0
Fournisseurs et comptes rattachés	0,9
Autres passifs courants	2,5

### Transactions avec d'autres entités de Worldline

En tant que fournisseur de services financiers, Worldline a des relations commerciales avec des entités du Groupe Crédit Agricole, dans diverses zones géographiques. Les transactions comprennent principalement :

- La refacturation des locaux ;
- La facturation de services de livraison tels que les coûts du personnel ou l'utilisation de l'infrastructure de livraison.

Ces transactions sont conclues dans des conditions de marché.

Ces transactions avec des parties liées ont les impacts suivants sur la situation financière du Groupe :

(En millions d'euros)	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	34,0
Produits et charges opérationnels	(1,6)

(En millions d'euros)	Exercice 2024
Créances clients nettes	5,9
Autres actifs courants	0,0
Fournisseurs et comptes rattachés	0,0
Autres passifs courants	0,7

Comme avec diverses institutions financières, certaines entreprises du Groupe ont conclu des accords de compte courant avec certaines entreprises du groupe Crédit Agricole à des conditions de concurrence normale. De plus, en tant qu'institution financière, les entités de Crédit Agricole fournissent des services de financement à Worldline SA, ainsi qu'à d'autres partenaires bancaires. Ces transactions sont conclues dans des conditions de marché.

### Coûts des dirigeants du Groupe

En 2024, les dépenses liées aux dirigeants comprenaient :

- Celles liées à l'ancien Directeur Général de Worldline pour la période jusqu'au 30 septembre 2024 ainsi que son allocation compensatoire de départ (voir note 4 "autres éléments significatifs de l'année") ;
- Celles liées au Directeur Général par interim de Worldline pour la période du 1er octobre au 31 décembre 2024 ;
- Celles liées à l'ancien Directeur Général délégué pour la période jusqu'au 30 septembre 2024 ;

- Le coût des membres du Conseil (honoraires des administrateurs comptabilisés en 2024) ;
- Celles liées au Président du Conseil d'Administration (à la fois par interim et nouveau Président).

La répartition des dépenses enregistrées dans les états financiers consolidés pour les dirigeants du Groupe est la suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Avantages court terme	2,5	3,1
Cotisations versées par l'employeur et autres taxes (*)	0,6	1,2
Avantages Postérieurs à l'emploi	3,9	0,0
Plans d'actions gratuites et options de souscription (**)	0,2	1,7
<b>TOTAL DES COÛTS DES DIRIGEANTS DU GROUPE</b>	<b>7,2</b>	<b>6,0</b>

(\*) Cotisations patronales dues sur le salaire fixe et variable des mandataires sociaux, incluant les plans de stock-options et d'actions de performance de Worldline en cours d'acquisition.

(\*\*) Charge IFRS2 "Plans d'actions de performance et de stock-options" relative aux actions de performance et options de souscription de Worldline en cours d'acquisition accordées aux mandataires sociaux.

## Éléments financiers

États financiers consolidés

### NOTE 20 Principales entités présentes dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

Sociétés	Pays	Méthode de consolidation	% de détention au 31 décembre 2024
<b>FRANCE</b>			
Worldline SA	France	Intégration globale	100%
Mantis SA	France	Intégration globale	100%
Worldline Participation 1	France	Intégration globale	100%
INTOUCH	France	Mise en équivalence	33%
Worldline Ré	France	Intégration globale	100%
Santéos	France	Intégration globale	100%
Worldline France SAS	France	Intégration globale	100%
Similo	France	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions France S.A.S	France	Intégration globale	100%
Worldline Prepaid Services France S.A.S	France	Intégration globale	100%
Worldline Business Support S.A.S.	France	Intégration globale	100%
Retail International Holding S.A.S.	France	Intégration globale	100%
Worldline IGSA S.A	France	Intégration globale	100%
Worldline MS France S.A.S	France	Intégration globale	100%
Consoprotect SAS	France	Intégration globale	100%
equensWorldline France	France	Intégration globale	100%
CAWL S.A	France	Intégration globale	50%
<b>EUROPE HORS FRANCE</b>			
Worldline Payment Services (Germany) GmbH	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline Germany GmbH	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline Healthcare GmbH	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline PAYONE Holding GmbH	Allemagne	Intégration globale	60%
PAYONE GmbH	Allemagne	Intégration globale	60%
Credit & Collections Service GmbH	Allemagne	Intégration globale	60%
equensWorldline GMBH_HTTPS	Allemagne	Intégration globale	100%
Worldline Austria Holding GmbH	Autriche	Intégration globale	100%
Worldline Austria GmbH	Autriche	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Austria branch	Autriche	Intégration globale	100%
PAYONE GmbH - Austria	Autriche	Intégration globale	60%
Worldline NV/SA	Belgique	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions BV / SRL	Belgique	Intégration globale	100%
equensWorldline Belgium	Belgique	Intégration globale	100%
Bambora Danmark A/S	Danemark	Intégration globale	100%
Bambora Online A/S	Danemark	Intégration globale	100%
Bambora AB Sweden - Denmark	Danemark	Intégration globale	100%
Worldline Iberia SA	Espagne	Intégration globale	100%
Worldline MS Iberia, S.L.U.	Espagne	Intégration globale	100%

Sociétés	Pays	Méthode de consolidation	% de détention au 31 décembre 2024
Worldline Payment Estonia	Estonie	Intégration globale	100%
equensWorldline Finland	Finlande	Intégration globale	100%
Bambora AB, Finland branch	Finlande	Intégration globale	100%
ELECTRONIC TRANSACTION NETWORK MANAGEMENT & OPERATING CO. SOCIETE ANONYME CARDLINK	Grèce	Intégration globale	100%
Worldline Merchant Acquiring Greece	Grèce	Intégration globale	80%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Hungary branch	Hongrie	Intégration globale	100%
Retail Enterprise Italia SpA	Italie	Intégration globale	100%
Worldline Merchant Services Italia S.p.A	Italie	Intégration globale	80%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Italia branch	Italie	Intégration globale	100%
equensWorldline SE - Branch Italy	Italie	Intégration globale	100%
SIA Worldline Latvia	Lettonie	Intégration globale	100%
UAB Worldline Lietuva	Lituanie	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA	Luxembourg	Intégration globale	100%
Worldline Luxembourg SA	Luxembourg	Intégration globale	100%
Worldline Investissement Sàrl	Luxembourg	Intégration globale	100%
equensWorldline Luxembourg	Luxembourg	Intégration globale	100%
DevCode Payment Malta Ltd.	Malte	Intégration globale	100%
equensWorldline SE	Pays-Bas	Intégration globale	100%
PaySquare NV	Pays-Bas	Intégration globale	100%
equensWorldline NV	Pays-Bas	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions B.V.	Pays-Bas	Intégration globale	100%
Global Collect Services B.V.	Pays-Bas	Intégration globale	100%
Online Payment Platform B.V	Pays-Bas	Mise en équivalence	40%
Global Collect B.V.	Pays-Bas	Intégration globale	100%
SoftPos Spółka Akcyjna	Pologne	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Poland branch	Pologne	Intégration globale	100%
Worldline MS Iberia, S.L. - Portugal	Portugal	Intégration globale	100%
Worldline Czech Republic s.r.o.	République tchèque	Intégration globale	100%
GoPay s.r.o.	République tchèque	Intégration globale	100%
Worldline Payment Services (Europe) SA, Czech Republic branch	République tchèque	Intégration globale	100%
Worldline Business Services Romania S.R.L	Roumanie	Intégration globale	100%
Worldline Sweden AB	Suède	Intégration globale	100%
Bambora Group AB	Suède	Intégration globale	100%
Bambora AB	Suède	Intégration globale	100%
Bambora Device AB	Suède	Intégration globale	100%
DevCode Payment AB	Suède	Intégration globale	100%
equensWorldline SE - Branch UK	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline Merchant Services UK Ltd	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline IT Services UK Limited	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline e-commerce Solutions (UK) ltd	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, UK branch	Royaume-Uni	Intégration globale	100%
Worldline Schweiz AG	Suisse	Intégration globale	100%
Worldline Financial Services (Europe) SA, Slovenia branch	Slovénie	Intégration globale	100%
Worldline, organizacná zložka	Slovaquie	Intégration globale	100%
Bambora AB Sweden - Norway	Norvège	Intégration globale	100%
Bambora Device AB Sweden - Norway	Norvège	Intégration globale	100%
<b>RESTE DU MONDE</b>			
Worldline US, Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Worldline e-Commerce Solutions, Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Bambora Holding Corp.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Global Collect Services USA, Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Bambora Corp.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Worldline SMB US Inc.	Amérique du Nord	Intégration globale	100%
Sub-1 S.A.	Argentine	Intégration globale	100%
Worldline Services Australia Pty Ltd	Australie	Intégration globale	100%

## Éléments financiers

États financiers consolidés

Sociétés	Pays	Méthode de consolidation	% de détention au 31 décembre 2024
Bambora Online Pty Ltd	Australie	Intégration globale	100%
Worldline Australia Pty Ltd	Australie	Intégration globale	51%
Worldline Payment Solutions Australia Pty Ltd	Australie	Intégration globale	51%
Worldline Brazil Serviços Ltda.	Brésil	Intégration globale	100%
Bambora Inc.	Canada	Intégration globale	100%
Worldline (China) Co Ltd	Chine	Intégration globale	100%
Global Collect Services China Limited	Chine	Intégration globale	100%
Worldline International (Hong Kong) Co Ltd	Chine	Intégration globale	100%
Worldline Global Services Private Limited	Inde	Intégration globale	100%
MRL Posnet Pvt Ltd	Inde	Intégration globale	100%
Worldline India Pvt Ltd	Inde	Intégration globale	100%
Worldline ePayments India Private Limited	Inde	Intégration globale	100%
Global Collect India Private Limited	Inde	Intégration globale	100%
PT Worldline International Indonesia	Indonésie	Intégration globale	100%
Worldline Japan Limited	Japon	Intégration globale	100%
Worldline International (Malaysia) Sdn Bhd	Malaisie	Intégration globale	100%
GC Holdings Malaysia Sdn. Bhd.	Malaisie	Intégration globale	100%
Retail Enterprise NAR MX S.A. de C.V.	Mexique	Intégration globale	100%
Global Collect México, S. de R.L. de C.V.	Mexique	Intégration globale	100%
Paymark Limited	Nouvelle-Zélande	Intégration globale	100%
Worldline Payment International Philippines Inc	Philippines	Intégration globale	100%
Global Collect Services Asia Pacific Pte. Ltd.	Singapour	Intégration globale	100%
Ingenico Payments and Services Pte Ltd	Singapour	Sortie de périmètre	100%
Worldline (Taiwan) Ltd.	Taiwan	Intégration globale	100%
Worldline POS Teknoloji Çözüm ve Servisleri	Turquie	Intégration globale	100%

### NOTE 21 Information sur les filiales avec des intérêts minoritaires significatifs

L'impact de ces entités sur les principaux agrégats du résultat et du bilan du groupe est résumé ci-dessous (informations présentées à 100 % avant élimination des transactions intragroupe). Les informations sont rassemblées par UGT. Toutes les participations ne donnant pas le contrôle sont liées à l'UGT Services aux commerçants.

(En millions d'euros)	Exercice 2024
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 058,3</b>
Marge opérationnelle	176,3
<b>Résultat net</b>	<b>(20,5)</b>
<i>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère</i>	<i>(8,8)</i>
<i>Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(11,7)</i>
(En millions d'euros)	31 décembre 2024
Actifs non courants	3 593,5
Actifs courants	2 490,7
TOTAL de l'actif	6 084,2
<b>Capitaux propres</b>	<b>3 507,5</b>
<i>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</i>	<i>2 191,0</i>
<i>Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>1 316,5</i>
Passifs non courants	252,3
Passifs courants	2 324,3
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>6 084,2</b>

## NOTE 22 Honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'euros et en %)	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
<b>Certification et examen limité annuel des comptes individuels et consolidés</b>								
Emetteur	524	41%	0		373	54%	0	
Filiales intégrées globalement	370	29%	1 573	88%	259	37%	1 851	100%
<b>Sous total audit</b>	<b>894</b>	<b>70%</b>	<b>1 573</b>	<b>88%</b>	<b>631</b>	<b>91%</b>	<b>1 851</b>	<b>100%</b>
<b>Services autres que la certification des comptes</b>								
Emetteur	377	30%	0		24	3%	0	
Filiales intégrées globalement	0		209	12%	40	6%	4	0%
<b>Sous total autres</b>	<b>377</b>	<b>30%</b>	<b>209</b>	<b>12%</b>	<b>64</b>	<b>9%</b>	<b>4</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL HONORAIRES 2024</b>	<b>1 271</b>	<b>100%</b>	<b>1 782</b>	<b>100%</b>	<b>695</b>	<b>100%</b>	<b>1 855</b>	<b>100%</b>

En 2024, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale et (iv) le rapport d'assurance SOC2.

(En milliers d'euros et en %)	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
<b>Certification et examen limité annuel des comptes individuels et consolidés</b>								
Emetteur	452	51%	0		363	52%	0	
Filiales intégrées globalement	361	41%	1 618	89%	238	34%	1 664	99%
<b>Sous total audit</b>	<b>813</b>	<b>92%</b>	<b>1 618</b>	<b>89%</b>	<b>601</b>	<b>86%</b>	<b>1 664</b>	<b>99%</b>
<b>Services autres que la certification des comptes</b>								
Emetteur	75	8%	0		98	14%	0	
Filiales intégrées globalement	0		200	11%	0		21	1%
<b>Sous total autres</b>	<b>75</b>	<b>8%</b>	<b>200</b>	<b>11%</b>	<b>98</b>	<b>14%</b>	<b>21</b>	<b>1%</b>
<b>TOTAL HONORAIRES 2023</b>	<b>888</b>	<b>100%</b>	<b>1 818</b>	<b>100%</b>	<b>699</b>	<b>100%</b>	<b>1 686</b>	<b>100%</b>

En 2023, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale et (iv) le rapport d'assurance SOC2.

## NOTE 23 Événements postérieurs à la clôture

### Acquisition de Credem

Le 13 janvier 2025, Worldline MS Italia a acquis un portefeuille de commerçants auprès de Credito Emiliano S.p.A (Credem). De plus, Credem et Worldline MS Italia ont signé un accord commercial à long terme, d'une durée maximale de 15 ans, pour la distribution des produits et services de Worldline par l'intermédiaire du réseau de Credem. Conformément aux normes IFRS 3 et IAS 38, une

relation client sera comptabilisée pour un montant de 95 millions d'euros.

### Mise à jour de la gouvernance de Worldline

Suite à la réunion du 25 février 2025, le Conseil d'Administration a annoncé que Pierre-Antoine Vacheron assurera la fonction de Directeur général à partir du 1er mars 2025.

## B.5 Indicateurs non-IFRS

### B.5.1 Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté)

Le Groupe présente, en complément des mesures IFRS, un indicateur de performance supplémentaire, l'Excédent Brut d'Exploitation ajusté (EBE ajusté), qui exclut l'impact sur la marge opérationnelle des charges de dépréciation et autres charges détaillées dans le tableau ci-après. L'EBE ajusté n'est pas un indicateur défini par les normes IFRS. Par conséquent, la définition utilisée par le Groupe pourrait ne pas correspondre aux définitions données à ces mêmes termes par d'autres sociétés. L'EBE ajusté ne doit pas être utilisé en substitution des mesures IFRS.

Le tableau ci-après présente le passage de la marge opérationnelle à l'EBE ajusté sur une base consolidée.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>686,7</b>	<b>789,8</b>	<b>(103,1)</b>
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	350,3	298,3	51,9
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	6,7	4,3	2,4
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	9,8	(0,8)	10,5
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	17,0	18,7	(1,8)
<b>EBE AJUSTÉ</b>	<b>1 070,4</b>	<b>1 110,4</b>	<b>(40,0)</b>

### B.5.2 Flux de trésorerie disponible

Le Groupe présente, en complément des flux de trésorerie calculés selon les principes IFRS, des indicateurs non-IFRS « Flux de trésorerie opérationnel », « Flux de trésorerie disponible avant coût de l'endettement financier net », et « Flux de trésorerie disponible ». Ces indicateurs sont calculés à partir de l'Excédent Brut d'Exploitation ajusté dont le calcul est exposé ci-avant.

Le tableau ci-après présente le passage de l'EBE ajusté au flux de trésorerie opérationnel, puis du flux de trésorerie opérationnel au flux de trésorerie disponible avant coût de l'endettement financier net, puis du flux de trésorerie disponible avant coût de l'endettement financier net au flux de trésorerie disponible, pour les périodes indiquées.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>EBE ajusté</b>	<b>1 070,4</b>	<b>1 110,4</b>
Investissements opérationnels	(281,5)	(332,9)
Paiements des loyers (loyers sous IFRS 16)	(116,6)	(105,7)
Variation du besoin en fonds de roulement	(72,4)	(18,6)
<b>Flux de trésorerie opérationnel</b>	<b>599,9</b>	<b>653,2</b>
Impôts payés	(141,2)	(102,2)
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(163,2)	(51,5)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(87,6)	(143,0)
Autres variations*	(10,1)	1,5
<b>Flux de trésorerie disponible avant coût de l'endettement financier net</b>	<b>197,7</b>	<b>358,0</b>
Produit (Coût) de l'endettement financier net	3,3	(2,9)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE</b>	<b>201,0</b>	<b>355,1</b>

\* Les " autres variations " correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux autres éléments financiers décaissés, aux investissements financiers nets à long terme excepté les acquisitions et les cessions

Le tableau ci-après présente le passage du « Flux de trésorerie opérationnel » calculé sur la base exposée ci-avant, au « Flux de trésorerie opérationnel généré par l'activité » calculé selon les principes IFRS.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Flux de trésorerie opérationnel</b>	<b>599,9</b>	<b>653,2</b>
- Investissements opérationnels	281,5	332,9
- Paiements des loyers (Loyers sous IFRS 16)	116,6	105,7
Impôts payés	(141,2)	(102,2)
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(163,2)	(51,5)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(87,6)	(143,0)
Autres produits et charges opérationnels	(2,9)	(3,3)
Autres produits et charges financières	0,0	0,0
<b>Flux de trésorerie opérationnel généré par l'activité</b>	<b>603,1</b>	<b>791,8</b>

### B.5.3 Dette nette

Outre la dette financière calculée conformément aux IFRS, le groupe présente la dette nette calculée comme suit :

- total des emprunts (obligations, contrats de location-financement, emprunts bancaires à court et à long terme, titrisation et autres emprunts);
- actifs et passifs financiers à court terme portant intérêt avec une échéance de moins de 12 mois;
- moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie (valeurs mobilières, liquidités en banque et en caisse);
- La dette de location (IFRS 16).

Le tableau suivant présente en synthèse la dette nette du groupe :

(En millions d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Passifs financiers non courants	(2 496,3)	(2 755,5)
Part à moins d'un an des passifs financiers	(879,9)	(951,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 766,4	1 896,0
Dette de loyers	(402,3)	(344,9)
<b>TOTAL ENDETTEMENT NET</b>	<b>(2 012,1)</b>	<b>(2 155,6)</b>

### B.5.4 EBITDA

Le Groupe présente, en complément de la marge opérationnelle calculé selon les principes IFRS, un indicateur « EBITDA » calculé à partir de la marge opérationnelle tel que présenté ci-après. En 2023, le Groupe a révisé cet indicateur, car il sera utilisé pour le calcul des primes en interne.

Le tableau ci-après présente le passage de la marge opérationnelle à l'EBITDA pour les périodes indiquées.

(En millions d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>686,7</b>	<b>789,8</b>
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	350,3	298,3
Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	6,7	4,3
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	9,8	(0,8)
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	17,0	18,7
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	(232,9)	(62,5)
Coûts d'intégration et d'acquisition	(87,6)	(142,7)
<b>EBITDA</b>	<b>749,9</b>	<b>905,2</b>

## B.6 ANNEXES

### Contacts

#### Relations investisseurs

Laurent Marie  
[laurent.marie@worldline.com](mailto:laurent.marie@worldline.com)

Peter Farren  
[peter.farren@worldline.com](mailto:peter.farren@worldline.com)

Guillaume Delaunay  
[guillaume.delaunay@worldline.com](mailto:guillaume.delaunay@worldline.com)

#### Communication

Sandrine van der Ghinst  
[sandrine.vanderghinst@worldline.com](mailto:sandrine.vanderghinst@worldline.com)

Hélène Carlander  
[helene.carlander@worldline.com](mailto:helene.carlander@worldline.com)

#### Suivez-nous



### A propos de Worldline

Worldline [Euronext : WLN] accélère la croissance des entreprises de toutes tailles - rapidement, simplement et en toute sécurité. S'appuyant sur des technologies de paiement de pointe, une expertise locale et des solutions personnalisées à destination de centaines de marchés et d'industries, Worldline favorise la croissance de plus d'un million d'entreprises dans le monde. Worldline a généré un chiffre d'affaires de 4,6 milliards d'euros en 2024. [worldline.com](https://worldline.com)

La raison d'être de Worldline est de concevoir et exploiter des services de paiement et de transactions numériques pour contribuer à une croissance économique durable et renforcer la confiance et la sécurité dans nos sociétés. Worldline les rend respectueux de l'environnement, accessibles au plus grand nombre, tout en accompagnant les transformations sociétales.